

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Les processus d'accueil et d'intégration dans les zones à faible densité d'immigrants : une
étude comparative de six expériences au Québec dans une perspective de développement
local

par
Éric Quimper

Mémoire présenté à la Faculté d'administration
en vue de l'obtention du grade de
M. SC. En gestion des coopératives et des collectivités

Décembre 2005

vll- 650



Library and
Archives Canada

Bibliothèque et
Archives Canada

Published Heritage
Branch

Direction du
Patrimoine de l'édition

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file Votre référence

ISBN: 978-0-494-17351-0

Our file Notre référence

ISBN: 978-0-494-17351-0

NOTICE:

The author has granted a non-exclusive license allowing Library and Archives Canada to reproduce, publish, archive, preserve, conserve, communicate to the public by telecommunication or on the Internet, loan, distribute and sell theses worldwide, for commercial or non-commercial purposes, in microform, paper, electronic and/or any other formats.

The author retains copyright ownership and moral rights in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

AVIS:

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque et Archives Canada de reproduire, publier, archiver, sauvegarder, conserver, transmettre au public par télécommunication ou par l'Internet, prêter, distribuer et vendre des thèses partout dans le monde, à des fins commerciales ou autres, sur support microforme, papier, électronique et/ou autres formats.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms may have been removed from this thesis.

Conformément à la loi canadienne sur la protection de la vie privée, quelques formulaires secondaires ont été enlevés de cette thèse.

While these forms may be included in the document page count, their removal does not represent any loss of content from the thesis.

Bien que ces formulaires aient inclus dans la pagination, il n'y aura aucun contenu manquant.


Canada

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Faculté d'administration

Les processus d'accueil et d'intégration dans les zones à faible densité d'immigrants : une
étude comparative de six expériences au Québec dans une perspective de développement
local

Éric Quimper

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Chakda Yorn

Directeur de recherche

Michèle Vatz-Laaroussi

Codirectrice de recherche

Jean-Marie Touré

Lecteur

« Il est à peine possible d'accorder trop de valeur au fait de mettre des êtres humains en contact avec des personnes différentes et avec des modes de réflexion et d'action qui ne ressemblent pas à ceux qui leur sont familiers. Une telle communication a toujours été et est toujours, particulièrement à notre époque, l'une des principales sources de progrès »

- John Stuart Mill

SOMMAIRE

Ce mémoire constitue une étude comparative de six projets locaux d'accueil et d'intégration d'immigrants en région au Québec. La recherche a été effectuée avec la collaboration de l'Observatoire canadien sur l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants. Les processus mis en place par les acteurs locaux afin de favoriser l'accueil et l'intégration des immigrants sont l'objet de cette recherche. Concrètement, la recherche a comme objectif de développer des connaissances contextualisées sur les processus reliés à l'immigration dans divers milieux actuellement peu peuplés en immigrants, afin d'offrir une base de réflexion aux chercheurs, décideurs politiques et leaders locaux intéressés par ces questions. À partir des données empiriques, l'étude a comme visées de mieux comprendre les principaux enjeux et défis associés à l'accueil et à l'intégration d'immigrants tout en conceptualisant un modèle de gestion de projet de développement local par l'immigration.

L'immigration a toujours été au Canada, comme au Québec, un phénomène principalement urbain; les nouveaux arrivants s'établissent majoritairement dans les grands centres. Au Québec, c'est surtout à Montréal que se concentrent la population immigrante et les services qui lui sont offerts. Cependant, au cours des dernières années, l'augmentation constante de la population immigrante et la diversification des flux migratoires mettent durement à l'épreuve les infrastructures locales et la capacité d'absorption de la métropole. Ces deux facteurs, jumelés à la baisse démographique et à l'exode de la population vers les grands centres, incitent le gouvernement du Québec à mettre sur pied une politique de régionalisation de l'immigration afin de faire partager aux régions les bénéfices de l'immigration et de favoriser l'intégration des nouveaux arrivants à la société québécoise. Au début, les projets se concentraient principalement dans les pôles régionaux; cependant, depuis quelques années, des initiatives ont commencé à émerger hors des grands centres régionaux, dans certaines communautés semi-rurales et rurales. Pour le moment, ces expériences sont peu connues; il existe une pénurie de données sur les processus d'accueil et d'intégration et sur les défis et les enjeux qu'ils représentent pour les acteurs locaux, d'où la pertinence de les documenter.

Le vide théorique dans la littérature concernant les processus d'accueil et d'intégration en région nous a incités à développer un cadre de travail à partir de la littérature existante sur l'intégration socio-économique des immigrants et le développement local. Les principales dimensions abordées sont l'historique du projet, le développement de la structure d'accueil et d'intégration ainsi que l'immigration et l'accroissement du patrimoine de la communauté.

Au niveau méthodologique, la stratégie de l'étude multicas a été utilisée dans le cadre de cette recherche. Trois cas (Trois-Pistoles, Thetford Mines et Lac-Mégantic) ont été rédigés à partir de travaux de l'Observatoire canadien sur l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants et quatre cas (Trois-Pistoles, la MRC de Rivière-du-Loup, la MRC du Kamouraska et la MRC des Etchemins) ont été rédigés à partir de la collecte de données de l'auteur de cette recherche.

Cinq informants clés ont été rencontrés, au moyen d'entrevues semi-dirigées, durant la collecte de données. Quatre de ces informants clés ont fourni des informations sur les processus mis en place dans leur milieu; elles ont été incluses dans cette recherche. Ces informations ont été complétées grâce à des documents écrits et aux résultats d'un groupe de discussion avec des nouveaux arrivants établis dans la région du Bas-St-Laurent .

L'analyse des cas et l'analyse transversale laissent entrevoir que la régionalisation de l'immigration au Québec représente un défi imposant et que, pour le moment, les résultats des projets dans les zones à faible densité d'immigrants semblent mitigés. Malgré les difficultés rencontrées par les acteurs locaux, les bonnes pratiques soulevées démontrent que des efforts sont faits pour adapter les processus d'accueil et d'intégration aux besoins des nouveaux arrivants afin de favoriser leur intégration socio-économique et, ultimement, d'assurer leur rétention dans les communautés d'accueil.

Les cas étudiés nous ont permis de faire ressortir des tendances lourdes; de plus, différents enjeux ont émergé représentant, selon nous, des facteurs importants permettant de pousser plus loin les réflexions en matière de régionalisation de l'immigration et, éventuellement peut-être, d'influencer les processus d'accueil et d'intégration dans les zones à faible densité d'immigrants. Ces enjeux sont la sensibilisation des communautés et la rétention des personnes immigrantes, l'arrimage entre l'offre et la demande et le défi de la sélection, l'intégration socio-économique des nouveaux arrivants ainsi que l'immigration comme facteur de développement local.

Les données empiriques et les enjeux soulevés nous ont permis d'ajuster le cadre de travail initial afin d'y inclure certaines informations qui ont émergé de la collecte et de l'analyse de données. Les projets locaux développent différentes logiques (économique, humanitaire, touristique et culturelle) par lesquelles on cherche à accueillir, intégrer et garder les nouveaux arrivants et ces logiques influencent les processus et les actions mis en place; il faut donc en tenir compte. La sensibilisation et la rétention sont apparues comme des étapes peu développées dans les expériences en cours, des étapes qui auraient intérêt à être abordées tôt dans le projet et à se poursuivre tout au long de celui-ci. Les acteurs locaux priorisent soit l'intégration sociale, soit l'intégration économique des personnes immigrantes, ce qui a un impact très important sur les processus d'accueil et d'intégration et sur les activités et les services offerts dans le cadre du projet. Finalement, les partenariats sectoriels et intersectoriels nous apparaissent essentiels pour le bon fonctionnement de tout projet. Ce sont principalement ces informations qui se retrouvent dans le modèle renouvelé de gestion de l'immigration.

Notre étude compte six cas qui sont, à notre connaissance, les seules expériences connues au moment de l'étude, ce qui nous permet de prétendre à la transférabilité des résultats. Le cadre de travail et le modèle viennent appuyer les résultats en offrant une image des défis et des enjeux associés au phénomène étudié en synthétisant les processus.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	13
PREMIER CHAPITRE : LA PROBLÉMATIQUE.....	15
1.1 MISE EN SITUATION	15
1.2 LES OBJECTIFS DE LA RECHERCHE.....	16
1.3 LE CONTEXTE DE LA RECHERCHE	17
1.4 LA PROBLÉMATIQUE GÉNÉRALE	20
1.4.1 Montréal : Pôle d'accueil et d'intégration des nouveaux arrivants au Québec.....	20
1.4.2 La problématique de la baisse démographique et son impact sur la dévitalisation des communautés locales en région	28
1.4.3 L'immigration en région dans une perspective de développement local.....	29
1.4.4 Le manque d'études globales sur les processus mis en place par les acteurs locaux	30
1.5 LA PROBLÉMATIQUE SPÉCIFIQUE.....	31
1.5.1 Les enjeux de la politique de régionalisation de l'immigration.....	31
1.5.2 Le développement de la politique de régionalisation de l'immigration.....	33
1.6 LA PROPOSITION DE RECHERCHE	36
DEUXIÈME CHAPITRE : LE CADRE DE TRAVAIL.....	38
2.1 UN VIDE THÉORIQUE DANS LA LITTÉRATURE	38
2.2 LE CADRE DE TRAVAIL	39
2.2.1 L'historique des projets.....	41
2.2.2 Le développement des processus d'accueil et d'intégration	41
2.2.3 L'immigration et l'accroissement du patrimoine de la communauté.....	51
TROISIÈME CHAPITRE : LA MÉTHODOLOGIE	65
3.1 INTRODUCTION À LA DÉMARCHE GÉNÉRALE.....	65
3.2 LA POSITION ÉPISTÉMOLOGIQUE.....	66
3.3 LA STRATÉGIE DE L'ÉTUDE DE CAS	67
3.4 L'ÉCHANTILLONNAGE	68
3.5 LA COLLECTE DE DONNÉES.....	70
3.5.1 Les outils de collecte de données	70
3.5.2 Le déroulement de la collecte de données.....	72
3.5.3 L'analyse qualitative des données.....	75
3.6 LA VALIDITÉ DES RÉSULTATS	76
3.6.1 La validité du construit.....	76
3.6.2 La validité interne	77
3.6.3 La validité externe.....	77
3.6.4 La fidélité	78
3.6.5 L'éthique	79

QUATRIÈME CHAPITRE : LA PRÉSENTATION DES CAS ET L'ANALYSE TRANSVERSALE	80
4.1 LE CAS DE TROIS-PISTOLES	80
4.1.1 Le portrait de la MRC des Basques et de la communauté de Trois-Pistoles	80
4.1.2 L'historique du projet.....	81
4.1.3 Le développement des processus d'accueil et d'intégration	81
4.1.4 L'impact sur le patrimoine de la communauté.....	86
4.2 LE CAS DE THETFORD MINES	87
4.2.1 Le portrait de la MRC de l'Amiante et de la communauté de Thetford Mines.....	87
4.2.2 L'historique du projet.....	88
4.2.3 Le développement des processus d'accueil et d'intégration	88
4.2.4 L'impact sur le patrimoine de la communauté.....	92
4.3 LE CAS DE CINQ VILLAGES DE LA MRC DES ETCHÉMINS	93
4.3.1 Le portrait de la MRC des Etchemins et des cinq villages	93
4.3.2 L'historique du projet.....	94
4.3.3 Le développement des processus d'accueil et d'intégration	96
4.3.4 Le développement de la structure, rétention et impact sur la communauté	97
4.4 LE CAS DE RIVIÈRE-DU-LOUP	97
4.4.1 Le portrait de la MRC et de la ville de Rivière-du-Loup	97
4.4.2 L'historique du projet.....	98
4.4.3 Le développement des processus d'accueil et d'intégration	99
4.4.4 L'impact sur le patrimoine de la communauté.....	100
4.5 LE CAS DE LA MRC DU KAMOURASKA	101
4.5.1 Le portrait de la MRC du Kamouraska	101
4.5.2 L'historique du projet.....	102
4.5.3 Le développement des processus d'accueil et d'intégration	103
4.5.4 L'impact sur le patrimoine de la communauté.....	106
4.6 LE CAS DE LAC-MÉGANTIC	107
4.6.1 Le portrait de la MRC du Granit et de la ville de Lac-Mégantic	107
4.6.2 L'historique du projet.....	108
4.6.3 Le développement des processus d'accueil et d'intégration	109
4.6.4 L'impact sur le patrimoine de la communauté.....	113
4.7 L'ANALYSE TRANSVERSALE DES CAS.....	114
4.7.1 L'historique des projets.....	114
4.7.2 Le développement des processus d'accueil et d'intégration	115
4.7.3 L'impact de l'immigration sur le patrimoine des communautés	127
4.8 LES BONNES PRATIQUES DÉGAGÉES	130

CINQUIÈME CHAPITRE : DISCUSSION.....	136
5.1 LES PRINCIPAUX ENJEUX	137
5.1.1 Sensibilisation et rétention : deux variables associées.....	137
5.1.2 La sélection : le défi de l'arrimage entre l'offre et la demande	142
5.1.3 Prioriser l'intégration sociale ou économique	146
5.1.4 L'immigration comme facteur potentiel de développement local	153
5.2 UN RETOUR SUR LES PROPOSITIONS THÉORIQUES.....	158
5.3 UN RETOUR SUR LE CADRE DE TRAVAIL INITIAL	160
5.4 LA TRANSFÉRABILITÉ DES CAS ÉTUDIÉS	163
5.5 LES LIMITES DE LA RECHERCHE	164
5.6 DES PISTES DE RECHERCHE ET D'ACTIONS ÉVENTUELLES.....	167
CONCLUSION	168
BIBLIOGRAPHIE.....	171
ANNEXE A.....	177
ANNEXE B.....	179
ANNEXE C.....	184

LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

Figure 1 : Schéma du cadre de travail

Figure 2 : Modèle de gestion de projet

Tableau 1 : Importance de Montréal comme pôle principal pour l'accueil et l'intégration d'immigrants au Québec

Tableau 2 : Importance des vingt principaux pays de naissance de la population immigrée au Québec en 1971, 1981, 1991 et en 2001

Tableau 3 : Population immigrée selon la connaissance du français et de l'anglais pour le Québec et la région métropolitaine de Montréal en 2001

Tableau 4 : Principaux indicateurs annuels du marché du travail et des revenus, selon l'endroit de naissance au Québec en 1998

Tableau 5 : Principaux indicateurs annuels du marché du travail et des revenus, selon l'endroit de naissance, région métropolitaine de Montréal en 1998

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DIGLES ET ACRONYMES

BRISES	Banque de ressources interactives en sciences économiques et sociales
CADFEL	Centre d'accueil, de développement et de formation en langues (Trois-Pistoles)
CAMO-PI	Centre d'adaptation de la main-d'oeuvre - Personnes immigrantes
CDE	Centre de développement économique
CIC	Citoyenneté et Immigration Canada
CJE	Carrefour jeunesse emploi
CLD	Centre local de développement
CLE	Centre local d'emploi
CLSC	Centre local de services communautaires
CRÉ	Conférence régionale des élus
CRI	Conseil des relations interculturelles
CSSS	Centre de santé et de services sociaux
IRECUS	Institut de recherche et d'enseignement sur les coopératives de l'université de Sherbrooke
ISUMA	Revue canadienne de recherche sur les politiques
MCCI	Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration
MICC	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
MRC	Municipalités régionales de comté
MRCI	Ministère des Relations avec les Citoyens et de l'Immigration
MSIQ	Mouvement de solidarité interethnique du Québec inc.
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PME	Petites et moyennes entreprises
RAMQ	Régie de l'assurance maladie du Québec
SADC	Société d'aide au développement des collectivités
SADEC	Société d'aide au développement économique des collectivités
SANA	Service d'accueil aux nouveaux arrivants
SOIIT	Service d'orientation et d'intégration des immigrants au travail de Québec

REMERCIEMENTS

J'aimerais en premier lieu remercier mes deux directeurs, M. Chakda Yorn et Mme Michèle Vatz-Laaroussi. Chakda pour sa patience, ses encouragements, ses précieux conseils et sa disponibilité de même que pour son intérêt pour le sujet traité. Par son discernement, il m'a permis de m'approprier le sujet de ce mémoire. Michèle pour sa confiance, son soutien et sa joie de vivre contagieuse. Par sa connaissance et son expérience du sujet traité, ainsi que par ses idées et réflexions, elle m'a aidé à développer et solidifier les deux derniers chapitres de ce mémoire. C'est un privilège d'avoir été dirigé par eux; ils représentent pour moi des modèles de savoir, de savoir-être et de savoir-faire qui vont certes beaucoup m'influencer dans ma vie professionnelle.

Je tiens aussi à remercier toutes les personnes qui m'ont permis de recueillir mes données et de réaliser ce mémoire. Je pense aux personnes rencontrées dans la MRC des Etchemins; Michel, Jean-Marie, Claudette et les autres membres du comité local, merci pour cette première expérience professionnelle dans votre beau coin de pays! Mes autres informants clés : Michel Rioux à Trois-Pistoles, Darlène Caron à Rivière-du-Loup et Charles de Blois Martin au Kamouraska, merci pour votre disponibilité et vos commentaires! Merci aussi aux collègues de l'Observatoire, Isabelle Drainville, Lilyane Rachedi et Juan Manuel Toro Lara qui, par leurs travaux et leur expertise, ont grandement contribué à la réalisation de cette recherche.

Merci à mes amis, ainsi qu'à mes collègues de l'IRECUS de m'avoir soutenu et accompagné dans cette enrichissante expérience qu'a été, pour moi, la réalisation de ce mémoire de maîtrise. J'ai commencé cette maîtrise sans aucune attente envers moi-même; ce n'est plus le cas maintenant et cela, c'est grâce à un entourage stimulant qui m'a incité à me faire confiance et à relever ce défi.

Finalement, je tiens tout spécialement à remercier mes parents. Sans leur support tout au long de la recherche, la réalisation de ce mémoire n'aurait pu se matérialiser. Merci papa, merci maman, je vous aime!

INTRODUCTION

La régionalisation de l'immigration est une politique qui s'est développée considérablement au cours des dernières années au Québec. La baisse démographique, la dévitalisation des communautés en région et le vieillissement de la population, jumelés à une forte pression sur Montréal en tant qu'unique pôle d'accueil et d'intégration d'importance au Québec et au fait que le gouvernement souhaite faire bénéficier tout le territoire québécois des bienfaits de l'immigration, ont permis à quelques projets d'émerger en région. Ces projets ont principalement eu lieu dans les grands centres régionaux. Cependant, depuis peu, des projets d'accueil et d'intégration d'immigrants émergent de zones à faible densité d'immigrants.

Aucune littérature documentant ces cas n'existe. Notre intérêt pour cette recherche est de documenter les expériences en cours afin de combler cette absence de littérature en matière de régionalisation de l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants. La recherche portera plus spécifiquement sur les processus mis en place par les acteurs locaux afin d'accueillir et d'intégrer les personnes immigrantes dans une perspective de développement local. La recherche a comme objectifs de développer des connaissances contextualisées sur les processus locaux d'accueil et d'intégration, de mieux comprendre les défis et les enjeux associés à l'immigration en région et de conceptualiser un modèle de gestion de projet en matière d'accueil et d'intégration d'immigrants dans les zones à faible densité d'immigrants.

Le présent mémoire est divisé en cinq chapitres. Le premier situe la problématique générale qu'est Montréal comme unique pôle d'attraction pour les immigrants au Québec et la problématique spécifique de la régionalisation de l'immigration. Les questions générales et spécifiques et les propositions de recherche sont aussi posées dans ce chapitre. Le deuxième chapitre présente les différents thèmes étudiés dans un cadre de travail provisoire qui permet de baliser la collecte de données. Au troisième chapitre, nous présentons la méthodologie utilisée dans le cadre de cette recherche; elle repose principalement sur la stratégie des études de cas de Yin (1994). Le quatrième chapitre contient l'analyse des données empiriques pour chacun des six cas étudiés à partir du cadre de travail provisoire, ainsi que l'analyse transversale des six cas; on met également en relief les bonnes pratiques qui ont émergé des données empiriques. Le dernier chapitre fait ressortir différentes pistes de réflexion associées aux principaux enjeux qui sont ressorties des données recueillies; on revient sur les propositions de recherche et sur le cadre de travail provisoire, pour ensuite développer un modèle de gestion de projet de développement local par l'immigration. La transférabilité des données et les limites associées à la recherche complètent ce chapitre. En conclusion, nous répondons aux questions de recherche posées au premier chapitre tout en revenant brièvement sur les objectifs de recherche.

PREMIER CHAPITRE

LA PROBLÉMATIQUE

1.1 MISE EN SITUATION

En 2004, cinq municipalités de la MRC des Etchemins, Saint-Camille, Saint-Cyprien, Sainte-Justine, Saint-Magloire et Sainte-Sabine, décident de s'associer et de créer un comité pour réfléchir à la survie des villages dans un contexte de dénatalité, d'exode des jeunes vers les grands centres, de perte de services et de faibles salaires. Deux objectifs se dégagent : faire l'inventaire des emplois disponibles et faciliter la venue de nouveaux résidents provenant de d'autres régions du Québec mais aussi de l'immigration. Un mandat a donc été octroyé à l'Université de Sherbrooke se résumant à mieux définir le contour d'un projet de développement local intégrant l'accueil, l'intégration et la rétention de personnes immigrantes dans les cinq villages.

Un des objectifs du mandat était de trouver des informations pertinentes sur des projets vécus dans d'autres régions du Québec, en milieu semi-rural et rural et de les documenter. Une collecte de données a été effectuée dans le Bas-St-Laurent et des contacts ont été établis auprès de quelques organismes dans d'autres régions. Ces données ont permis de déterminer que les informations obtenues pouvaient faire l'objet d'un mémoire de maîtrise ayant comme objectifs de décrire les processus mis en place par les acteurs locaux, les défis et les enjeux d'un projet intégrant l'arrivée d'immigrants dans

des zones à faible densité d'immigrants tout en conceptualisant un modèle de gestion de l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants à partir des leçons apprises des études de cas effectuées.

Entre temps, des démarches ont été entreprises auprès de Mme Michèle Vatz-Laaroussi, directrice de l'Observatoire canadien sur l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants afin d'inclure l'Observatoire comme partenaire dans le projet, proposition qu'elle a acceptée. L'Observatoire a déjà une expérience de terrain et des études de cas ont été effectuées par des chercheurs qui lui sont affiliés dans trois municipalités du Québec. Ces études seront combinées avec les études de cas effectuées pour les membres du comité des cinq municipalités des Etchemins ainsi qu'aux démarches entreprises par les cinq municipalités.

1.2 LES OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

Selon Maxwell (1997), une recherche doit répondre à des objectifs personnels, académiques et managériaux. Cela permet de limiter les biais du chercheur.

L'objectif personnel de cette recherche est :

Obtenir le diplôme de Maîtrise en gestion des coopératives et des collectivités, profil développement local.

Les objectifs managériaux et académiques sont :

1. Développer des connaissances contextualisées sur les processus reliés à l'immigration dans divers milieux actuellement peu peuplés en immigrants et offrir une base de réflexion aux chercheurs, décideurs politiques et leaders locaux intéressés à ces questions.

2. Mieux comprendre les enjeux et les défis associés à la régionalisation de l'immigration en décrivant les expériences locales et les processus mis en place par les acteurs locaux pour assurer l'accueil, l'intégration et la rétention d'immigrants dans leur milieu.
3. Conceptualiser un modèle de gestion de projet de développement local par l'immigration.

1.3 LE CONTEXTE DE LA RECHERCHE

Le phénomène de l'immigration n'est pas une problématique récente au Québec. En fait, le Québec, tout comme le reste du Canada, s'est développé et son territoire s'est peuplé en grande partie grâce aux différentes vagues d'immigrants qui ont façonné son histoire au cours des derniers siècles. Deux périodes caractérisent l'immigration au Québec : la période se situant entre le début du XIX^e siècle et la Seconde Guerre mondiale et celle qui a débuté à la fin de cette dernière et qui se poursuit encore aujourd'hui.

Les premières vagues d'immigrants visaient à combler l'écart démographique entre la majorité francophone et la minorité anglophone. Pour les vagues subséquentes, cette tendance des immigrants à aller vers la minorité anglophone s'est maintenue, certains préférant se regrouper entre eux; très peu s'identifièrent vraiment à la majorité francophone. Cela incita le gouvernement du Québec à s'intéresser à l'immigration à partir de la fin des années 60.

Au niveau fédéral, la politique sur le bilinguisme de 1969 et la politique sur le multiculturalisme de 1971 changèrent considérablement le portrait et les aspirations du Canada en matière de citoyenneté. Parallèlement à l'émergence du multiculturalisme au Canada, le nationalisme québécois se développa durant les années 70. L'arrivée du Parti Québécois et l'émancipation du mouvement souverainiste à la fin des années 70 amenèrent le Québec à vouloir redéfinir son rôle en matière d'immigration. Pour contrer

les effets de la politique du multiculturalisme sur l'immigration, il s'est doté de pouvoirs et de politiques qui lui ont permis de prendre en main le domaine de l'immigration et d'exercer ses droits.

C'est en 1978 que le Québec obtint réellement un pouvoir accru en matière d'immigration en signant avec le gouvernement fédéral l'Entente Cullen-Couture, entente qui vint confirmer la maîtrise du Québec sur la sélection à l'étranger des candidats désirant s'installer sur son territoire (MCCI, 1991). Cette entente accorde au Québec un pouvoir sur la sélection de deux catégories d'immigrants: les indépendants, c'est-à-dire les travailleurs qualifiés et les gens d'affaires avec personnes à leur charge, et les réfugiés à l'étranger. L'Entente Cullen-Couture permet aussi au Québec de déterminer ses propres critères d'admissibilité pour le parrainage des immigrants de la catégorie des parents. D'autre part, afin de bien déterminer ce qui fait partie des responsabilités du Québec en matière d'immigration, une entente a été conclue en 1991 avec le gouvernement fédéral afin de partager les responsabilités entre les deux paliers gouvernementaux. L'accord Canada-Québec permet principalement au Québec d'établir ses propres exigences en matière d'immigration et de sélectionner ses propres « immigrants indépendants » ou « travailleurs qualifiés » afin qu'ils correspondent à la réalité québécoise. En vertu des pouvoirs conférés par l'accord, le gouvernement du Québec peut dorénavant faire la planification des niveaux d'admission qui s'effectue sur une base triennale et qui permet de faire une réévaluation régulière des enjeux et des objectifs fixés. Le gouvernement du Québec peut aussi en tout temps modifier les règles de sélection afin qu'elles correspondent mieux à la réalité québécoise. L'accord Canada-Québec de 1991 confie aussi au gouvernement du Québec, la responsabilité en matière d'intégration des immigrants. À cette fin, par l'accord, le gouvernement fédéral lui transfère les crédits associés à ce domaine. Ces nouveaux pouvoirs permettront au gouvernement du Québec d'inclure l'intégration à sa politique en matière d'immigration, de mieux définir l'apport et les responsabilités de la société québécoise dans le contrat moral qui la lie aux immigrants se trouvant sur son territoire et de développer des stratégies favorisant l'intégration socio-économique de sa clientèle immigrante dans leur nouveau milieu de vie.

Suite aux pouvoirs accrus qui lui sont octroyés, le Québec décide d'aller de l'avant avec sa stratégie d'intégration et dévoile, en 1990, son Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration sous forme de contrat moral qui permet de mieux comprendre la relation qui doit exister entre les immigrants et la société d'accueil québécoise. Ce contrat repose sur trois principes fondamentaux : le Québec est une société où le français est la langue commune de la vie publique, le Québec est une société démocratique où la participation et la contribution de tous sont attendues et favorisées et le Québec est une société pluraliste ouverte aux apports multiples dans les limites qu'imposent le respect des valeurs démocratiques fondamentales et la nécessité de l'échange intercommunautaire (MRCI, 2004). Ce contrat moral suppose que la société d'accueil exprime ses attentes et assume ses obligations face aux immigrants. Toutefois, en retour des droits qu'ils obtiennent, les immigrants assument leur part de responsabilités dans le développement de la société d'accueil (MCCI, 1991). Le contrat stipule donc la responsabilisation de tous comme condition pour la réussite de l'intégration des immigrants à la société québécoise.

Pour favoriser l'intégration des immigrants à la société québécoise, le gouvernement du Québec a mis en place au cours des dernières années différentes mesures et moyens d'action à travers ses plans triennaux. Ces mesures et moyens d'action sont présentés dans le Plan d'action 2004-2007 « Des valeurs partagées, des intérêts communs » sous cinq axes complémentaires : une immigration correspondant aux besoins du Québec et respectueuse de ses valeurs, l'accueil et l'insertion durable en emploi, l'apprentissage du français, la sensibilisation et la promotion de relations interculturelles harmonieuses et, finalement, la régionalisation de l'immigration comme facteur d'intégration des immigrants et de développement des différentes régions du Québec.

La régionalisation de l'immigration n'est pas une politique nouvelle au Québec. En effet, « cette question est abordée sur le plan politique depuis 1970, lorsqu'est apparu au Canada puis au Québec, le concept de démétropolisation qui a touché essentiellement

la catégorie des réfugiés » (Vatz Laaroussi, 2005a, p.1). Cependant, suite à l'accord Canada-Québec et à la rédaction de l'Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration, elle devient une priorité gouvernementale. Des immigrants et des réfugiés se sont installés dans plusieurs régions du Québec aux cours des dernières années, plus particulièrement dans les grands centres régionaux, tels que Québec, Sherbrooke, Rimouski, Hull et Jonquière. Dernièrement, quelques expériences ont été mises sur pied en région, dans des localités urbaines, semi-rurales et rurales. Ces expériences de régionalisation de l'immigration impliquent la mise sur pied par les acteurs locaux de services permettant l'accueil et l'intégration des immigrants afin de favoriser la rétention de ceux-ci dans le milieu. L'immigration devient donc, pour les collectivités en région, un outil de développement local pour contrer l'exode des jeunes, le vieillissement de la population et la dévitalisation du milieu. Des processus et des actions sont mis en place par les acteurs locaux afin de réaliser l'accueil, l'intégration et la rétention des immigrants dans leur milieu. Ces processus et ces actions sont différents selon les endroits, très peu documentés et ont plus ou moins apporté les résultats escomptés; d'où la pertinence de les documenter.

1.4 LA PROBLÉMATIQUE GÉNÉRALE

1.4.1 Montréal : Pôle d'accueil et d'intégration des nouveaux arrivants au Québec

L'immigration au Canada est un phénomène principalement urbain, la population immigrante se concentrant dans trois villes : Toronto, Vancouver et Montréal. Au Québec, l'accueil et l'intégration se fait principalement à partir de Montréal et une grande partie des immigrants s'installent définitivement dans la métropole suite à leur arrivée dans la province. Les statistiques provenant des recensements de 1991, de 1996 et 2001 démontrent l'importance considérable de Montréal comme pôle d'accueil et d'intégration des immigrants au Québec actuellement.

Tableau 1

Importance de Montréal comme pôle principal pour l'accueil et l'intégration des immigrants au Québec

Année	Population totale de Montréal	% de la population de Montréal par rapport à la population totale du Québec	Population de Montréal provenant de l'immigration	% de la population immigrante de Montréal par rapport à la population immigrante totale du Québec	% de la population de Montréal provenant de l'immigration
1991	3 091 115	45,4	520 535	88,0	16,8
1996	3 287 645	46,7	586 470	88,0	17,8
2001	3 380 640	47,4	621 890	88,0	18,4

Source : MRCI : tableau fait à partir des portraits statistiques de la population immigrée recensée en 1991, 1996 et 2001.

On remarque que la population de Montréal est en constante augmentation depuis 1991. Cela se traduit par une population québécoise de plus en plus concentrée sur l'île de Montréal, comme le démontre l'augmentation du pourcentage de la population québécoise résidant à Montréal, qui est passée de 45,4% en 1991 à 47,4% en 2001. Parallèlement, la population immigrante demeurant sur l'île de Montréal a aussi augmenté considérablement, passant de 520 535 personnes en 1991 à 621 890 en 2001 tout en représentant entre 1991 et 2001, environ 88% de la population immigrante totale au Québec. Cela s'est traduit par une augmentation du pourcentage de la population montréalaise provenant de l'immigration qui est passé de 16,8% en 1991, à 17,8% en 1996, pour atteindre 18,4% de la population totale de Montréal en 2001. Si on veut établir des comparaisons, la concentration de la population allophone est neuf fois plus importante à Montréal que dans le reste du Québec, contre trois fois plus pour Toronto et Vancouver par rapport aux régions de leur province respective (MRCI, 2001). L'augmentation de la population en générale et de l'immigration en particulier met durement à l'épreuve les infrastructures locales ainsi que la capacité d'absorption de Montréal comme pôle d'attraction de l'immigration au Québec.

1.4.1.1 La problématique des réseaux locaux et immigrants. Concernant les principaux pays de naissance, le Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration

(MRCI) dans son Plan d'action 2004-2007 « Des valeurs partagées, des intérêts communs » mentionne que :

La composition de l'immigration au Québec a changé dans le temps et est de plus en plus diversifiée. Ainsi, les vingt principaux pays de naissance des immigrants recensés au Québec regroupaient, en 2001, 66,8% de l'ensemble de la population immigrée, comparativement à 85,2% en 1971. Selon le recensement de 2001, les dix principaux pays de naissance des immigrants recensés sont l'Italie (9,8%), la France (7,1%), Haïti (6,8%), le Liban (4,1%), les États-Unis (3,6%), la Chine (3,5%), le Viêtnam (3,25%), la Grèce (3,2%) et le Maroc (2,9%).

Tableau 2
Importance des vingt principaux pays de naissance de la population immigrée
Québec, 1971, 1981, 1991, 2001

Année	Total des 20 principaux pays	Total de tous les pays	Pourcentage (%)
1971	399 475	468 925	85,2
1981	415 880	522 150	79,6
1991	427 720	591 210	72,3
2001	472 200	706 965	66,8

Sources : Statistique Canada, Recensements de 1971, 1981, 1991 et 2001, compilations spéciales du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration.

En classant les pays de naissance par continent, on constate que l'Europe demeure, au Québec, le premier continent de naissance de la population immigrée recensée en 2001, avec 40,3% du total. L'Asie avec 26,9%, les Amériques avec 21,1% et l'Afrique avec 11,5% suivent.

Plus de 50% des immigrants européens sont arrivés il y a plus de trente ans tandis que plus de la moitié des immigrants africains sont arrivés au Québec depuis 1991. Pour ce qui est des immigrants établis en 2001, mais arrivés au Québec depuis 1996, 36% sont originaires de l'Asie, 24,5% d'Europe, 22,5% d'Afrique, 16,9% d'Amérique et 0,1% d'une autre région.

La population immigrante est de plus en plus nombreuse et diversifiée ce qui rend l'offre de service par les réseaux locaux beaucoup plus complexe, particulièrement à Montréal. Un des objectifs du gouvernement du Québec étant de favoriser une immigration contribuant au développement d'une société francophone, plusieurs organismes ont été créés afin de favoriser l'accueil et l'intégration des immigrants en offrant des services de francisation et d'intégration à l'emploi. Le gouvernement a mis en place au cours des dernières années, des sessions d'accueil et d'information destinées aux nouveaux arrivants, particulièrement à Montréal. En 2000, on assiste à la création des carrefours d'intégration ayant pour objectif de rapprocher les services d'intégration offerts aux immigrants de leur milieu de vie immédiat, en favorisant la mise sur pied de comités de partenaires réunissant divers intervenants du milieu.

Malgré tous ces efforts, l'intégration socio-économique des nouveaux immigrants à la société québécoise est toujours aussi difficile et la gestion de la diversité laborieuse dans la métropole. Les structures d'accueil et d'intégration mises en place au cours des dernières années tentent de développer des services permettant une meilleure intégration des nouveaux arrivants à la société québécoise, mais ils sont souvent en concurrence avec les réseaux immigrants déjà bien établis qui, pour employer les termes de Sanicola (1994), recouvrent les fonctions remplies par les familles, les groupes ou les systèmes tout en les transcendant. En fait, « ces réseaux, sans frontières stables, fluctuant dans le temps et dans l'espace, sont à la fois des systèmes de relations et de socialisation; ils ont une histoire, une culture qui se construisent avec leur expansion, avec l'arrivée de nouveaux membres, avec le départ d'autres, grâce à des vecteurs qui peuvent être humains mais aussi matériels et qui entretiennent une forme de solidarité » (Vatz Laaroussi, 2005b, p.9). Ces réseaux peuvent, pour certaines communautés d'immigrants, offrir des services d'accueil et s'occuper de l'intégration socio-économique de leurs nouveaux venus. D'autres nouveaux arrivants sont victimes d'isolement et ne s'intègrent ni à la société québécoise, ni à une communauté particulière. Certains sont pris en charge par les structures d'accueil mises en place par le gouvernement et les partenaires locaux. Le nombre d'immigrants augmente continuellement et les lieux d'origine se multiplient sans que les réseaux locaux et immigrants soient en mesure de gérer et de s'adapter à la

diversité tout en offrant les services nécessaires à l'intégration socio-économique d'une partie importante des nouveaux immigrants établis sur le territoire québécois.

1.4.1.2 La problématique de la francisation. La survivance de la langue française au Québec dans un contexte national anglophone fait partie de la réalité canadienne depuis plus de deux siècles. Elle s'est cependant cristallisée avec l'émergence du mouvement souverainiste et de la question nationale durant les années 70. Les immigrants s'installant à Montréal au fil des années ont eu à vivre cette dualité francophone-anglophone, dualité linguistique qui a influencé considérablement leur intégration à la société québécoise et montréalaise. C'est dans les années 70 que le Québec réalise l'impact de l'immigration internationale sur le développement du profil linguistique du Québec (Germain, 1997). On réalise que l'anglais et les langues maternelles occupent une place importante comme langue parlée à Montréal. C'est ce qui amène le gouvernement du Québec à faire de la francisation de l'espace public une priorité en adoptant en 1977, la Charte de la langue française ou loi 101 qui détache la langue française de son ancrage ethnique afin qu'elle devienne langue de l'État et langue commune des citoyens (Labelle, 1997). Cependant, « ces changements législatifs n'ont pas éliminé les ambivalences qui imprègnent le contexte dans lequel les immigrants construisent leurs stratégies d'insertion dans une société d'accueil qui reste dominée, particulièrement à Montréal, par la tension entre deux univers culturels et linguistiques » (Germain, 1997).

Le gouvernement a fait de la francisation des immigrants, une priorité au cours des dernières années afin que la langue française devienne la langue de convergence des immigrants dès leur arrivée au Québec. Des politiques, mises en place par le gouvernement du Québec, affirment l'importance de l'apprentissage du français par les nouveaux immigrants afin de favoriser leur insertion socio-économique. Le gouvernement du Québec, en 1981, a mis sur pied une politique de convergence culturelle sous la forme d'un Plan d'action. Ce plan d'action intitulé « Autant de façon d'être québécois. Plan d'action à l'intention des communautés culturelles » insiste sur le fait que le peuple québécois constitue une nation et défend l'importance de la langue française. Cette politique affirme la primauté de la langue française dans le contexte

québécois en soulignant l'importance pour les nouveaux arrivants d'apprendre la langue française afin qu'elle puisse rester la langue commune au Québec. L'Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration paru en 1990, a inclus l'importance de la langue française comme langue commune de la vie publique dans son contrat moral. En 1999, le gouvernement se dote d'une véritable structure en matière de francisation en mettant en place une réforme de l'offre de service de francisation en partenariat avec les institutions d'enseignement et les partenaires communautaires. Au cours des trente dernières années, il y a une progression du français parlé au Québec. Le tableau 3 indique que plus de 75% des immigrants sont en mesure de converser en français comparativement à un peu moins de 70% en anglais. C'est une nette progression si on considère qu'en 1971, seulement 49% des immigrants pouvaient converser en français comparativement à 69% en anglais.

Tableau 3

Population immigrée selon la connaissance du français et de l'anglais pour la province de Québec pour la région métropolitaine de recensement de Montréal, 2001

Connaissance du français et de l'anglais	Pourcentage pour le Québec (%)	Pourcentage pour Montréal (%)
Français seulement	25,8	24,0
Français et anglais	49,7	49,9
Connaissant le français	75,5	73,8
Anglais seulement	19,2	20,5
Ni français ni anglais	5,3	5,7
Total	100,0	100,0

Sources : Statistique Canada, Recensements de 2001, compilations spéciales du MRCl. Fait à partir du tableau 6 (p.25) et du tableau 39 (p.63) inclut dans le document « Population immigrée recensée au Québec et dans les régions en 2001 : caractéristiques générales – Recensement de 2001 : données ethnoculturelles », MRCl, 2004

Pour Montréal, les données du recensement offrent des résultats sensiblement identiques au Québec.

Cependant, au Québec, il y avait encore une personne immigrante sur quatre qui ne connaissait pas le français en 2001. Pour améliorer les résultats de la francisation, des besoins sont à combler. Les services de francisation doivent être efficaces et permettre le plus rapidement possible l'acquisition d'un niveau élevé de connaissance du français tant à l'oral qu'à l'écrit afin de favoriser l'intégration socio-économique des immigrants. Selon le MRCl, en 2002-2003, 18 443 étudiants ont fréquenté ses services de

francisation, dont près de 13 000 nouveaux étudiants (MRCI, 2004a). L'importance accordée à l'acquisition du français et la demande de plus en plus importante venant des immigrants pour des cours de français, demandent une adaptation au niveau de l'offre de service. Cette adaptation est difficile, la demande accrue occasionne des délais d'attente importants, particulièrement à Montréal où se concentre en grande partie l'offre de francisation. Les délais dans la métropole sont particulièrement longs, ce qui rend l'offre de service de plus en plus difficile au fur et à mesure que la population immigrante augmente.

1.4.1.3 La problématique de l'emploi. L'emploi est la principale raison invoquée par les immigrants pour rester dans un lieu donné ou pour le quitter (Simard, 2003; Vatz Laaroussi, 1999, 2002, 2004). En effet, souvent, la principale raison évoquée par l'immigrant pour émigrer est l'amélioration de sa condition économique. Comme l'indique Vatz Laaroussi (2005a, p.9), « il est alors essentiel de saisir selon quelles dynamiques le marché de l'emploi local s'ouvre ou se ferme à ces nouvelles compétences et expériences ». Plusieurs difficultés se dressent devant l'immigrant dans son cheminement sur le marché de l'emploi au Québec et à Montréal. La discrimination systémique reliée à la non-reconnaissance des diplômes et des expériences acquises à l'étranger est souvent mentionnée dans la littérature sur l'intégration économique des immigrants (Cardu, 2002; Vatz Laaroussi, 2004; Conseil des relations interculturelles 2000; MRCI 2004; CAMO-PI, 1996, 2000, 2003). La fermeture des ordres professionnels aux immigrants spécialisés représente une autre difficulté souvent rencontrée (Vatz Laaroussi, 2004; Conseil des relations interculturelles, 2000; MRCI, 2004; CAMO-PI, 1996, 2000, 2003). La sous-représentation des immigrants dans la fonction publique, la discrimination dans l'embauche et l'orientation professionnelle sont aussi considérées comme des obstacles importants à l'intégration des immigrants au marché du travail (CAMO-PI, 1996). Ce sont tous des facteurs qui contribuent à rendre l'intégration économique des immigrants difficile au Québec. Malgré les efforts faits par le gouvernement du Québec pour faire de l'intégration économique des immigrants une priorité, particulièrement depuis 1990, les résultats sont mitigés. L'enquête sur la dynamique du travail et du revenu de 1998 de Statistique Canada et les tableaux sur les

principaux indicateurs annuels du marché du travail et des revenus pour la province de Québec et pour la région de Montréal démontrent l'écart qui existe entre les immigrants et le reste de la population quant à l'emploi.

Tableau 4

Principaux indicateurs annuels du marché du travail et des revenus, selon l'endroit de naissance, Québec, 1998

Indicateur annuel du marché du travail	Personnes nées hors Canada	Personnes nées au Canada	Ensemble
Taux annuel d'emploi (%)	41,3	62,0	59,0
Taux annuel d'activité (%)	52,3	66,1	63,7
Taux annuel de chômage (%)	21,0	6,2	7,4
Revenu			
Revenus d'emploi (\$)	12 199	18 029	17 346
Revenus totaux (\$)	18 806	24 108	23 693
Taux de pauvreté (%)	29,3	14,0	15,8

Source : Statistique Canada, Compilations spéciales de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, 1998, juin 2000, pris dans le document « Accueillir de nouveaux immigrants en 2001, 2002, 2003 : Un choix humanitaire autant que nécessaire », Mémoire présenté par le Conseil des relations interculturelles à la Commission de la culture de l'Assemblée nationale, septembre 2000

Tableau 5

Principaux indicateurs annuels du marché du travail et des revenus, selon l'endroit de naissance, région métropolitaine, 1998

Indicateur annuel du marché du travail	Personnes nées hors Canada	Personnes nées au Canada	Ensemble
Taux annuel d'emploi (%)	39,8	63,2	57,3
Taux annuel d'activité (%)	51,8	66,9	62,6
Taux annuel de chômage (%)	23,1	5,5	8,5
Revenu			
Revenus d'emploi (\$)	12 187	20 852	18 934
Revenus totaux (\$)	18 698	26 908	25 574
Taux de pauvreté (%)	31,7	18,8	21,6

Source : Statistique Canada, Compilations spéciales de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, 1998, juin 2000, pris dans le document « Accueillir de nouveaux immigrants en 2001, 2002, 2003 : Un choix humanitaire autant que nécessaire », Mémoire présenté par le Conseil des relations interculturelles à la Commission de la culture de l'Assemblée nationale, septembre 2000

Ces données démontrent qu'il est beaucoup plus difficile pour un immigrant de se trouver un emploi et de participer activement au marché du travail que pour les personnes nées au Canada et au Québec. Ils sont aussi quatre fois plus touchés par le chômage. Les données de Statistique Canada démontrent aussi une grande disparité entre les immigrants et la population canadienne de souche concernant le revenu. Un écart important subsiste concernant les revenus d'emploi et les revenus totaux favorisant les personnes nées au Canada. Le taux de pauvreté est nettement plus important pour les personnes immigrantes que pour les personnes nées au pays. Lorsqu'on analyse les données pour la région

métropolitaine de Montréal où vit la grande majorité des immigrants installés au Québec, on constate que les principaux indicateurs font ressortir les mêmes tendances, souvent même accentuées, ce qui met en évidence les difficultés qu'éprouve Montréal à intégrer ses immigrants.

1.4.2 La problématique de la baisse démographique et son impact sur la dévitalisation des communautés locales en région

La région métropolitaine de Montréal n'est pas seulement le pôle d'accueil et d'intégration pour les nouveaux arrivants au Québec; elle est aussi le principal pôle d'attraction et de rétention pour les mouvements migratoires régionaux. Le tableau 1 nous montre que le pourcentage de la population de Montréal par rapport à la population totale du Québec est passé de 45,4% en 1991 à 47,4% en 2001. Une partie de cette augmentation est due à l'immigration internationale; cependant, une partie encore plus importante provient des jeunes, des familles et des personnes âgées qui quittent leur région d'origine pour s'établir dans la région métropolitaine de Montréal en particulier, mais aussi dans d'autres régions métropolitaines d'importance telles que Québec, Sherbrooke ou Gatineau.

Cette situation a un impact considérable au niveau démographique pour plusieurs régions du Québec. Neuf des dix-sept régions administratives entameront une décroissance d'ici 2026. Les populations de la Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine, du Bas-St-Laurent, de la Côte-Nord, du Saguenay-Lac-St-Jean, de la Mauricie et de l'Abitibi-Témiscamingue enregistreront des pertes au plan démographique dès la présente décennie. Trois autres régions se joindront au groupe après 2011: la région de Québec, sa voisine Chaudière-Appalaches ainsi que le Nord-du-Québec (Conseil des relations interculturelles, 2000). Le départ des jeunes vers les grands centres pour étudier ou se chercher un emploi constitue un frein important au développement économique et social de plusieurs régions qui se voient ainsi privées d'une partie importante de leur relève. Ce fait, jumelé au faible taux de natalité constaté au Québec depuis quelques années, occasionnent un vieillissement accéléré de la population dans plusieurs régions, ce qui

provoque la dévitalisation de nombreuses collectivités locales et une baisse considérable du poids démographique du Québec à l'intérieur du Canada.

1.4.3 L'immigration en région dans une perspective de développement local

Le développement local est un domaine d'étude qui s'est beaucoup développé depuis le début des années 80 tant au Québec qu'ailleurs dans le monde (Joyal, 2002; Prévost, 2001a). Face aux problématiques de la baisse démographique, de l'exode des jeunes vers les grands centres urbains et du vieillissement de la population que connaissent plusieurs communautés locales en région, des initiatives locales naissent et se développent afin de freiner l'hémorragie et revitaliser les milieux en difficulté.

La littérature indique que ces initiatives sont émergentes et endogènes. En effet, elles émergent du dynamisme des communautés locales (Prévost, 2001a). Pour Tremblay et Fontan (1997, p. 49), « les projets de développement économique local apparaissent de plus en plus comme la solution aux problèmes de développement des régions ». Pour Joanis et Martin (2005, p. 8), « cette approche se caractérise généralement par une valorisation du capital humain local, par un préjugé favorable aux petites et moyennes entreprises (PME) et par la décentralisation et la régionalisation ». Cependant, le développement local n'est pas une recette qu'on applique partout, de la même façon, peu importe le contexte d'intervention. Il n'y a pas de modèle unique transférable d'une communauté à une autre, chacune dictant la trajectoire de son développement par les actions qu'elle met en place. En fait, « le développement local, c'est avant tout une façon de penser, une manière d'aborder la question du développement social, humain, économique et technique en renonçant à ses préjugés ou à un parti pris. C'est en quelque sorte ouvrir l'éventail du possible » (Vachon, 1993, p.92).

À partir de cette perspective du développement local, il devient intéressant d'étudier les possibilités qu'offre l'immigration en région comme solution à l'engorgement de la métropole et comme moyen de revitaliser et de développer les communautés locales. Pour ce faire, une bonne connaissance des expériences effectuées

ou en cours est nécessaire, afin de dégager les processus par lesquels les acteurs locaux s'approprient les projets associés à la venue d'immigrants dans leur communauté respective.

1.4.4 Le manque d'études globales sur les processus mis en place par les acteurs locaux

Bien que la régionalisation de l'immigration soit abordée au niveau politique au Canada et au Québec depuis les années 70, très peu d'études et de recherches ont été effectuées décrivant les expériences sur le terrain et les processus qu'elles ont induits.

Au niveau macro-économique, Citoyenneté et Immigration Canada (2001) a rédigé une étude sur les possibilités, les obstacles et les enjeux associés à une répartition géographique mieux équilibrée des immigrants au Canada. Statistique Canada (2003) a effectué une enquête sur la diversité ethnique qui dresse un portrait de la société multiculturelle canadienne et qui donne certaines informations sur la dispersion des immigrants au Canada. Au Québec, le MRCI a publié en 2002 un document intitulé « Statistiques sur l'immigration dans les régions du Québec » qui offre un portrait de l'immigration en région. Le MRCI a aussi développé des actions visant à favoriser l'attraction et l'établissement durable des personnes immigrantes en région dans le cadre de sa politique de régionalisation de l'immigration développée au cours des dernières années. Ces actions sont incluses dans l'énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration paru en 1991. Elles ont été développées récemment dans le Plan stratégique 2001-2004 et dans le Plan d'action 2004-2007 « Des valeurs partagées, des intérêts communs ». Il existe donc des travaux intéressants en matière de régionalisation de l'immigration à l'échelle macro-économique. Cependant, comme l'ont constaté les participants à la conversation sur la régionalisation de l'immigration tenue par le projet Métropolis en mars 2003, « au niveau local, il existe une pénurie de données pour soutenir une stratégie de régionalisation approfondie » (Série de conversations Métropolis, p.23).

Au Québec, ce champ de recherche commence à se développer, principalement grâce à l'apport des chercheuses et chercheurs de l'Observatoire canadien de l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants qui ont effectué des recherches sur des thématiques associées à l'immigration en région. Malgré l'existence de quelques recherches descriptives, il reste qu'à l'heure actuelle, aucune étude globale n'a été faite, décrivant les expériences locales et les processus mis en place par les acteurs locaux pour assurer l'accueil, l'intégration et la rétention d'immigrants dans leur milieu dans le but de ressortir les tendances lourdes.

Compte tenu de la problématique générale de recherche qui indique le peu d'information disponible au niveau local concernant les projets dans les zones à faible densité d'immigrants, la question générale de recherche sera la suivante :

- Comment les communautés locales en région, situées dans des zones à faible densité d'immigrants, s'approprient-elles les projets associés à la venue d'immigrants dans leur milieu?

1.5 LA PROBLÉMATIQUE SPÉCIFIQUE

1.5.1 Les enjeux de la politique de régionalisation de l'immigration

C'est à la suite de l'accord Canada-Québec, entente conclue en 1991 qui partage les responsabilités entre le gouvernement fédéral et le Québec en matière d'immigration, que la régionalisation de l'immigration est véritablement devenue une préoccupation, voire une priorité de l'État. Au fil des années, les réflexions de l'État ont amené le Gouvernement du Québec à se doter d'une véritable politique en cette matière. En fait, comme l'indique Vatz Laaroussi (2005a, p. 2), « intégration, revitalisation, équilibre régional sont ainsi associés dans l'esprit des responsables politiques à l'installation d'immigrants dans des régions dites périphériques ou éloignées, traditionnellement homogènes et peu soumises à la diversité ethnique, religieuse et culturelle ». Par conséquent, elle dégage une complexité d'enjeux, aussi bien territorial, démographique,

économique que politique (Simard, 1996). Ce sont ces enjeux qui sont à la base de la politique de régionalisation de l'immigration.

1.5.1.1. Les enjeux territoriaux. L'élément qui est à la base de la politique de régionalisation québécoise est d'assurer une distribution spatiale plus équilibrée des immigrants sur le territoire. En fait, pour le gouvernement, l'intérêt est de partager les bénéfices de l'immigration entre les régions afin de diminuer l'écart socioculturel qui existe entre Montréal, ville multiculturelle, et le reste du Québec plus homogène. Et pour ce faire, « afin de contrer les clivages entre Montréal et le reste du Québec, l'État cherche donc à développer des initiatives ancrées territorialement destinées à atténuer les écarts et encourager la dispersion des immigrants sur l'ensemble de l'espace québécois » (Simard, 1996, p.12). Le gouvernement par sa politique confirme donc son intention de faire de la régionalisation de l'immigration, un outil de développement régional et local.

1.5.1.2 Les enjeux démographiques et économiques. Les enjeux associés à la baisse démographique au Québec sont de plus en plus connus. Le faible taux de natalité provoque au Québec en général, et en région en particulier, une diminution importante de la population et un développement socio-économique difficile pouvant entraîner la dévitalisation des communautés locales. Selon le MRCI (2001, p.11) « l'immigration internationale permet au Québec, depuis 1985, d'enregistrer des surplus annuels globaux au chapitre de la migration. L'immigration internationale apparaît, dans cette perspective, comme un facteur d'atténuation du déclin démographique appréhendé ». L'immigration peut représenter une solution, mais pas une panacée, au déclin démographique en offrant un apport potentiel et une contribution à la vitalité démographique et au développement économique des régions et des communautés locales qui y ont recours.

1.5.1.3 Les enjeux politiques. Il est démontré que Montréal comme pôle d'accueil et d'intégration s'essouffle et qu'il y est de plus en plus difficile d'intégrer les nouveaux arrivants. Un des postulats de la régionalisation de l'immigration est qu'une répartition régionale mieux équilibrée des immigrants sur le territoire permettra graduellement de favoriser leur intégration à la société québécoise. Comme le mentionne Simard (1996,

p.14) « tant l'enracinement des immigrants sur le territoire du Québec que leur participation au projet collectif québécois et le renforcement du fait français sont ici visés ». Il semble donc que la politique vise explicitement à développer chez les immigrants un sentiment d'appartenance à la culture francophone afin de contrer l'attrait que constitue la langue anglaise dans un contexte mondial où son statut est de plus en plus valorisé comme langue universelle.

1.5.2 Le développement de la politique de régionalisation de l'immigration

Ce sont les réfugiés parrainés qui furent l'objet de la première étape de la politique de régionalisation. Pendant les années 90, une partie importante des réfugiés accueillis par le Québec furent dirigés vers des pôles régionaux tels que Chicoutimi, Hull, Joliette, Québec, Rimouski, Saint-Jérôme, Sherbrooke, Trois-Rivières et Victoriaville. Cependant, globalement, les ressources mises en place par le gouvernement et les communautés locales furent insuffisantes et les expériences n'ont pas obtenu les résultats escomptés, la grande majorité des réfugiés choisissant d'aller s'établir à Montréal peu de temps après leur arrivée en région.

Au milieu des années 90, un deuxième volet de la politique est mis en marche alors que le gouvernement décide de prioriser les régions situées près de Montréal et de Québec. Il établit cinq directions régionales dans les régions de Québec, des Cantons-de-l'Est, en Outaouais ainsi qu'à proximité de Montréal dans les régions de Laval-Laurentides-Lanaudière et en Montérégie. La principale tâche de ces directions régionales est de préparer les régions pour l'accueil d'un plus grand nombre d'immigrants (CIC, 2001). Les activités se sont réalisées au cours des dernières années principalement à partir de neuf carrefours d'intégration; quatre sont situés à Montréal et les cinq autres dans les régions où des directions régionales ont été implantées. En 1997, des ententes-cadres ont été signées avec sept régions administratives du centre du Québec suivies d'ententes spécifiques précisant dans le détail le financement du recrutement d'immigrants et des services pour ces derniers (formation linguistique, aide pour la recherche d'emploi) ainsi que des structures de gestion conjointe (CIC, 2001). Dans ce deuxième volet, les

intervenants gouvernementaux et régionaux partent de l'idée qu'il faut attirer les immigrants à l'extérieur de Montréal en permettant aux régions de se vendre auprès des immigrants installés à Montréal et des nouveaux arrivants et en les invitant à participer activement au processus de sélection. En fait, comme le mentionne CIC (2001, p.50) « l'accent est mis sur l'emploi et des efforts sont déployés pour jumeler les vrais besoins des régions et les caractéristiques des immigrants ». Durant cette période, quelques projets isolés ont été mis de l'avant en milieu rural dans des régions éloignées, comme celui de Lac-des-Aigles dans le Bas-St-Laurent, projets peu documentés qui ne se sont pas poursuivis dans le temps, faute de financement et suite à des résultats peu convaincants au niveau de la rétention des immigrants dans les collectivités impliquées.

Globalement, les résultats de ce deuxième volet de la politique de régionalisation sont peu connus et le Plan d'immigration 2001-2004 et le nouveau Plan d'action 2004-2007 « Des valeurs partagées, des intérêts communs » ne mentionnent pas l'aboutissement des démarches entreprises depuis le milieu des années 90. Très peu de documents, recherches ou études ont été rédigés décrivant les processus mis en place par les acteurs locaux ou donnant les résultats des démarches entreprises dans les lieux d'établissement ciblés par le deuxième volet de la politique. Même si le gouvernement considère que la performance de la régionalisation de l'immigration supporte favorablement la comparaison avec certains états américains comparables (MRCI, 2001), les résultats sur le terrain semblent plutôt mitigés (Vatz Laaroussi et Angeneau, 2003).

En 2001 et 2004, le gouvernement du Québec s'est doté de plans d'immigration échelonnés sur trois ans, fixant des objectifs toujours supérieurs au plan antérieur. Les mécanismes mis en place au milieu des années 90 continuent de se développer. Au cours des dernières années, des ententes particulières ont été signées avec les villes de Québec, Sherbrooke et Gatineau, confirmant leur importance comme pôles principaux de la régionalisation de l'immigration au Québec. Au même moment, le Bas-St-Laurent, le Saguenay-Lac-St-Jean, les Laurentides et l'Abitibi-Témiscamingue ont signé des ententes spécifiques avec le gouvernement, ce qui permet à la politique de régionalisation de couvrir une partie plus importante du territoire québécois en incluant certaines régions

éloignées. Au cours des dernières années, des initiatives locales ont commencé à émerger à l'extérieur des grands centres, dans certaines localités semi-rurales et même rurales associant l'accueil, l'intégration et la rétention d'immigrants ou de réfugiés comme outil de développement et de revitalisation.

Des villes comme Lac-Mégantic, Thetford Mines et Trois-Pistoles ont des projets en cours qui ont été documentés par l'Observatoire canadien sur l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants. St-Pascal-de-Kamouraska commence à s'intéresser à l'immigration pour combler les emplois disponibles dans le milieu. Cinq villages de la MRC des Etchemins ont réfléchi au cours des derniers mois aux possibilités offertes par l'immigration pour revitaliser et combler les emplois disponibles dans leurs villages. À Rivière-du-Loup, une agente de sensibilisation a été engagée par le CLD afin de consulter le milieu et de voir comment l'immigration pourrait s'insérer dans les stratégies de développement de la ville. Ces projets ont en commun un intérêt pour l'accueil, l'intégration et la rétention d'immigrants dans leur milieu. Cependant, chaque expérience est différente par son contenu et par les processus mis en place par les acteurs locaux pour favoriser la réussite des projets. Les cas étudiés soulèvent de belles réussites mais aussi des problématiques très importantes qui imposent des défis de taille aux acteurs locaux tout au long de leur projet respectif. Certaines réussites et certaines problématiques sont spécifiques à un cas, d'autres reviennent d'en plus d'un cas. Pour ces raisons, il est primordial de documenter les expériences en cours et d'analyser les processus qu'elles induisent afin de mettre en évidence les tendances lourdes associées à l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants. Dans ce contexte, la recherche peut certes aider à mieux comprendre les enjeux et les défis associés à la régionalisation de l'immigration et offrir une base de réflexion intéressante aux chercheurs, décideurs politiques et leaders locaux travaillant dans ce domaine.

Pour ce faire, il est important que la recherche apporte des éléments de réponse aux questions spécifiques de recherche suivantes :

1. Pourquoi et comment le projet a-t-il émergé?
2. Comment s'est développée la structure d'accueil et d'intégration?
3. Quel est l'impact du projet sur la communauté jusqu'à présent?

1.6 LA PROPOSITION DE RECHERCHE

Hlady-Rispal (2002) et Yin (1994) indiquent l'importance que peut représenter la formulation de propositions de recherche comme moyen pour orienter le travail de terrain, la collecte et l'analyse de données dans le cadre d'une recherche qualitative. Nous allons appliquer ce conseil et formuler deux propositions dans le cadre de cette recherche :

- A. La proposition de recherche principale est la suivante : Les expériences locales et les processus mis en place par les acteurs locaux pour assurer l'accueil, l'intégration et la rétention d'immigrants dans leur milieu peuvent réussir lorsqu'ils sont planifiés.
- B. La proposition rivale est la suivante : Les expériences locales et les processus mis en place par les acteurs locaux pour assurer l'accueil, l'intégration et la rétention d'immigrants dans leur milieu peuvent réussir lorsqu'ils sont spontanés et réactifs.

La régionalisation de l'immigration à l'extérieur des pôles régionaux ne fait que débiter au Québec et aucune recette miracle n'a encore été trouvée; chaque communauté impliquée dans l'accueil et l'intégration d'immigrants adopte sa propre démarche au meilleur de sa connaissance et des ressources qu'elle a à sa disposition.

La proposition de recherche principale suggère que les projets d'accueil et d'intégration d'immigrants dans des zones à faible densité d'immigrants peuvent réussir

lorsqu'ils sont planifiés à long terme. La majorité des expériences qui ont émergé au Québec au cours des dernières années ont été planifiées; elles ont pris assise sur un projet bien construit avec des partenaires impliqués dès le début et des objectifs à court, moyen et long terme associés à la mobilisation des acteurs locaux, au développement de la structure d'accueil et d'intégration et à la rétention des nouveaux arrivants afin de favoriser la réussite du projet et d'avoir un impact positif sur la communauté. La mobilisation et le développement de la structure d'accueil et d'intégration se sont faits, en partie, avant l'arrivée des immigrants dans la communauté, ce qui a permis aux acteurs locaux de bien s'approprier le projet et de déployer les bonnes ressources sur le terrain. La planification du projet a permis aux acteurs locaux et à la communauté d'offrir les services d'accueil et d'intégration pertinents à l'intégration socio-économique des nouveaux arrivants, permettant de démontrer que ce type d'initiatives peut fonctionner en région, dans les zones à faible densité d'immigrants.

La proposition rivale suggère qu'il est possible d'accueillir et intégrer des immigrants de façon spontanée. La majorité des expériences qui ont émergé au Québec au cours des dernières années, l'ont été de façon spontanée, afin de répondre à des besoins importants et jugés urgents par le milieu. Le développement de l'initiative s'est fait parallèlement à l'arrivée des immigrants dans la communauté, ce qui a incité les acteurs locaux à réagir et à déployer les ressources sur le terrain. La spontanéité de l'expérience a forcé les acteurs locaux à se mobiliser et à offrir des services d'accueil et d'intégration, permettant de démontrer que ce type d'initiatives peut fonctionner en région, dans les zones à faible densité d'immigrants.

DEUXIÈME CHAPITRE

LE CADRE DE TRAVAIL

2.1 UN VIDE THÉORIQUE DANS LA LITTÉRATURE

Des projets locaux permettant la venue d'immigrants dans des communautés locales situées en dehors de la région de Montréal et des grands centres régionaux commencent à émerger. Cependant, aucune étude globale n'a encore été effectuée; nous ne retrouvons, dans la littérature, aucun document associé à la régionalisation de l'immigration et portant sur la description de projets locaux en milieu rural et semi-rural qui nous aurait aidés à mieux comprendre les processus et les actions mis en place par les acteurs locaux pour accueillir, intégrer et faire la rétention des immigrants dans leur milieu, dans une optique de développement local. Par ailleurs, la littérature ne nous permet pas de saisir les impacts, les enjeux et les défis que peuvent représenter ces projets locaux pour les populations locales et immigrantes; donc, elle ne peut nous procurer les éléments pour articuler un cadre théorique cohérent permettant de répondre à la problématique de recherche. Toutefois, une ébauche de cadre théorique a été effectuée par l'Observatoire sur l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants. Il fait ressortir plusieurs thématiques (voir annexe 1). Celles-ci ont servi à baliser le travail de terrain et les études de cas des chercheurs de l'Observatoire en ciblant les informations pertinentes à documenter. Néanmoins, ce cadre théorique ne permet pas de modéliser un cadre de travail permettant de contextualiser les processus locaux. La littérature sur le

développement local fournit cependant des modèles qui permettent de schématiser les processus associés à un projet de développement local. L'OCDE, Villes et villages en santé, Prévost ainsi que Yorn ont tous conceptualisé des modèles qui, dans leur ancrage respectif, offrent un cadre d'analyse pour comprendre les processus locaux. Cependant, à notre avis, ces modèles ne permettent pas de rendre compte des spécificités associées à l'accueil et à l'intégration d'immigrants et des défis que doivent relever les acteurs locaux et les populations locales pour ce type de projet. Ces modèles peuvent toutefois servir d'ancrage pour aborder notre objet de recherche et approcher la réalité empirique.

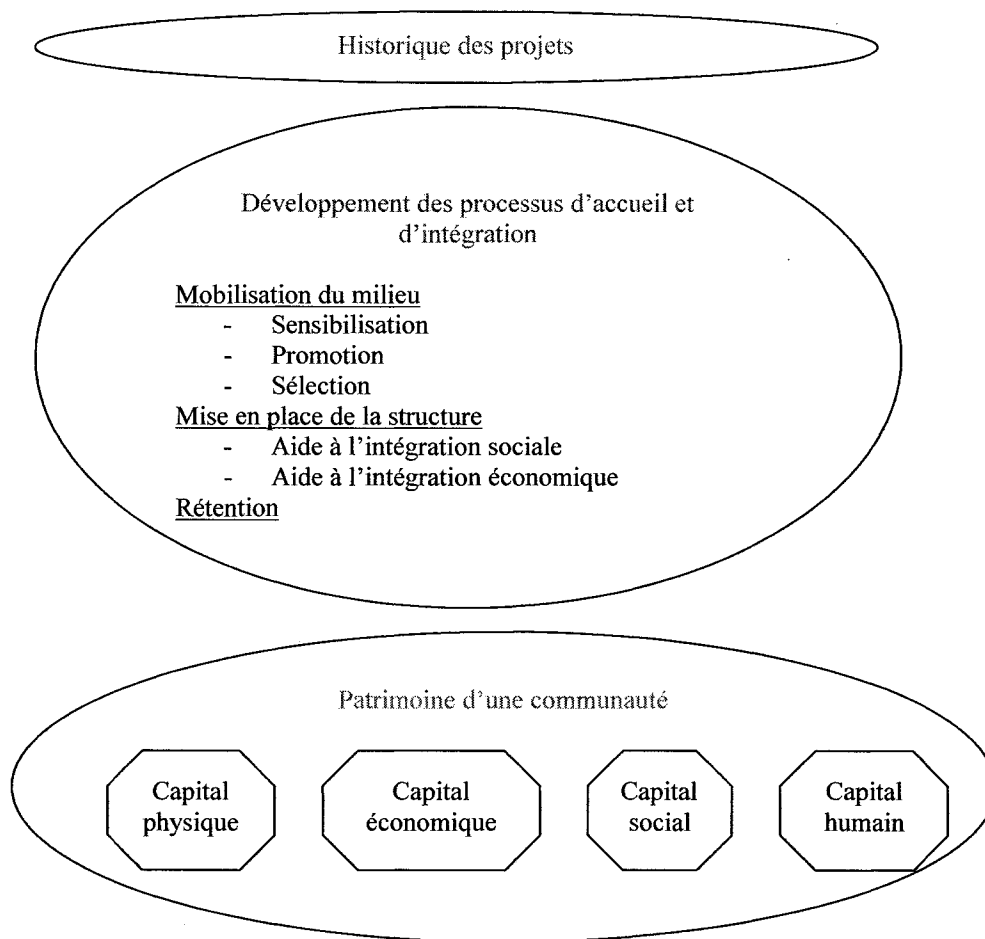
Un constat s'impose : on ne peut compter sur la littérature touchant l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants pour articuler un cadre théorique cohérent permettant d'étudier et de décrire les processus et les actions des acteurs locaux et leurs impacts sur la population locale et sur les immigrants dans une perspective de développement local. Cependant, en s'inspirant de la littérature concernant l'intégration socio-économique des immigrants et le développement local, un cadre de travail sera construit accompagné d'un schéma, ce qui permettra de structurer les informations fournies par la collecte de données en mettant en perspective les concepts jugés pertinents à la compréhension du phénomène étudié.

2.2 LE CADRE DE TRAVAIL

Le cadre de travail sera construit dans la perspective de répondre à la question générale de recherche ainsi qu'aux questions spécifiques et de valider ou d'infirmer la proposition principale de recherche ou la proposition rivale. Il abordera trois dimensions que nous considérons comme essentielles pour comprendre l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants dans une perspective de développement local. Chaque dimension fait émerger des thèmes qui seront analysés et définis dans ce chapitre pour combler l'absence de cadre théorique. Ces dimensions et ces thèmes sont des choix délibérés et émergeant des expériences de terrain, des études de cas et de la littérature mis à la disposition de l'auteur jusqu'à maintenant. Ce cadre de travail pourra être retravaillé et amélioré au fil des chapitres afin de mieux correspondre à la réalité du terrain. Pour le

moment, nous croyons qu'il s'avère un guide intéressant; il permet de structurer les informations fournies par les études de cas en proposant une démarche permettant de comprendre les processus mis en place par les acteurs locaux et de faire ressortir les principaux enjeux et défis associés à l'accueil et à l'intégration des immigrants dans les zones à faible densité d'immigrants.

Figure 1 Cadre de travail sur l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants



Dans un premier temps, le cadre de travail abordera l'historique du projet. La deuxième dimension abordée concernera le développement des processus d'accueil et d'intégration. Les thèmes analysés seront la mobilisation du milieu, le développement de la structure d'accueil et d'intégration et la rétention à long terme des immigrants dans la

communauté. Dans une perspective de développement local, les initiatives locales associées à l'accueil et à l'intégration d'immigrants et les structures et processus qu'elles induisent ont pour objectifs d'améliorer le bien-être de la communauté et d'accroître son patrimoine. L'accroissement du patrimoine de la communauté est l'objectif visé par le projet de développement local et la dernière dimension abordée dans le cadre de travail. Les thèmes qui seront définis et analysés sont les capitaux physique, économique, social et humain qui représentent les principaux leviers dans le renforcement des capacités de développement d'une communauté (Yorn, 2005). Ce sera à partir de ces quatre capitaux que l'on pourra mieux juger de l'impact potentiel de l'immigration sur le patrimoine de la communauté et des défis et enjeux que l'immigration peut représenter.

2.2.1 l'Histoire des projets

Avant de développer les processus d'accueil et d'intégration, il y a d'abord création d'un projet; des décisions sont prises et des initiatives sont mises en place par les acteurs locaux pour développer ce projet. Cette étape est importante à documenter. Elle permet, entre autres, de mieux comprendre les raisons qui ont incité les acteurs locaux et la population locale à développer le projet, d'identifier les personnes et les organisations qui se sont impliquées dans sa réalisation et de suivre son développement jusqu'à l'arrivée des nouveaux arrivants. En matière d'accueil et d'intégration d'immigrants, chaque initiative est unique et doit être contextualisée; le fait de dresser l'historique du projet contribue à cette contextualisation des expériences en cours.

2.2.2 Le développement des processus d'accueil et d'intégration

Le développement de la structure d'accueil est au cœur de cette étude sur les processus mis en place par les acteurs locaux pour assurer l'accueil, l'intégration et la rétention des nouveaux arrivants. Il serait souhaitable, selon nous, qu'une structure d'accueil soit mise en place par les acteurs locaux. Le cadre de travail développera trois thèmes principaux qu'on retrouve dans la littérature mais qui n'ont jamais été abordés comme un tout : la mobilisation du milieu, le développement de la structure d'accueil

comme telle et la rétention des immigrants dans la communauté. L'analyse de ces trois composantes permettra, selon nous, de couvrir en grande partie les processus mis en place par les acteurs locaux des communautés étudiées dans le cadre de cette recherche.

2.2.2.1 La mobilisation du milieu. La littérature nous indique que la mobilisation du milieu est une étape très importante pour la réussite d'un projet de développement local. En effet, elle permet de comprendre la vocation de la communauté tout en mettant en évidence les capacités de collaboration et, par conséquent, de spécification du milieu (Crevoisier, 1998). Elle relève d'une volonté de concertation et d'une stratégie participative par laquelle la communauté se relève les manches et tente de tirer son épingle du jeu en mobilisant ses ressources et toute sa créativité pour influencer positivement le développement de sa qualité de vie (Prévost, 2001a). Yorn (2005) précise que généralement, la mobilisation relève de l'implication des leaders locaux. Prévost (2001a) et Yorn (2005) mentionnent que la mobilisation se fait dans le cadre d'un processus d'animation. Ce processus d'animation doit être créé dans l'optique de favoriser l'émergence d'activités et de pratiques permettant aux acteurs locaux de développer des compétences leur permettant de mieux s'approprier le projet.

Dans le cadre d'un projet associé à l'accueil, à l'intégration et à la rétention d'immigrants dans des zones à faible densité d'immigrants, la mobilisation du milieu devrait être une étape essentielle à la réussite du projet. Favoriser l'immigration en région, c'est promouvoir des croisements, des articulations, et des interfaces entre des domaines ou des secteurs traditionnellement coupés les uns des autres (Vatz Laaroussi, 2005a). Dans ces conditions, mobiliser une communauté peut représenter un défi de taille. Le cadre de travail met en relief trois thèmes jugés pertinents pour l'analyse des stratégies de mobilisation mises en place par les acteurs locaux : la sensibilisation du milieu, la promotion et les processus de sélection.

La sensibilisation du milieu

La régionalisation de l'immigration au Québec implique l'émergence de projets dans des zones à faible densité d'immigrants où aucun noyau d'immigrants n'est présent. Selon Simard (1996), « la question du rôle et du statut des noyaux de communautés culturelles en région est objet de débats parmi les chercheurs, certains considérant ces noyaux comme les assises de l'établissement d'immigrants en région et une condition sine qua non alors que d'autres posent un diagnostic plus nuancé, selon les circonstances de l'immigration, la proximité culturelle, les catégories d'immigrants et leurs caractéristiques socio-économiques ». Peu importe notre position dans ce débat, concrètement, sur le terrain, le fait d'accueillir des immigrants dans des communautés où il n'y a pas d'immigrants demande une adaptation du milieu à la diversité culturelle et à la différence. L'élément d'accueil au sein de la collectivité doit être mieux développé et l'éducation et la sensibilisation sont essentielles aux préparatifs d'accueil (Conversation Métropolis, 2003). Ce qui fait dire à Vatz Laaroussi (2005a) que la sensibilisation des populations locales aux enjeux locaux et internationaux de l'immigration s'avère nécessaire. L'arrivée de personnes immigrantes provenant d'autres pays, possédant souvent des coutumes et des valeurs différentes et parlant une autre langue, demande un ajustement pour les acteurs locaux qu'une étape de sensibilisation bien orchestrée peut favoriser. La sensibilisation-formation des intervenants, mais aussi le contexte organisationnel des services qui y sont associés, représentent donc une clé d'analyse de l'adaptation du milieu à cette nouvelle diversité culturelle et ethnique (Vatz Laaroussi, 2005a). Les relations interculturelles représentent un défi tant pour la population locale que pour les immigrants nouvellement arrivés dans la communauté. La sensibilisation et l'éducation peuvent certes rapprocher les individus et permettre à la communauté de se mobiliser et de s'ouvrir à de nouvelles valeurs de développement. En fait, la sensibilisation, l'éducation et l'information doivent amener les intervenants socio-économiques et la population en général à percevoir l'immigration comme une plus-value pour la communauté et un outil de développement enrichissant pour les acteurs locaux. Une population sensibilisée, éduquée et informée peut devenir un facteur de mobilisation fabuleux pour une communauté.

La promotion de la communauté et du projet

La promotion est un outil de mobilisation important pour favoriser la mise en place d'un projet de développement local. Pourvoir la communauté d'outils de promotion peut s'avérer indispensable, particulièrement en région éloignée, dans le cadre d'un projet associé à l'accueil, à l'intégration et à la rétention d'immigrants en région. Les régions éloignées ne possèdent pas l'éventail des canaux de diffusion mis à la disposition des acteurs locaux dans les grands centres. Ils se doivent donc de bien cibler les canaux qui leur permettront de diffuser l'information et de faire la promotion de la communauté et du projet à l'échelle locale, régionale voire même provinciale. Le choix de l'immigration comme outil de développement implique de s'ouvrir sur le monde. C'est aussi accepter de se faire connaître en développant des outils personnalisés, en se servant si nécessaire des canaux régionaux pour rejoindre la clientèle visée. La clientèle à rejoindre dans les projets étudiés peut être, par exemple, les immigrants établis à Montréal et dans les grands centres régionaux comme Québec, Gatineau et Sherbrooke ainsi que les individus et les familles à l'étranger intéressés à venir s'établir au Québec. Une mobilisation des acteurs locaux pour mettre en place des stratégies permettant de promouvoir la communauté et d'entrer en contact avec les immigrants intéressés à venir s'établir en région peut s'avérer bénéfique pour la réussite du projet.

Les processus de sélection

La perspective d'accueillir des immigrants incite les acteurs locaux à réfléchir aux processus de sélection qu'ils souhaitent utiliser pour choisir les immigrants qui viendront s'établir dans la communauté. Bien sûr, on peut choisir d'ouvrir les portes à qui veut bien s'y présenter; cependant, les expériences actuelles laissent entrevoir l'importance de sélectionner les immigrants que l'on accueille, afin de maximiser les chances d'intégration socio-économique. Le processus de sélection demande aux acteurs locaux de bien connaître leur communauté, ses caractéristiques socio-économiques et ses avantages comparatifs afin d'être en mesure de vendre la communauté aux immigrants

intéressés et de faire les bons choix lors de la sélection. Il est donc une source de mobilisation importante pour les acteurs locaux.

2.2.2.2 La mise en place de la structure d'accueil. Le développement de la structure d'accueil est au centre des processus mis en place par les acteurs locaux afin de permettre l'arrivée d'immigrants dans leur communauté. La clé d'une dispersion durable est de donner aux immigrants de bonnes raisons de rester dans la communauté dès leur arrivée. Le développement d'une structure d'accueil, permettant de répondre aux attentes et aux besoins des immigrants à leur arrivée dans leur nouveau milieu de vie, peut être essentiel à la réussite du projet, particulièrement pour les petites communautés qui doivent compenser les nombreux avantages que procurent les grands centres. À tout le moins, cela peut certes améliorer la qualité du lieu aux yeux des nouveaux arrivants et donner à ceux-ci des motifs pour ne pas partir vers Montréal ou les grands centres régionaux. Pour ce faire, les collectivités d'accueil doivent accueillir les immigrants et garantir la prestation de services adéquats. Il ne s'agit pas ici de séduire puis d'abandonner, mais plutôt de prévoir des infrastructures de base pour soutenir et assumer la subsistance des nouveaux arrivants (Conférence Métropolis, 2003). Cette étape demande une concertation des leaders locaux afin d'assurer la synergie entre les organismes appelés à jouer un rôle dans les processus d'accueil et d'intégration. C'est aussi à cette étape qu'on voit si la mobilisation et la sensibilisation des leaders locaux et de la population portent des fruits. Le cadre de travail met en relief deux thèmes jugés pertinents pour l'analyse des services à l'accueil et à l'intégration mis en place par les acteurs locaux : les services pour favoriser l'intégration sociale des nouveaux arrivants et les services pour favoriser leur intégration économique. Selon nous, l'analyse de ces deux thèmes permettra de dresser un portrait des structures d'accueil développées par les communautés étudiées pour favoriser l'intégration socio-économique des nouveaux arrivants.

Les services pour favoriser l'intégration sociale

La littérature nous indique une panoplie de services qui sont à offrir aux immigrants pour favoriser leur intégration sociale, leur nom et leur nombre variant selon

les auteurs consultés. Ils varient possiblement aussi selon les endroits car chaque communauté met en place ses services selon les besoins qu'elle juge prioritaires de combler. Voici quelques services favorisant l'intégration sociale qui reviennent couramment dans la littérature, sans être définis concrètement dans une perspective régionale, et qu'on pourrait donc retrouver au cours de la collecte de données. Nous avons pris l'initiative de les regrouper en quatre thèmes : Les services d'accueil et d'information, les services d'aide et d'appui, les services de francisation et les activités socioculturelles. Les services mentionnés à l'intérieur de ces thèmes ne constituent pas une liste exhaustive. Cette liste sera enrichie, nous l'espérons, par les cas étudiés dans le cadre de cette recherche.

Les services d'accueil et d'information peuvent représenter des outils importants dans les démarches des acteurs locaux. La question de l'adaptation des ressources locales, que ce soit sur le plan du système de santé ou sur celui des services sociaux, se pose comme un enjeu majeur dans la trajectoire d'insertion des nouveaux arrivants en région (Vatz Laaroussi, 2005a). Lorsqu'ils arrivent dans leur nouvelle communauté d'accueil, les nouveaux arrivants doivent souvent apprendre à fonctionner dans un environnement différent du milieu de vie dans lequel ils vivaient auparavant, particulièrement pour les immigrants et les réfugiés qui viennent d'arriver au Québec. Les acteurs locaux ont, entre autres, le mandat de leur permettre d'avoir accès à l'information nécessaire pour qu'ils puissent connaître et comprendre les services qui sont à leur disposition, ainsi que les droits qu'ils possèdent et les obligations qu'ils ont à respecter en tant que citoyen dans la communauté et ce, le plus rapidement possible. Il est important que les nouveaux arrivants comprennent le fonctionnement du milieu et sachent rapidement où se situent les services de santé, les services juridiques, les institutions scolaires, les organismes communautaires, le bureau de poste et les marchés d'alimentation, pour en nommer quelques-uns, afin d'être autonomes le plus rapidement possible. Il pourrait donc être souhaitable que les acteurs locaux développent des outils d'information à l'intention de la clientèle sur les réseaux de services offerts dans la communauté et ses environs. La recherche d'un logement, le paiement des différentes factures, l'inscription des enfants à l'école sont des exemples de situations banales pour la population locale, mais qui

peuvent occasionner certaines difficultés aux nouveaux arrivants. Développer et offrir un service personnalisé qui permet d'accompagner les immigrants dans leurs démarches, particulièrement durant les premières semaines dans le milieu, peut donc être très apprécié par les nouveaux arrivants. Vatz Laaroussi (2005a) mentionne la pertinence que peut avoir la présence de médiateurs culturels pour favoriser les relations entre les migrants et les institutions locales. C'est une option qui pourrait être intéressante à expérimenter, particulièrement dans les zones à faible densité d'immigrants où la présence d'immigrants est récente.

Les services d'accueil et d'information peuvent être appuyés par ce que nous appellerons des services d'aide et d'appui qui sont centrés sur les personnes et les familles afin d'assurer un suivi auprès des nouveaux arrivants et de leur famille. Un service qui revient souvent dans la littérature est le jumelage interculturel entre des citoyens locaux et des nouveaux arrivants. Selon Simard (1996), diverses formules de jumelage entre individus de la société d'accueil et immigrants peuvent être mises en place : par exemple, entre familles, entre adolescents ou entre enfants. Ces deux derniers types de jumelage se font généralement par l'intermédiaire du système scolaire. La formule du jumelage peut potentiellement se faire au sein des entreprises entre un travailleur local et un travailleur immigrant. Elle a pour objectif de favoriser l'intégration des nouveaux arrivants en leur permettant d'avoir une référence au sein de la communauté pour demander des conseils ou partager les expériences vécues dans leur quotidien. Les services d'aide et d'appui peuvent aussi prendre la forme de rencontres individuelles ou familiales avec des intervenants locaux qualifiés qui peuvent jouer le rôle de conseiller. Des nouveaux arrivants peuvent ne pas être en mesure de communiquer en français à leur arrivée dans la société d'accueil. L'accès à une banque d'interprètes peut s'avérer nécessaire dans une communauté afin de faciliter la communication entre allophones et la population locale et les organismes et institutions présents dans le milieu. Un service d'interprétariat peut soutenir certains nouveaux arrivants dans leur démarche d'intégration. Pour les communautés qui accueillent une clientèle composée de réfugiés, Vatz Laaroussi (2005a, 2005b) indique que des services spécialisés (psychologie, travail social, etc.) peuvent être nécessaires pour appuyer les

réfugiés dans leur démarche d'intégration et assurer un suivi aux difficultés qu'ils ont rencontrées dans leur pays d'origine.

Les activités socioculturelles peuvent jouer un rôle crucial dans l'intégration sociale des nouveaux arrivants au sein de la société d'accueil en favorisant les contacts entre eux et les membres de la société d'accueil. Différentes activités peuvent être organisées afin de mieux faire connaître la société d'accueil aux immigrants tout en leur permettant de partager des éléments de leur propre culture avec la population locale. Elles peuvent prendre la forme de soirées d'accueil, de soirées dansantes, de visites touristiques, d'expositions artistiques, etc.

Un des mandats que s'est donné le gouvernement du Québec est d'adapter, d'ici 2007, les services de francisation aux spécificités des régions (MRCI, 2004). Ceci démontre l'importance de faire une place à la francisation dans notre cadre de travail. La francisation est au cœur de l'intégration socio-économique des nouveaux arrivants, particulièrement en région où le français est la langue commune d'usage publique. Il est donc important qu'une offre de service de francisation accessible et diversifiée soit faite en région pour la clientèle immigrante. Pour le Conseil des relations interculturelles (2001), cela implique une offre qui rejoigne les femmes au foyer, avec des allocations et des places suffisantes en garderie. Toujours selon le CRI, cela appelle aussi des mesures pour améliorer l'apprentissage dans les milieux de travail et dans celui de la formation professionnelle qui englobe la formation linguistique. On pourrait ajouter que l'offre de francisation peut aussi être nécessaire en milieu scolaire pour les jeunes qui doivent fréquenter les écoles primaires et secondaires présentes dans le milieu.

Les services pour favoriser l'intégration économique

L'emploi est la raison principale invoquée par les immigrants pour rester dans un lieu ou pour le quitter (Simard, 2003; Vatz Laaroussi, 1999, 2002, 2004, 2005a). En effet, les possibilités d'emploi constituent le motif le plus important pour le déplacement des immigrants (CIC, 2001). De bonnes perspectives d'emploi jouent un rôle important pour

attirer les immigrants dans une communauté. L'emploi est souvent ce qui incite les nouveaux arrivants à demeurer dans la société d'accueil. En région, si les nouveaux arrivants ne réussissent pas à se trouver un emploi rapidement, les chances de les voir partir ou retourner dans les grands centres sont élevées. Les intervenants participant à la Conversation Métropolis no 9 sur la régionalisation de l'immigration ont soulevé qu'une destination devient intéressante pour l'immigrant lorsque la transition vers l'emploi de son choix se fait sans interruption (Conversation Métropolis, 2003). C'est pourquoi il est important pour la société d'accueil de favoriser l'intégration économique des nouveaux arrivants en offrant des services adaptés. La littérature nous indique plusieurs services qui peuvent être offerts par les acteurs locaux pour aider les nouveaux venus à accéder au marché du travail. Nous avons pris l'initiative de les regrouper en deux thèmes : les services adressés aux nouveaux arrivants et les services adressés aux entreprises.

La littérature nous indique que les services offerts doivent permettre d'appuyer les nouveaux arrivants dans leur recherche d'emploi. D'abord, afin d'avoir une information juste et le plus accessible possible aux nouveaux arrivants, il serait important d'assurer une représentation et un suivi auprès des employeurs via les organismes voués aux services aux entreprises (CLE, CLD, SADC, etc.), d'identifier, avec la collaboration des organisations de développement et les entreprises, les opportunités d'emploi et de constituer une banque d'emplois disponibles avec les profils recherchés. Aussi, des services peuvent être offerts afin de préparer les nouveaux arrivants au marché du travail en les orientant, en développant leur employabilité et en favorisant la disponibilité et la circulation de l'information. Cela peut se faire, par exemple, en les informant sur les techniques et les outils de recherche d'emploi à leur disposition, en les accompagnant dans la rédaction de leur curriculum vitae et de leur lettre de présentation, en leur faisant vivre des simulations d'entrevue, etc. Cela peut se faire aussi en leur fournissant les informations nécessaires à la compréhension du marché du travail comme la problématique de la non-reconnaissance des diplômes dans plusieurs secteurs et les programmes de formation qui sont disponibles (programmes de formation professionnelle, stages, etc.).

Une partie des services adressés aux entreprises peut être comblée à l'étape de la mobilisation par une sensibilisation de celles-ci aux avantages que peut procurer l'immigration et l'embauche de personnes immigrantes. Cette sensibilisation peut être complétée, par exemple, par une banque de candidats issus de l'immigration pouvant être consultée par les entreprises lorsqu'elles ont besoin de main-d'œuvre. Des programmes gouvernementaux existent et permettent aux entreprises de bénéficier de subventions salariales. Le fait de permettre aux entreprises d'avoir accès aux informations pertinentes à ce sujet afin qu'elles puissent bénéficier de ces programmes peut possiblement leur permettre d'être impliquées rapidement dans les projets.

2.2.2.3 La rétention à long terme des immigrants dans la communauté. Le développement d'une structure d'accueil et d'intégration a comme principal objectif de favoriser l'intégration socio-économique des nouveaux arrivants pour qu'ils demeurent dans la communauté. La rétention des immigrants est donc une finalité des processus mis en place par les acteurs locaux. Cependant, nous croyons que si les acteurs locaux souhaitent garder leurs nouveaux arrivants à long terme, ils ne peuvent pas se fier uniquement sur ce qu'ils ont mis en place pour accueillir les premiers arrivants. Dans ce cadre de travail, nous jugeons donc pertinent d'aborder la rétention des immigrants et d'analyser les stratégies mises en place par les acteurs locaux pour assurer cette rétention. La littérature sur le sujet est inexistante; nous avons donc pris l'initiative de cibler deux thèmes qui nous paraissent porteurs : poursuivre la mobilisation du milieu et faire l'évaluation et le suivi des stratégies et des activités. L'analyse des données recueillies sur le terrain permettra possiblement de mieux documenter cette étape.

La mobilisation du milieu est une étape qu'il serait intéressant de considérer en amont du développement de la structure d'accueil et d'intégration, mais aussi en aval, afin de continuer à sensibiliser, promouvoir et recruter. Une fois la structure d'accueil et d'intégration développée, on pourrait, par exemple, mettre en place des activités de diffusion de l'information sur l'apport de l'immigration tant au niveau local, régional que national ou participer à des activités ponctuelles annuelles pour souligner la contribution des immigrants pour la communauté. Vatz-Laaroussi (2005a) fait ressortir l'enjeu de

l'atomisation des immigrants et leur besoin de reconnaissance en tant que sous-groupe participant à la vie locale et non uniquement comme travailleur-consommateur. L'implication des migrants au sein de la structure d'accueil et d'intégration pourrait s'avérer une stratégie pertinente pour la mobilisation, tant pour aider à la sensibilisation, que pour la promotion et la sélection des nouveaux arrivants. La présence d'immigrants dans la structure d'accueil peut s'avérer aussi un bon moyen d'inciter les premiers immigrants arrivés à rester, tout en étant un élément d'attraction pour les immigrants intéressés à venir s'établir dans la communauté.

La littérature sur le développement local insiste sur l'importance d'avoir une phase d'évaluation et de suivi dans le cadre d'un projet de développement. Pour Prévost (2001a, p.21), l'évaluation « est un processus qui permet de faire le point, rectifier son tir, acquérir de l'expérience et augmenter de façon critique ses connaissances du phénomène local ». Yorn (2005) va dans le même sens en indiquant que le suivi-évaluation des projets et actions de développement doit être mené à différents moments critiques afin de corriger le tir et peaufiner les processus. Il serait intéressant, pour assurer la pérennité du projet dans le temps et la rétention à long terme des immigrants dans la communauté, qu'une évaluation régulière des stratégies et des activités soit faite par la mise en place d'une démarche structurée qui questionnera les processus mis en place par les acteurs locaux. Un suivi de ces évaluations pourrait être une solution sur le terrain pour permettre aux acteurs locaux de s'adapter dans une perspective d'amélioration continue des services offerts et des activités proposées.

2.2.3 L'immigration et l'accroissement du patrimoine de la communauté

Dans une perspective de développement local, les initiatives locales associées à l'accueil et à l'intégration d'immigrants et les structures et les processus qu'elles induisent ont, entre autres objectifs, d'améliorer le bien-être de la communauté et, par le fait même, d'accroître son capital socio-économique, ce que Prévost (2001a) et Yorn (2005) appellent le patrimoine d'une communauté. C'est dans cette optique que nous allons aborder l'apport que peut avoir l'immigration sur la communauté dans une

perspective de développement local. Nous allons définir quatre types de capital: physique, économique, social et humain. Ce sera à partir de cela que l'on pourra mieux juger de l'impact potentiel de l'immigration sur le patrimoine de la communauté et des défis et enjeux que l'immigration peut représenter dans les zones à faible densité d'immigrants. Il faut bien noter que la littérature associant l'immigration au patrimoine d'une communauté est inexistante. C'est un champ vierge. Les études de cas nous permettront peut-être, si les projets sont assez avancés dans le temps, de donner une image plus riche que celle fournie par le cadre de travail et de juger de l'impact réel de l'immigration sur les leviers de développement que constituent les capitaux et sur les communautés étudiées. Mais tout d'abord, nous préciserons les concepts de « communauté locale » et « patrimoine d'une communauté », pour ensuite aborder les capitaux.

2.2.3.1 La communauté locale comme lieu d'intervention. Tel que défini par Prévost (2001a), « le développement local est un processus endogène d'accroissement durable du bien-être d'une communauté ». La communauté locale est donc au centre de tout projet de développement local. Mais que signifie la notion de communauté locale? La littérature nous indique qu'il est plutôt difficile de définir ce qu'est une communauté locale (Prévost, 2001a; Tremblay et Fontan, 1997). Comme l'indiquent Tremblay et Fontan (1997, p. 140), « le mot communauté n'a pas la même signification, selon les intervenants ou selon les auteurs consultés ». Prévost (2001a, p. 18) définit la communauté locale comme « un regroupement organisé sur un territoire naturellement et historiquement constitué. Elle est composée de valeurs, de personnes, d'institutions, d'entreprises, d'activités et de ressources ». Toujours selon Prévost (*Ibid.*) « les notions qu'elle recouvre dépendent d'un large éventail de facteurs : géographiques, historiques, culturels, administratifs, économiques et sociaux ». Pour Proulx (2002, p.115) la communauté locale se définit comme étant « un territoire délimité sur lequel les habitants gèrent collectivement des fonctions diverses (biens et services) dont ils ont le besoin commun ». De poursuivre Proulx (*Ibid.*), « la communauté se situe qualitativement en aval de la simple collectivité par l'identité, l'intimité, l'interaction, les complicités et la solidarité ». On peut donc qualifier la communauté locale de lieu où se développent les liens entre les

citoyens. C'est cette dynamique humaine propre à chaque communauté locale qui lui permet de se développer et qui est visée par le projet de développement local qui cherche par la mise en place d'actions, d'infléchir la trajectoire de développement de la communauté, d'accélérer son développement et de transformer son patrimoine (Prévost, 2001a).

Dans ce contexte, un projet de développement local associant l'accueil et l'intégration d'immigrants peut certes éventuellement influencer le développement d'une communauté et transformer la dynamique humaine présente dans le milieu. Cela pose un double défi : une ouverture de la communauté à des individus provenant d'autres pays et un intérêt des immigrants à s'intégrer à leur nouvelle communauté. Lorsque des acteurs locaux travaillent pour amener des immigrants dans leur milieu, c'est entre autres pour combler des besoins et développer des services qui bénéficieront à la communauté. L'immigration peut donc enrichir le patrimoine d'une communauté et devenir un facteur important de développement lorsque les besoins de la communauté sont bien ciblés et que les bons services sont offerts aux nouveaux arrivants.

2.2.3.2 Le patrimoine d'une communauté. Lorsqu'on fait référence au patrimoine d'une communauté à quoi fait-on référence exactement? Le patrimoine d'une communauté fait référence à son capital socio-économique, ce qui inclut les structures, productives ou non, qui sont essentielles à son développement (Prévost, 2001a). Le patrimoine d'une communauté assure donc le bien-être des individus qui la composent.

La notion de capital est au cœur de la définition du patrimoine d'une communauté et de son bien-être et lorsqu'on consulte la littérature sur ce sujet, une liste impressionnante se profile. En effet, les auteurs parlent de capital culturel, écologique, économique, environnemental, financier, humain, intellectuel, social, physique, et la liste peut s'allonger. Beaucoup de documentation existe sur les types de capitaux qui peuvent être présents dans une communauté; certains se regroupent, d'autres n'incluent pas les mêmes indicateurs selon les auteurs consultés. Cela dénote un certain désordre conceptuel qui peut rendre difficile le choix de certains capitaux plus que d'autres afin de

dresser l'inventaire du patrimoine d'une communauté. Cependant, dans une optique de développement local, Yorn (2005) indique que le bien-être d'une communauté se traduit par la présence de capitaux humain, social, physique et économique; il vient donc baliser en quelque sorte les capitaux pouvant servir de leviers dans le renforcement des capacités de développement d'une communauté. Nous adopterons donc ces choix dans ce cadre de travail.

Le capital physique

Hicks (1974) définit le capital physique comme étant *“the stock of real goods such as plant, machines, buildings, etc. which contribute to the production of further goods, has been known and discussed since the very beginning of economics”*. Le capital physique d'une communauté a donc un impact majeur sur son développement économique par les infrastructures dont il dispose.

Selon Fortin (2005), le capital physique combine le capital naturel et le capital créé par l'homme, ce qui rejoint les propos de Castle (2002) qui mentionne que le point de vue économique traditionnel pour une région géographique reconnaît le capital naturel humain et un capital créé par l'humain. Le capital naturel *“meaning the stock of renewable and nonrenewable resources provided by nature, and including the ecological processes governing their existence and use”* (Jansson et al., 1994). Pour Yorn (2005), le capital naturel se rapporte aux ressources trouvées dans la nature et qui sont utiles pour les affaires humaines. Le capital créé par l'homme représente l'objet final, ce qui a été créé à partir des ressources à sa disposition. Ce qui fait dire à Crabbe (1993) que le capital physique est le résultat de la transformation ultérieure des ressources naturelles en objets durables à valeur économique. La littérature indique donc que les ressources naturelles et les connaissances et les habiletés de l'homme sont au centre du concept de capital physique.

Selon Schmid (2002), le rôle du capital physique s'actualise dans la production de biens. Le capital physique est donc un facteur de production, au même titre que le capital

humain, ce qui permet l'accumulation de biens et le progrès technologique dans une optique de croissance endogène.

Comme nous l'avons mentionné dans la problématique, le départ des jeunes vers les grands centres constitue un frein important au développement économique et social de plusieurs régions. Ce fait, jumelé au faible taux de natalité constaté au Québec, occasionne un vieillissement accéléré de la population dans plusieurs régions du Québec et la dévitalisation de nombreuses collectivités locales. Des problématiques surgissent de cette situation; elles ont un impact sur le capital physique et l'immigration peut représenter une piste de solution.

Dans certains villages, des écoles sont en voie de fermer si le milieu ne réussit pas à attirer des familles au sein de sa communauté à court ou moyen terme. Attirer des familles immigrantes peut s'avérer une solution intéressante pour permettre de sauver certaines écoles ou d'élever le nombre d'élèves à un niveau moins menaçant. La baisse démographique dans certaines communautés rend de plus en plus élevé le nombre d'immeubles à vendre ou à louer. Attirer des immigrants dans la communauté représente une occasion pour occuper des maisons et des logements disponibles. L'immigration peut aussi, par l'entrepreneursip et la création d'entreprises, occuper des bâtiments ou des commerces qui sont disponibles suite au départ de membres de la communauté. Elle peut donc représenter une solution pour utiliser le capital physique laissé vacant par la dévitalisation du milieu; mais aussi, l'immigration peut s'avérer un moyen de créer du capital physique par la rénovation d'infrastructures existantes ou par la création d'infrastructures physiques par exemple, ce qui peut enrichir le patrimoine de la communauté.

Le capital économique

La notion de capital économique a pris forme à travers le développement de la pensée économique des XVIII^e et XIX^e siècles et les travaux des Adam Smith, David Ricardo, Jean-Baptiste Say, John Stuart Mill, Karl Marx et autres fondateurs de

l'économie moderne. La définition qui revient le plus souvent dans la littérature sur le capital économique, c'est celle du sociologue Pierre Bourdieu. Pour lui, cette expression désigne le patrimoine d'un individu, c'est-à-dire ses biens matériels, tels que son logement, ses livres, ses actions à la bourse et ses obligations d'épargne, mais aussi ses revenus qui lui permettent un certain niveau de vie et la constitution ou pas d'un patrimoine personnel (Banque de ressources interactives en sciences économiques et sociales)

Dans une perspective de développement local dans le contexte du patrimoine d'une communauté, le capital réfère à son appareil de production (Prévost, 2001a), qui lui permet de produire des biens et des services, ce qui contribue à la diversification de l'économie locale (Fortin, 2005). Il est composé de l'appareil économique, constitué des entreprises présentes dans la communauté, ainsi que des infrastructures d'appui au développement économique telles que les centres de recherche et développement, les incubateurs d'entreprises, etc. (Fortin, 2005; Yorn, 2005). Le capital économique inclut aussi l'appareil financier de la communauté comprenant les circuits d'épargne et de financement qui relient l'appareil économique de production de biens et services à la communauté (Prévost, 2001a). Ce sont ce que Yorn (2005) appelle les éléments tangibles du développement local. Le capital économique inclut aussi « les éléments intangibles tels que l'entrepreneuriat individuel ou collectif, le partenariat et la solidarité, le leadership économique, le sentiment d'appartenance » (Yorn, 2005, p. 88).

Le principal impact que pourrait avoir l'immigration sur le capital économique d'une communauté se situe au niveau de la création d'entreprises par les immigrants donc, le développement de l'entrepreneurship culturel et interculturel dans le milieu. Le développement de services d'appui à l'intégration économique et au démarrage d'entreprises pour les immigrants et un circuit d'épargne et de financement accessible à ceux qui veulent démarrer leur entreprise pourraient éventuellement accroître le capital économique de la communauté. Les immigrants peuvent aussi avoir un impact sur le capital économique d'une communauté en comblant des emplois disponibles au sein des entreprises du milieu. Ils peuvent donc représenter une piste de solution pour favoriser

l'accroissement du capital économique en contribuant à la production de biens et de services et, par le fait même, à la diversification et au développement économique de la communauté locale.

Le capital social

Le capital social est un concept qui s'est beaucoup développé au cours des dernières années. Cependant, son développement rapide en fait un concept à interprétations multiples. Cela fait du capital social, un terme qui peut porter à confusion et occasionner beaucoup de controverses et de critiques; plusieurs lui reprochent de vouloir expliquer trop de choses, ce qui le rend difficile à mesurer et à conceptualiser.

C'est James S. Coleman qui est à l'origine de la notion de capital social. Dans son article, « Social capital in the creation of human capital », Coleman (1988) aborde le capital social comme une catégorie particulière de ressources à la disposition des acteurs. Selon lui, contrairement aux autres capitaux, le capital social réside dans les structures des relations entre les acteurs qu'elles soient individuelles ou collectives. Par la suite, Putnam (2001), Schuller (2001), Woolcock (2001) et Côté (2001) ont repris la définition de Coleman en associant le capital social à une ressource, entendue en termes de normes et réseaux, qui facilite les objectifs communs, l'action collective. Pour l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), le capital social se définit comme étant la représentation « des réseaux, des normes, des valeurs et des ententes qui facilitent la coopération au sein des groupes ou entre eux (OCDE, 2001, p.2). Pour l'ISUMA (Revue canadienne de recherche sur les politiques), « la recherche sur le capital social offre de nombreuses perspectives pour contrer ce qui apparaît comme une place trop grande laissée à l'individu dans les études économiques et pour chercher à saisir les relations complexes entre les éléments qui caractérisent nos sociétés modernes » (ISUMA, 2001, p.2).

Le capital social peut donc avoir des impacts importants sur les individus mais aussi sur les collectivités. Pour Yorn (2005), dans une perspective de développement

local, le capital social et la gouvernance locale représentent les facteurs intangibles les plus importants. Cependant, la nouveauté de ce concept dénote la complexité de la réalité qu'il recouvre. Landry, Amara et Lamari (2001) indiquent que la littérature sur le capital social hésite entre deux unités d'observation : l'espace géographique et l'espace professionnel. Toujours selon ces mêmes auteurs :

« Il n'y a pas non plus accord en ce qui concerne le niveau spatial qui devrait servir d'unité d'observation et d'analyse. À ce chapitre, il est possible de distinguer trois unités d'observation et d'analyse. Certains, comme Fukuyama, soutiennent que le capital social s'observe au niveau de l'ensemble des nations. Cette perspective n'est toutefois pas dominante dans les travaux sur le capital social. La perspective dominante adopte la région ou la communauté comme unité d'observation et d'analyse. Putnam peut être considéré comme le champion de cette perspective. Il n'est cependant pas facile de définir le concept de région ou communauté. Les observations dont disposent les chercheurs suivent habituellement les frontières administratives plus ou moins artificielles qui ne correspondent pas nécessairement à des unités réelles d'interactions entre les acteurs » (Landry, Amara et Lamari, 2001, p. 68).

Il peut donc être difficile d'analyser et de comprendre les interactions et les relations qui se tissent entre les individus, mais aussi leurs impacts sur l'action collective. Dans ces circonstances, Woolcock (2001) mentionne qu'il est essentiel « que toute définition du capital social mette l'accent sur ses sources, plutôt que ses conséquences, c'est-à-dire sur ce qu'est le capital social, plutôt que ce qu'il fait ». Ce qui fait dire à Côté (2001) qu'une réflexion sur le capital social individuel est une condition sine qua non au développement du capital social collectif. Pour ce faire, il faut comprendre la formation du capital social (OCDE, 2001); ce que Côté (2001) et Woolcock (2001) appellent sa source. Woolcock classe ces sources en trois dimensions : le capital social affectif qui fait référence aux réseaux proches (la famille, les amis, etc.), le capital social relationnel qui se situe à un « degré de proximité » moindre (les amis éloignés, les collègues de travail, etc.) et le capital social vertical qui correspond aux liens qui peut exister entre les différentes couches sociales qui débouchent sur la hiérarchisation du pouvoir et du statut social et des richesses.

Les conséquences du capital social peuvent être nombreuses et diversifiées. Il peut avoir des effets positifs sur le degré de confiance d'une société (Coleman, 1988; Côté 2001; OCDE, 2001; Schmid, 2002), la baisse du taux de criminalité (Halpern 1999; OCDE, 2001; Putnam 2000), une meilleure santé (OCDE, 2001; Putnam, 2000; Veenstra, 2001; Wilkinson, 1996), un bien-être plus grand (OCDE, 2001; Putnam, 2000), une plus grande longévité (Putnam, 2000), de meilleurs résultats scolaires (Coleman, 1988; Putnam, 2000), une plus grande égalité des revenus (Kawachi et *al.*, 1997; Putnam, 2000; Wilkinson 1996), une plus grande tolérance (Putnam, 2000), une diminution des abus d'enfants (Côté et Healy, 2001), un gouvernement moins corrompu et plus efficace (OCDE, 2001; Putnam, 1995), une plus grande égalité civique (Putnam, 2000), une augmentation de la croissance économique grâce à l'amélioration des relations de confiance et la diminution des coûts de transaction (Coleman, 1988; Fukuyama, 1995). Les différents liens qui peuvent se développer dans le cadre du projet peuvent aussi prendre une forme exclusive et nuire à la communauté; par exemple, certains liens d'attachement peuvent déboucher sur de la discrimination et du favoritisme et par le fait même, nuire à la cohésion sociale de la communauté.

L'impact de l'immigration sur le capital social peut être important. Si on définit le capital social en termes de relations, de réseaux, de normes, d'ententes pour favoriser la coopération entre les acteurs, un projet de développement local misant sur l'accueil et l'intégration d'immigrants dans les zones à faible densité d'immigrants peut être porteur pour le capital social des communautés impliquées. Mais il représente aussi un défi important.

Le développement d'une structure d'accueil et d'intégration demande aux acteurs locaux d'être en interrelation tout au long du projet. L'élaboration du projet, la mobilisation de la communauté et les processus d'accueil, d'intégration et de rétention représentent des occasions pour la communauté de se réseauter et de créer des partenariats afin de développer des activités pertinentes, permettant de favoriser l'appropriation du projet par la communauté, l'intégration socio-économique des nouveaux arrivants et éventuellement leur rétention dans la communauté.

Il sera intéressant de voir quels seront les impacts de l'immigration sur le capital social des communautés étudiées à partir de certains indicateurs qui servent à les mesurer : la confiance envers autrui et les institutions, l'engagement civique, les réseaux sociaux et la cohésion sociale (Van Kemenade, 2003).

Le capital humain

Le concept de capital humain a pris beaucoup d'importance au cours des dernières décennies. C'est dans les années 60 que les économistes néo-classiques T.W Schultz et Gary Becker ont introduit la notion de capital humain, en associant la quantité de travailleurs instruits, formés et en santé d'une société au degré de productivité de cette société (Woolcock, 2001; Côté 2001; Schuller, 2001). Aujourd'hui, le capital humain est désigné comme étant la notion selon laquelle les savoirs et le savoir-faire acquis par l'instruction, la formation et l'expérience représentent certaines de nos plus précieuses ressources (OCDE, 2001). Il regroupe l'ensemble des connaissances, aptitudes, compétences et caractéristiques individuelles qui facilitent la création du bien-être personnel, social et économique (Côté, 2001). Si le capital social repose sur les relations, le capital humain repose sur les personnes (Côté, 2001; Schuller, 2001; Woolcock, 2001). Pour les individus, l'investissement dans le capital humain assure un rendement économique en augmentant à la fois les taux d'emploi et les revenus de travail (OCDE, 2001); ce qui, par conséquent, est aussi économiquement rentable pour la collectivité (Schuller, 2001). Cela fait dire à Joanis et Martin (2005), que le capital humain constitue de nos jours, la pierre angulaire de la croissance économique d'une société.

La littérature nous indique que le capital humain peut comprendre plusieurs composantes. Pour Becker, c'est l'éducation, la formation en entreprise et la santé qui sont les principales composantes du capital humain. Côté (2001, p. 26) majore cette liste en incluant comme composantes « la motivation, la moralité et les attitudes, de même que les connaissances et compétences, de nature tacite et interpersonnelle, comme les connaissances et l'information partagée avec ses collègues de travail ». L'OCDE (2001)

ajoute à cette liste les qualifications et les caractéristiques personnelles telles que la persévérance.

Les lieux où se forme le capital humain peuvent différer selon les auteurs. Pour l'OCDE (2001, p.5), « le capital humain se forme dans divers contextes, au sein de la famille et du foyer, dans l'environnement immédiat, sur les lieux de travail et dans de nombreux autres cadres » Pour Schuller (2001, p.26), « le capital humain ne se construit pas uniquement, ni même largement, dans les établissements éducatifs ni les cadres de travail conventionnels ». Cependant, la définition ne précise pas ce qu'on entend par les autres cadres d'apprentissages du capital humain, ce qui fait dire à Côté (2001, p.26) que la définition développée par la littérature sur le capital humain « ne tient pas compte du caractère complexe, polyvalent et hétérogène de l'apprentissage humain, qui se poursuit tout au long de la vie ». Par le fait même, il est normal de ne pas être en mesure de saisir et de définir les différents cadres d'apprentissage du capital humain, certains cadres étant propres à chaque individu et pouvant varier d'une société à l'autre, voire même d'une communauté à l'autre selon la culture et les traditions locales.

La littérature démontre que le capital humain peut être qualifié et quantifié par différentes mesures. Habituellement, on mesure le capital humain à l'aide d'indicateurs approximatifs comme le nombre d'années d'études terminées, le salaire, le poste au sein d'une organisation, etc. (Côté, 2001) ou de tests évaluant les aptitudes au niveau de la lecture, de l'écriture, du calcul, etc. (Côté, 2001; OCDE, 2001). Cependant, l'application de mesures figées ne permet plus aujourd'hui de calculer avec justesse le capital humain d'un individu. En effet, selon Côté :

« Étant donné que, de plus en plus, les politiques s'accordent à reconnaître l'importance de l'apprentissage à vie et de l'apprentissage dans un large éventail d'environnements, on assiste à l'émergence d'une prise de conscience des problèmes que pose une focalisation induite sur des interprétations et des mesures étroites du capital humain ». (Côté, 2001, p. 26)

L'individu peut retourner aux études durant sa vie ou participer à des programmes de formation continue dans le cadre de son travail pour aller chercher des qualifications professionnelles. Toutefois, il peut aussi suivre des formations, participer à des séminaires ou des colloques par intérêt personnel; cela contribue à augmenter son capital humain. Le vécu et les expériences personnelles peuvent aussi représenter une source de capital humain importante qui ne pouvait être calculée par les mesures « traditionnelles ».

L'investissement dans le capital humain peut occasionner des résultats positifs tant pour les individus que pour la communauté dans son ensemble. Au niveau économique, l'investissement dans le capital humain peut être bénéfique pour l'accroissement des revenus (OCDE, 2001; Schuller, 2001), pour la productivité (Schuller, 2001) et la croissance économique (OCDE, 2001). Des avantages non-économiques peuvent aussi émerger. Les recherches sur le capital humain indiquent qu'il tend à améliorer la santé (Côté, 2001; OCDE, 2001; Schuller, 2001; Veenstra, 2001), semble accroître le bonheur (OCDE, 2001), augmente la confiance (Côté, 2001; Gleaser, 2001), favorise l'instruction de la génération suivante (OCDE, 2001), est associé à une participation à la vie civique plus grande (Côté, 2001; Gleaser, 2001; OCDE 2001; Schuller, 2001), réduit les inégalités sociales (Côté, 2001), augmente le capital social des individus et des communautés (Schuller, 2001; Coté, 2001; Gleaser, 2001), est associé à l'octroi de dons plus importants à des œuvres de charité (OCDE, 2001), diminue les risques de délinquance (Côté, 2001; OCDE, 2001) et augmente l'espérance de vie (Côté, 2001).

Un projet intégrant l'accueil, l'intégration et la rétention d'immigrants peut avoir un impact potentiel sur le capital humain des membres de la communauté. L'étape de la mobilisation peut offrir différentes activités de formation et de sensibilisation permettant aux acteurs locaux de développer des connaissances et des aptitudes au niveau des relations interculturelles. Le contact avec des nouveaux arrivants provenant d'autres pays, d'autres cultures ayant d'autres valeurs que les leurs, peut permettre aux membres

de la communauté de développer un savoir et un savoir-faire nouveaux. Le développement d'activités d'accueil, d'intégration et de rétention peut inciter les acteurs locaux impliqués à aller chercher des formations et des expériences qui enrichiront leur bagage de connaissances. Ce sont là quelques exemples qui démontrent le potentiel que peut avoir l'immigration sur le capital humain des acteurs locaux.

Le projet peut aussi, éventuellement, augmenter le capital humain des nouveaux arrivants. Durant les premiers mois, c'est possiblement au niveau économique, par l'intégration sur le marché du travail, que peut se développer le capital humain de l'immigrant. Certains peuvent se trouver un emploi rapidement, ce qui leur permettrait d'accroître leur capital humain dans le cadre d'un emploi stable. Cependant, la non-reconnaissance des diplômes dans plusieurs secteurs peuvent pousser certains immigrants à retourner sur les bancs d'école pour suivre des formations ou à participer à des stages d'immersion en emploi pour aller chercher une équivalence pour leur formation de base. La francisation est aussi une source importante d'accroissement du capital humain pour le nouvel arrivant et un savoir très valorisé par la société québécoise. À plus long terme, l'intégration socio-économique des immigrants pourrait leur permettre de tirer avantage du capital humain acquis ici au Québec tout en faisant valoir et connaître les connaissances, aptitudes et compétences qu'ils ont acquises dans leur pays d'origine pour enrichir la société d'accueil.

Il est fort possible que la communauté puisse aussi tirer profit d'un accroissement du capital humain de ses membres. La littérature démontre que l'accroissement du capital humain peut être bénéfique pour la croissance économique d'une communauté. L'arrivée d'immigrants est susceptible de représenter un investissement important en termes de capital humain grâce à leurs connaissances nouvelles, à leur façon de penser et de voir les choses sur la base de cultures différentes, ce qui peut être très enrichissant pour la collectivité et pour les entreprises. Le capital humain acquis durant le déroulement du projet représente une occasion d'améliorer le capital social de la communauté en développant de nouvelles relations, de nouveaux réseaux susceptibles

d'améliorer les services d'accueil et d'intégration et d'occasionner une plus grande participation de la communauté à la vie civique.

TROISIÈME CHAPITRE

LA MÉTHODOLOGIE

3.1 INTRODUCTION À LA DÉMARCHE GÉNÉRALE

Devant les problématiques de la baisse démographique, de l'exode des jeunes vers les grands centres urbains et du vieillissement de leur population, cinq villages de la MRC des Etchemins se sont mis à réfléchir à la possibilité de faire venir des immigrants dans leurs communautés afin de revitaliser le milieu. Nous avons été embauchés par le Fonds d'investissements de Ste-Justine afin d'aider le milieu à faire l'ébauche d'un projet. Un des mandats qui nous a été confié fut de recueillir de l'information sur d'autres projets vécus dans des zones à faible densité d'immigrants afin de fournir de l'information pertinente aux acteurs locaux.

Le manque de temps et d'argent nous a incités à sélectionner une seule région, le Bas-St-Laurent, et à explorer les initiatives réalisées en matière d'immigration. Une rencontre a été organisée avec le responsable du dossier de l'immigration à la CRÉ du Bas-St-Laurent et des études de cas furent effectuées au mois de novembre 2004 à Rimouski, Trois-Pistoles et Rivière-du-Loup, afin de mieux comprendre les processus mis en place par les acteurs locaux dans ces communautés. En janvier 2005, un contact a été établi avec l'Observatoire sur l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants situé à l'Université de Sherbrooke et sous la direction de Mme Michèle

Vatz-Laaroussi. Cette dernière a accepté la co-direction d'un mémoire portant sur les processus mis en place par les acteurs locaux dans le cadre de projets d'accueil et d'intégration d'immigrants et a mis à notre disposition, les études de cas effectuées jusqu'à présent par les chercheurs de l'Observatoire à Trois-Pistoles, Thetford Mines et Lac-Mégantic. Par la suite, en mars 2005, une quatrième étude de cas fut effectuée dans la région du Kamouraska afin de compléter le portrait des initiatives en matière d'immigration dans la région du Bas-St-Laurent. Cette contribution de l'Observatoire a été possible grâce à des choix méthodologiques et des stratégies de collecte de données similaires à celles que nous avons employées sur le terrain.

Ce chapitre explicitera la démarche utilisée dans le cadre de cette recherche qualitative. Tout d'abord, il abordera la question du positionnement épistémologique du chercheur face aux connaissances, en précisant sa propre position parmi les paradigmes existants. Par la suite, il sera question de la méthodologie déployée. Il définira la stratégie de l'étude de cas, l'échantillonnage de convenance, pour ensuite préciser les outils de collecte de données et les stratégies d'analyse utilisées dans le cadre de cette étude. Pour terminer, il sera question de la validité et de la fidélité de la recherche.

3.2. LA POSITION ÉPISTÉMOLOGIQUE

« Une réflexion épistémologique doit être incluse à toute recherche qui s'opère. En effet, l'explicitation des présupposés du chercheur permet de contrôler sa démarche de recherche, d'accroître la validité de la connaissance qui en est issue et de lui conférer un caractère cumulable » (Girard-Séville et Perret, dans Thiétart, 1999, p.13).

Le courant positiviste est présenté comme le paradigme dominant dans les sciences de l'organisation (Girard-Séville et Perret, dans Thiétart, 1999). Pour les positivistes, l'observation est neutre et le savoir objectif. On peut dire qu'il y a indépendance entre le sujet et l'objet, l'objet ayant son existence propre. Le chercheur positiviste tente de produire des connaissances généralisables fondées sur des observations et des mesures systématiques, comparatives et répliquatives (Prévost, 2001b)

Contrairement au paradigme positiviste, l'interprétativisme et le constructivisme critiquent le discours sur la neutralité du chercheur et de l'existence d'un monde externe objectif donné et fait appel à la subjectivité du chercheur en l'incluant dans la production de la connaissance. Pour l'interprétativiste, « le processus de connaissance passe par la compréhension du sens que les acteurs donnent à la réalité » (Girod-Séville et Perret, dans Thiéart, 1999, p.23). C'est la compréhension des actions qui permettra d'appréhender la réalité sociale construite par les acteurs. Pour le constructiviste, la démarche de compréhension participe à la construction de la réalité des acteurs étudiés; le chercheur contribuant à construire le sens que les acteurs donnent à la réalité sociale (Ibid.).

Cette recherche se positionne au sein des paradigmes interprétativistes et constructivistes. L'approche interprétativiste permettra d'appréhender et de comprendre la réalité sur le terrain, en interrogeant les acteurs locaux sur les processus mis en place pour l'accueil et l'intégration d'immigrants dans leur communauté. L'approche constructiviste permettra d'accéder à une meilleure compréhension globale de la réalité des acteurs, en développant un modèle de gestion de l'accueil et de l'intégration à partir des informations fournies par les acteurs locaux dans les cas étudiés.

3.3 LA STRATÉGIE DE L'ÉTUDE DE CAS

Cette étude cherche à connaître et à comprendre les processus mis en place par les acteurs locaux pour favoriser l'accueil et l'intégration des immigrants et d'en faire ressortir les éléments structurants. Elle s'oriente vers une démarche exploratoire à des fins descriptives, ce qui nous incite à opter pour des stratégies de recherche qualitatives.

Robson (1993) détermine trois stratégies qualitatives prédominantes en recherche : l'expérimentation et la quasi-expérimentation, l'enquête et l'étude de cas. Nous avons opté pour la stratégie de l'étude de cas car c'est « une enquête empirique qui examine un phénomène contemporain au sein de son contexte réel lorsque les frontières

entre phénomène et contexte ne sont pas clairement évidentes et pour laquelle de multiples sources de données sont utilisées » (Yin, 2003, p. 13). Elle cherche à rendre compte du caractère évolutif et complexe des phénomènes concernant un système social comportant ses propres dynamiques (Mucchielli, 1996). Selon Yin (1994, 1997, 2003), l'étude de cas est une stratégie de collecte de données pertinentes, car elle permet aussi bien d'explorer et décrire que d'expliquer un phénomène.

Cette stratégie est pertinente dans le cadre de notre recherche car elle nous permettra d'aller sur le terrain étudier un phénomène (l'immigration) dans un contexte nouveau (en région) très peu étudié et qui doit être documenté. Ce choix s'explique aussi par le fait que notre recherche répond aux objectifs mis de l'avant par Hlady-Rispal (2000) pour justifier l'utilisation de l'étude de cas comme stratégie de recherche, par une visée compréhensive de la problématique de l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants, par une analyse des processus mis en place par les acteurs locaux pour accueillir et intégrer les immigrants et la mise en relief de causalités récursives par l'observation de tendances lourdes qui permettra de conceptualiser un modèle à partir des six cas étudiés.

3.4 L'ÉCHANTILLONNAGE

Nous avons choisi, dans le cadre de cette recherche, de faire une étude multicas. Une étude multicas a pour but de découvrir des convergences entre plusieurs cas (Lessard-Hébert, Goyette et Boutin, 1996). Elle permet d'identifier des phénomènes récurrents parmi un certain nombre de situations pour, après avoir observé et analysé chaque situation, comparer les résultats et dégager les processus récurrents (Mucchielli, 1996).

Un échantillon représente l'ensemble des éléments sur lesquels des données seront recueillies (Royer et Zarlowski, dans Thiétart, 1999). Royer et Zarlowski (1999) font ressortir quatre principaux types d'échantillon : l'échantillon probabiliste, l'échantillon par choix raisonné, l'échantillon par quotas et l'échantillon par convenance. Les

échantillons par convenance et par choix raisonné ont été retenus pour cette étude en fonction de la nature exploratoire et de l'émergence récente de l'objet de recherche. L'échantillonnage de convenance a été utilisé car à ce jour, peu d'expériences d'accueil et d'intégration ont eu lieu dans les zones à faible densité d'immigrants, ce qui limite considérablement notre échantillon potentiel. Par conséquent, les opportunités qui étaient offertes au chercheur, via l'Observatoire et les informations fournies par la CRÉ du Bas-St-Laurent, ont servi de barème pour la sélection des cas. Les motifs qui nous ont incités à choisir le Bas-St-Laurent pour nos études de cas, outre les opportunités offertes, sont la proximité géographique avec la région Chaudière-Appalaches et la présence dans cette région de la famille de l'auteur de l'étude, ce qui a contribué à réduire considérablement les coûts associés à la collecte de données. En ce sens, l'échantillonnage par choix raisonné a aussi été utilisé pour cette étude.

Cette étude compte six cas :

- 1) Les cas de Thetford Mines et de Lac-Mégantic effectués par l'Observatoire sur l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants.
- 2) Les cas des MRC de Rivière-du-Loup, de Kamouraska et des Etchemins effectués par l'auteur de cette étude.
- 3) Le cas de Trois-Pistoles effectué par l'Observatoire sur l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants et l'auteur de cette étude.

Pour l'échantillonnage des informants clés, il s'opère à partir de choix raisonnés et de convenance, technique d'échantillonnage choisie en fonction des contraintes de temps et de financement associées à l'étude. Les informants clés sont « des personnes particulièrement bien informées et articulées – des personnes dont les intuitions peuvent s'avérer très utiles pour aider un observateur à comprendre ce qui se passe » (Mucchielli, 1996, p. 102). Les informants clés pour cette recherche sont les acteurs locaux qui ont participé à la gestion des processus mis en place par ceux-ci.

3.5 LA COLLECTE DE DONNÉES

3.5.1 Les outils de collecte de données

Pour chacun des cas à notre disposition, nous tenterons de répondre à deux principes fondamentaux en recherche qualitative : la saturation théorique et la triangulation des données. La saturation théorique signifie que le chercheur a amassé toute l'information disponible sur le terrain, au point que les informants clés n'apportent plus de nouvelles informations. Cependant, c'est surtout la saturation empirique qui primera dans notre cas étant donné que nous étions limités financièrement et dans le temps pour la collecte de données de plusieurs cas. Afin de se rapprocher le plus possible de cette saturation empirique, nous avons utilisé la triangulation des données afin de mettre en pratique différentes méthodes permettant d'obtenir une information robuste. Mucchielli (1996, p.261) dit de la triangulation des données qu'elle est « une stratégie de validation, qui combine plusieurs techniques de recueil de données afin de limiter les biais inhérents à chacune d'entre elles ». Dans le cadre de cette recherche, les outils de collecte de données utilisés pour trianguler l'information sont l'entrevue semi-dirigée, le groupe de discussion et les documents écrits.

L'entrevue semi-dirigée est à mi-chemin entre l'entrevue standardisée ou structurée et l'entrevue informelle ou libre. C'est une technique qui est couramment utilisée dans les recherches se positionnant au sein des paradigmes interprétativistes et constructivistes (Savoie-Zajc, 1998). Elle consiste :

« En une interaction verbale animée de façon souple par le chercheur. Celui-ci se laissera guider par le flux de l'entrevue dans le but d'aborder, sur un mode qui ressemble à celui de la conversation, les thèmes généraux sur lesquels il souhaite entendre le répondant, permettant ainsi de dégager une compréhension riche du phénomène à l'étude » (Savoie-Zajc, dans Gauthier, 1998, p. 266).

Pour Yorn (2005, p. 142), « le but est de rendre explicite l'univers de l'informant clé, de comprendre son monde, de lui permettre d'organiser et de structurer sa pensée ainsi que de le conscientiser à sa situation ». L'entrevue semi-dirigée permet au chercheur de partir avec une série de thèmes préalablement définis, qui doivent être discutés avec l'informant ou les informants clés, donnant l'opportunité, pendant ou à la fin de l'entretien, de revenir sur certains sujets qu'il souhaite approfondir avec son interlocuteur pour une meilleure compréhension de l'objet de recherche.

Le groupe de discussion ou l'entretien de groupe est une technique de collecte de données où le chercheur devient animateur, afin de faire émerger l'information pertinente au phénomène étudié dans une dynamique de groupe. Les participants doivent constituer un groupe homogène de personnes qui doivent réfléchir ensemble sur une série de questions posées par l'intervieweur. Les participants écoutent les réponses des autres et peuvent faire des commentaires qui vont au-delà de la réponse qu'ils ont eux-mêmes déjà donnée. Le groupe de discussion est perçu différemment selon les spécialistes consultés. Pour Fontana et Frey (1994) le groupe de discussion permet d'explorer une problématique ou d'identifier des informateurs clés. Quant à Bouchard (1976), c'est la stimulation d'une réflexion sur le problème posé que permet le groupe de discussion. Pour d'autres spécialistes tels que Rubin et Rubin (1995), la réticence que peut provoquer les groupes de discussion, chez les sujets, à se révéler face aux autres participants peut poser problème. Donc, comme le mentionne Yorn (2005), cette technique de collecte de données est source de réflexion et d'interaction, comme il peut être source de conflits et de tensions.

Le rôle de l'interviewer peut être difficile car il doit éviter ou gérer les conflits tout en s'assurant que tous puissent avoir droit de parole afin qu'il n'y ait pas de censure. Le groupe de discussion peut donc être difficile à gérer mais il est aussi une technique de cueillette de données très efficace, particulièrement lorsqu'il est utilisé comme stratégie complémentaire à une autre stratégie comme c'est le cas pour cette recherche.

Des documents écrits ont aussi été utilisés dans le cadre de cette recherche. Les monographies et les entrevues disponibles réalisées par l'Observatoire ont documenté trois cas, tandis que des données secondaires ont permis de recueillir de l'information sur la situation socio-économique des communautés à l'étude pour les trois autres cas; une recherche dans les médias électroniques a donné accès à divers documents ou articles parus concernant ces projets. La littérature scientifique sur le phénomène étudié étant pratiquement inexistante, les documents écrits nous ont permis de débroussailler les thèmes pertinents à développer dans notre cadre de travail et à aborder lors des entrevues individuelles et de groupes.

3.5.2 Déroulement de la collecte de données

Au cours des douze derniers mois, l'Observatoire sur les zones à faible densité d'immigrants a effectué trois études de cas : Trois-Pistoles, Thetford Mines et Lac-Mégantic. Ces études de cas nous seront fournies et seront utilisées dans l'analyse des données. Un exemple de grille d'entrevue utilisée par l'Observatoire sera insérée en annexe de cette étude. Dans cette section, ce seront les démarches de l'auteur de l'étude qui seront mises en évidence.

La collecte de données dans les municipalités de Saint-Camille, Saint-Cyprien, Sainte-Justine, Saint-Magloire et Sainte-Sabine, situées dans la MRC des Etchemins, s'est étendue sur trois mois, d'octobre 2004 à janvier 2005. Un mandat a été octroyé à l'Université de Sherbrooke et plus précisément à l'auteur de cette étude, afin de mieux définir les grandes lignes d'un projet de développement local intégrant l'accueil, l'intégration et la rétention d'immigrants dans les cinq villages. C'est dans le cadre de ce mandat que fut effectuée la collecte de données. Une revue de littérature sur la région Chaudière-Appalaches et sur la MRC des Etchemins a été effectuée avant d'aller sur le terrain, afin de bien connaître le portrait socio-économique de la région, ses forces, ses faiblesses, les défis et les enjeux de développement auxquels font face les municipalités impliquées dans le projet.

Une fois sur le terrain, les maires des municipalités ont été rencontrés pour des entretiens semi-dirigés afin de mieux connaître leur position sur les enjeux et les défis posés à leurs municipalités, ainsi que leur perception du projet et les craintes qui pourraient lui être associées. Les organismes socio-économiques ont aussi été rencontrés pour trianguler les informations provenant du milieu. En tant que ressource externe sur le projet, il a été possible d'assister à toutes les réunions du comité local travaillant sur le projet, aux réunions impliquant les organismes du milieu ainsi qu'à la première et seule réunion de la table de concertation. Les procès-verbaux de ces rencontres ont été réalisés et ont servi à documenter le cas. En ayant été impliqué dans l'ébauche du projet, la collecte de données a été facilitée par la proximité des informants clés, par un accès direct aux données et par un contact régulier avec les acteurs locaux. Un des éléments du mandat qui nous fut confié a été de fournir des informations au comité local, sur la régionalisation de l'immigration, ses défis et ses enjeux, ce qui nous a amené à faire une collecte de données dans la région du Bas-St-Laurent, du 1^{er} au 5 novembre 2004.

Avant de procéder à la collecte des données sur le terrain, une grille d'entrevue a été construite à partir des informations contenues dans la littérature sur l'intégration socio-économique des immigrants et dans les quelques textes sur la régionalisation de l'immigration au Canada et au Québec. Les principaux thèmes sélectionnés pour la grille d'entrevue furent l'historique de l'organisme et du projet, son mandat, ses partenaires dans la réalisation du projet, le bilan du projet au moment de l'entrevue, les difficultés rencontrées dans le cadre du projet ainsi que des suggestions pour permettre la réussite des projets d'accueil et d'intégration en région et particulièrement dans les zones à faible densité d'immigrants.

Pour avoir un portrait de ce qui a été fait dans la région du Bas-St-Laurent et pour mieux nous diriger vers les autres informants clés pertinents pour le reste de notre collecte de données, nous sommes allés rencontrer l'agent de développement responsable du dossier de l'immigration à la CRÉ du Bas-St-Laurent. De cet entretien, nous avons appris que des initiatives locales associées à l'immigration se déroulaient à Rimouski, Trois-Pistoles et Rivière-du-Loup. Nous sommes entrés en contact avec les responsables

des initiatives pour les trois villes, des rencontres ont été fixées et des entrevues réalisées. Au total, quatre informants clés ont été rencontrés, dont trois ont fourni des données pour notre recherche.¹

Lors d'une correspondance avec la CRÉ du Bas-St-Laurent, la personne en charge du dossier de l'immigration nous a mentionné qu'un projet est en cours à St-Pascal-de-Kamouraska et ses environs. Nous sommes entrés en contact avec le responsable du projet au Centre local de développement (CLD) de Kamouraska et une rencontre fut organisée le 30 mars 2005. Le contact de Kamouraska avec l'immigration est très récent et les processus d'accueil et d'intégration commencent à peine à se structurer. L'entrevue a permis d'obtenir des données pertinentes sur l'historique du projet et son développement jusqu'à ce jour. La documentation parue à ce jour dans les médias locaux nous a aussi été remise afin d'apporter un complément aux données fournies par l'informant clé.

Pour chacune des entrevues effectuées, un support audio a été utilisé afin d'enregistrer les dialogues. Cela nous a permis d'avoir accès à l'information à tout moment et de rédiger le verbatim de chacune des entrevues, facilitant ainsi la rédaction des cas. Tout au long de la collecte de données, des mémos et des notes de terrain ont été compilés quotidiennement dans un journal de bord favorisant la conservation d'un maximum d'informations sur l'expérience de terrain.

Lors de notre séjour à Rimouski, un groupe de discussion a été formé avec dix personnes immigrantes établies dans la région depuis moins de trois ans, afin de mieux connaître les besoins des personnes immigrantes à leur arrivée en région et les services et les activités qui peuvent permettre de favoriser leur intégration socio-économique. Les résultats de cette activité ont été divulgués au comité local des municipalités des Etchemins et serviront à alimenter l'analyse transversale et le chapitre discussion.

¹ Le cas de Rimouski n'a pas été étudié, car nous avons jugé qu'en tant que pôle régional et universitaire, Rimouski ne peut être considéré comme une ville à faible densité d'immigrants. C'est une ville qui est aussi nettement plus peuplée que les autres cas étudiés, qui sont principalement des communautés semi-rurales ou rurales.

3.5.3 L'analyse qualitative des données

D'octobre 2004 à avril 2005, ce fut l'étape de la collecte de données. Les données recueillies, jumelées à quelques documents consultés lors de la revue de littérature, nous ont permis de construire un cadre de travail par lequel les données recueillies prendront un sens. Le principe de contextualisation, qui suggère de positionner le phénomène étudié dans son contexte historique et socio-économique, entre autres, a été respecté pour tous les cas à l'étude et nous a permis de comprendre le « quoi » et le « pourquoi » du projet. Dans l'optique de respecter le principe des cercles herméneutiques, lequel suggère la compréhension d'un phénomène complexe à partir de préconceptions associées au sens des parties et des interrelations possibles de ces parties en tant qu'un tout, différentes unités d'analyse ont été créées afin de donner un sens aux données et de permettre une meilleure compréhension des processus mis en place par les acteurs locaux et des défis et enjeux associés à l'accueil et à l'intégration socio-économique. Le principe de l'interprétation plurielle, qui consiste à confronter ses interprétations avec d'autres chercheurs et collègues, a été respecté car le cadre de travail a été construit en collaboration avec les professeurs chargés de la co-direction du présent mémoire.

Eisenhardt (1989), Yin (1994) et Hlady-Rispal (2000) proposent de rédiger l'analyse des cas et l'analyse transversale séparément, à des moments distincts. La rédaction des cas a été effectuée au mois d'avril 2005 et l'analyse transversale en mai 2005. Pour la rédaction des cas, nous avons utilisé deux stratégies d'analyse complémentaires : la stratégie narrative et la stratégie thématique. La stratégie narrative permet de construire la réalité du terrain, à partir des informations fournies par les informants clés et la documentation écrite dans une perspective chronologique. La stratégie d'analyse thématique (Aronson, 1994; Benner, 1985; Leininger, 1985; Taylor et Board, 1984) permet de son côté de comprendre et de documenter le discours des acteurs en fonction des unités d'analyse émergeant du cadre d'analyse, ce qui permet de découvrir les forces et les faiblesses des projets en cours. Le principe de contextualisation des cas, qui consiste à mettre en relation les expériences étudiées avec les unités

d'analyse ciblées, et celui d'interprétation plurielle, qui suggère qu'il y ait discussion de chaque cas avec des informants clés afin d'enrichir et de valider les données, ont été respectés tout au long de l'analyse des cas. L'analyse transversale a été effectuée en se basant sur la grille de tendances centrales de Chenail (1992). Cette grille permet de synthétiser les données empiriques contenues dans les cas afin de les associer ou dissocier du cadre de travail, et ce, afin de faire ressortir les données émergentes qui permettront d'approfondir les connaissances sur l'objet de notre étude. La rédaction de l'analyse transversale s'est inspirée des principes des cercles herméneutiques et du raisonnement dialogique en effectuant des retours continus dans la littérature, le cadre de travail dégagé et l'analyse des cas, afin d'apporter les ajustements nécessaires permettant de comparer et de comprendre les phénomènes et les tendances lourdes se dégageant des données recueillies avec les intuitions de départ.

3.6 LA VALIDITÉ DES RÉSULTATS

Hlady-Rispal (2002) et Yin (1994) font ressortir quatre mesures permettant de limiter les faiblesses occasionnées par les choix méthodologiques qui peuvent guider la collecte et l'analyse des données, mesures dont nous avons tenu compte tout au long de la recherche.

3.6.1 La validité du construit

L'objectif ici est de s'assurer que la thématique de recherche et les concepts étudiés dans le cadre de l'étude ont été formulés à partir de mesures opérationnelles valables qui permettent de justifier les choix qui ont été faits. Une première activité a été de réaliser une revue de littérature sur la thématique de recherche afin de trouver et définir des concepts et des paradigmes théoriques. La revue de littérature ne nous a pas permis de trouver un cadre d'analyse cohérent pour saisir le contexte associé à l'objet de recherche et à la problématique étudiée. Nous avons donc créé un cadre de travail qui, selon nous, allait permettre d'avoir une meilleure compréhension du terrain, avec l'espoir de traduire le mieux possible la réalité vécue par les acteurs locaux. Un effort a été fait,

tout au long de la rédaction, pour définir les concepts clés à partir de la littérature à notre disposition.

Afin de nous assurer que les concepts utilisés soient appropriés et reflètent le plus possible la réalité vécue par les acteurs locaux, nous avons respecté deux principes fondamentaux de la recherche qualitative : la saturation théorique et la triangulation des données via des sources diverses telles que les informants clés, les chercheurs et les assistants de recherche de l'Observatoire et les documents écrits. Ces principes ont eu comme complément la discussion et la validation du cadre de travail par les co-directeurs.

3.6.2 La validité interne

La validité interne concerne les stratégies qui ont été mises en place afin de valider l'analyse des données et d'assurer la cohérence de l'étude. L'analyse des données s'est faite en tenant compte des principes de Hlady-Rispal (2002). Les cas documentés dans cette recherche ont été rédigés à partir des concepts élaborés dans le cadre de travail et une analyse transversale a été effectuée, basée sur la grille des tendances centrales de Chenail, permettant de faire ressortir les tendances lourdes associées aux données empiriques. Le principe de triangulation des méthodes a aussi garanti la validité interne des résultats de la recherche. Tous les cas ont été validés par des informants clés afin d'avoir l'assurance qu'ils représentent bien la réalité vécue par les acteurs locaux. Des discussions avec les chercheurs, les assistants de recherche, les praticiens sur le terrain et les acteurs locaux ont ponctué la rédaction de l'analyse et permis de valider les données empiriques, d'assurer la cohérence de l'étude tout en solidifiant l'analyse.

3.6.3 La validité externe

La validité externe s'associe principalement à la transférabilité des résultats de l'étude pour les chercheurs, les acteurs locaux et les décideurs politiques intéressés par le phénomène étudié. Le nombre de cas étudiés est un facteur important lorsque vient le temps d'établir si les résultats d'une recherche sont valides, transférables et

généralisables pour d'autres expériences. Selon Yin (2003) de quatre à dix cas sont nécessaires pour assurer une transférabilité des résultats dans le cadre d'une recherche comparative. Cependant, toujours selon Yin, pour une recherche exploratoire, de deux à trois cas sont suffisants pour pouvoir dégager des résultats transposables à d'autres études. Notre recherche est exploratoire et comporte six cas, ce qui assure une certaine validité à notre étude. Il faut dire que les cas étudiés étaient, au moment de l'étude, les seules expériences en cours et accessibles. Il aurait été difficile pour nous d'ajouter d'autres cas pour approfondir les résultats, le portrait offert dans l'analyse transversale et par le modèle dégagé est une photographie du phénomène étudié au moment de la réalisation de la recherche. En ce sens, la recherche permet de décrire les cas, d'étudier les processus et de faire ressortir des tendances lourdes et des pistes de réflexion qui peuvent aider les praticiens, les acteurs locaux et les décideurs politiques dans leur démarche en cours et à venir, afin d'améliorer leurs pratiques. Le modèle apporte un complément aux résultats en offrant une image des défis et des enjeux associés au phénomène étudié en synthétisant les processus. Les résultats et le modèle créé sont donc potentiellement transférables, mais ne sont pas généralisables, étant donné les facteurs internes et externes qui peuvent influencer chaque projet et qui fait que chaque expérience locale est unique et doit être comprise comme telle. Cependant, nous croyons que des études sur les projets en cours et futurs permettront d'améliorer et de solidifier le modèle et d'approfondir les pistes de réflexion tout en permettant de faire progresser nos connaissances du phénomène étudié par l'émergence de nouvelles pistes de réflexion.

3.6.4 La fidélité

Pour Yin (1994), la fidélité de la recherche et des résultats est associée au potentiel de réplication de l'expérience vécue par le chercheur à d'autres cas et à d'autres recherches. Pour cette étude, les données empiriques ont été recueillies à partir de stratégies qualitatives reconnues. Ces stratégies utilisées par l'auteur de l'étude et l'Observatoire sont à peu de chose près les mêmes, ce qui a permis à l'auteur d'utiliser les données recueillies par les chercheurs de l'Observatoire dans la rédaction des cas. Des guides d'entrevues semi-dirigées et des grilles thématiques pour les groupes de discussion

ont été utilisés. Les thèmes et les questions utilisés par l'auteur diffèrent quelque peu de ceux abordés par l'Observatoire; cependant, les informations qui sont ressorties ont permis dans les deux cas, de documenter et de comprendre le phénomène étudié. Le fait que sensiblement la même méthodologie ait été utilisée, et par l'auteur, et par l'Observatoire pour les études de cas, illustre la fidélité de la démarche et la possibilité de réplication des expériences vécues à d'autres cas.

3.6.5 L'éthique

Cette recherche se doit de respecter le code d'éthique de l'Université de Sherbrooke. Nous avons donc respecté les éléments contenus dans le Guide du comité d'éthique de la recherche Lettres et Sciences humaines. Pour ce faire, dans tous les cas, les informants clés ont reçu un formulaire où étaient indiqués, entre autres, le titre du projet et les objectifs et buts visés. Le chercheur précisait aussi les avantages et les inconvénients qui pouvaient découler d'une participation à l'étude ainsi que les droits des participants dans le processus de recherche. Le formulaire indiquait que les données recueillies pourraient éventuellement faire l'objet de publication, dont un mémoire de maîtrise (le présent document). Une copie de ce mémoire leur sera remise au moment de la diffusion.

QUATRIÈME CHAPITRE

LA PRÉSENTATION DES CAS ET L'ANALYSE TRANSVERSALE

4.1 LE CAS DE TROIS-PISTOLES

4.1.1 Le portrait de la MRC des Basques et de la communauté de Trois-Pistoles

La ville de Trois-Pistoles est située dans la MRC des Basques, l'une des huit MRC composant la région du Bas-St-Laurent. En janvier 2004, la MRC des Basques comptait 9740 habitants répartis sur une superficie de 1114 kilomètres carrés, ce qui en fait la plus petite MRC de la région et du Québec. Elle compte onze municipalités et la ville de Trois-Pistoles en est le principal centre de services et sa municipalité la plus peuplée avec 3606 habitants. Celle-ci est située entre les deux principaux centres de la région du Bas-St-Laurent, Rimouski et Rivière-du-Loup. Trois-Pistoles est réputé pour être une ville culturelle d'importance, reconnue non seulement au niveau régional mais à la grandeur du Québec. Plusieurs entreprises et commerces se trouvent sur son territoire. Cependant, elle se distingue particulièrement par l'importance de la sous-traitance industrielle dans les domaines de la construction, de la distribution, de l'usinage et des matériaux composites. La ville possède deux parcs industriels; le CLD et la Société d'aide au développement des collectivités (SADC) des Basques sont situés sur son territoire.

4.1.2 L'historique du projet

Par l'entremise de son CADFEL (Centre d'accueil, de développement et de formation en langues), la communauté de Trois-Pistoles reçoit depuis 1933, des étudiants anglophones de l'Ontario et des provinces de l'Ouest canadien; depuis quelques années, des étudiants des États-Unis et du Mexique viennent chaque été suivre des cours de français en immersion. En 2002, dans l'optique de promouvoir la communauté locale et de diversifier sa clientèle, le CADFEL commanda une étude à une firme ciblant, entre autres, l'immigration comme clientèle potentielle pour l'organisme. Suite aux résultats obtenus, le CADFEL a contacté le MRCI pour signifier son intérêt à recevoir des immigrants. En novembre 2002, une entente fut signée entre le gouvernement et la région du Bas-St-Laurent par l'entremise de la CRÉ pour ouvrir la région à l'immigration; suite à cette entente, Trois-Pistoles fut sélectionnée pour accueillir une dizaine de familles de réfugiés provenant de Colombie. Entre juillet 2003 et mars 2004, dix familles colombiennes totalisant vingt-sept personnes se sont établies à Trois-Pistoles. L'aide financière accordée au CADFEL provenait des programmes du MRCI.

4.1.3 Le développement des processus d'accueil et d'intégration

4.1.3.1 La mobilisation de la communauté

La sensibilisation du milieu : une étape manquante

Le CADFEL a fait une demande au MRCI afin d'obtenir une enveloppe budgétaire pour un volet associé à la sensibilisation du milieu. La demande a été refusée; le MRCI a jugé que la population était déjà sensibilisée à la venue de nouveaux arrivants dans le milieu, étant donné que la communauté accueille des étudiants universitaires de partout en Amérique du Nord depuis plusieurs années. La seule activité de sensibilisation à avoir eu lieu a été organisée par le MRCI venu à Trois-Pistoles rencontrer les représentants des organismes locaux afin de leur préciser la façon dont se déroule l'accueil d'immigrants dans la communauté. Selon les acteurs locaux, le fait de ne pas avoir fait de sensibilisation a occasionné des difficultés importantes dans la mise en place des processus d'accueil et d'intégration pour les réfugiés, situation qui diffère beaucoup

de l'accueil qui est offert aux étudiants étrangers. En effet, il a été ardu par moment pour une petite communauté comme Trois-Pistoles de recevoir une clientèle de réfugiés et d'offrir des services adéquats sans avoir préalablement sensibilisé les intervenants locaux aux défis qui les attendaient par des formations et des ateliers sur les relations interculturelles. Des différences au niveau de la langue ainsi qu'au niveau des valeurs et des coutumes associées à une culture différente ont parfois créé des obstacles au bon fonctionnement du projet. Au moment de l'arrivée des Colombiens à Trois-Pistoles, le personnel des établissements susceptibles d'avoir à intervenir auprès d'eux avait eu très peu d'information à leur sujet. Selon les acteurs locaux, les gens auraient apprécié avoir un portrait général de la culture colombienne ainsi que des informations sur le contexte politique, économique et social ayant provoqué leur départ de leur terre natale. Pour conclure sur ce point, à Trois-Pistoles, la sensibilisation a donc été réalisée au fur et à mesure que les processus d'accueil et d'intégration se sont mis en place.

La sélection des réfugiés : aucun pouvoir dans la sélection des réfugiés

Les acteurs locaux n'ont pas eu à prendre en charge ce volet, le MRCI ayant droit de regard sur la sélection des familles venues s'établir à Trois-Pistoles.

4.1.3.2 Développement de la structure d'accueil et d'intégration. C'est le CADFEL qui a obtenu le mandat du MRCI d'organiser l'accueil, l'établissement et la francisation des familles de réfugiés colombiens. Pour coordonner les actions à mettre en place, le CADFEL a mis sur pied un comité local indépendant qui s'est engagé à développer les structures et les activités d'accueil et d'intégration jugées nécessaires par les acteurs locaux à la réussite du projet et cela, pour une période de trois ans. C'est au moment de la mise en place des services et des activités d'accueil et d'intégration que la population de Trois-Pistoles s'est mobilisée et solidarisée pour répondre aux besoins des familles colombiennes.

Aide à l'accueil et à l'intégration sociale : Trois-Pistoles se mobilise

L'une des premières actions posée par les acteurs locaux fut de créer une banque de familles-jumelées à partir de familles locales intéressées à s'impliquer dans le projet. Ainsi, à leur arrivée à Trois-Pistoles, chacune des familles colombiennes a pu être jumelée à une famille de Trois-Pistoles. Cette famille locale accompagnait autant les enfants que les adultes dans leurs déplacements, surtout les premières semaines, le temps qu'ils découvrent la communauté.

Les responsables de l'accueil, les bénévoles et les familles participant au jumelage se sont mobilisés pour répondre aux besoins des nouveaux arrivants en développant, le plus rapidement possible, des services de première ligne favorisant leur intégration sociale. Les familles colombiennes ont pu bénéficier d'un appui pour se trouver un logement et meubler celui-ci. Pour sécuriser et rendre les nouveaux arrivants autonomes le plus rapidement possible, les acteurs locaux se sont chargés de leur faire connaître les services et les institutions à leur disposition dans la communauté. La population et les réfugiés ont pu compter sur un interprète et sur quelques membres de la communauté ayant quelques connaissances en espagnol pour diminuer l'impact de la langue comme obstacle à l'intégration et pour favoriser la communication. Les intervenants locaux se sont aussi mobilisés pour offrir les services nécessaires à la francisation et à l'intégration des enfants en milieu scolaire. La francisation relève du CADFEL. Elle est basée sur le programme du MRCI donné en collaboration avec la Commission scolaire du Fleuve et des Lacs. Elle est offerte quatre heures par jour, cinq jours par semaine durant huit mois. De son côté, l'école travaille en étroite collaboration avec une travailleuse sociale du Centre de santé et de services sociaux (CSSS) ainsi qu'avec un interprète dans le but de favoriser l'intégration des jeunes dans les classes du primaire et du secondaire. De plus, des rencontres entre la communauté locale et les réfugiés colombiens et des activités socioculturelles ont été organisées tant par les intervenants locaux (cabane à sucre, épiluchette d'épis de blé d'Inde, etc.) que par les Colombiens (soirée dansante avec de la musique latino).

Dans l'ensemble, l'intégration sociale des réfugiés s'est bien déroulée jusqu'à présent. Le système des familles-jumelées a donné des résultats concluants. Les nouveaux arrivants se sont trouvés des logements rapidement. Les services de première ligne se sont mis en place malgré le fait qu'aucune étape de sensibilisation n'ait eu lieu avant l'arrivée des réfugiés. La francisation des adultes et l'intégration des jeunes en milieu scolaire se sont bien déroulées. En fait, l'arrivée des jeunes réfugiés a permis de consolider le réseau scolaire en augmentant le nombre d'élèves au primaire et au secondaire. Quelques activités socioculturelles ont favorisé le rapprochement entre les deux communautés, même si certains conflits existaient à l'intérieur même de la communauté colombienne.

Malgré tout, les acteurs locaux ont aussi rencontré des difficultés. Les réfugiés demandent des services et un encadrement important suite à un vécu prémigratoire très lourd, ce qui fait que Trois-Pistoles a décidé d'attendre avant d'en recevoir un deuxième groupe afin de s'ajuster aux besoins de ceux déjà en place. Ce deuxième groupe est finalement arrivé en mars 2004, huit mois après le premier. Les intervenants du secteur de la santé ont dû adapter leur offre de service en tenant compte des besoins au niveau du suivi psychologique associés au vécu prémigratoire des nouveaux arrivants. Au fil des mois, le CSSS et les acteurs locaux ont réalisé à quel point la santé et les services sociaux constituent des secteurs où les différences culturelles représentent un enjeu majeur qui peut devenir une source d'interprétation erronée et d'incompréhension mutuelle. Au niveau de la francisation, le programme ne tient pas compte de la vitesse à laquelle les individus peuvent apprendre. Cela crée une situation où certains colombiens sont ralentis dans leur apprentissage du français par les compatriotes qui apprennent avec difficulté; il devient difficile pour les professeurs d'offrir des cours qui correspondent aux attentes de chacun.

Aide à l'intégration économique : Trois-Pistoles, la porte d'entrée du Bas-St-Laurent

Rappelons qu'au chapitre des revenus, les familles colombiennes ont reçu une somme d'argent du MRCI pour leur établissement; ensuite, elles ont été éligibles à la sécurité du revenu.

Le premier groupe ayant terminé sa francisation et le deuxième étant sur le point de la terminer, la problématique de l'emploi ressurgit. Le CADFEL a offert quelques séances de formation et développé des ateliers sur les techniques de recherche d'emploi et sur l'élaboration du curriculum vitae, sans en arriver à un accompagnement personnalisé. Quelques contacts ont été effectués avec des entreprises ainsi qu'avec le CLD de Rivière-du-Loup; encore là, aucun partenariat solide ne s'est dégagé. Le Centre local d'emploi (CLE) est l'organisme qui est en charge des services d'aide et d'insertion à l'emploi dans la région; cependant, leurs services ne sont pas encore adaptés aux besoins des réfugiés.

Trois-Pistoles étant une petite ville, le nombre d'emplois disponibles est restreint et la main-d'œuvre recherchée ne correspond pas nécessairement à la formation des nouveaux arrivants. Pour ces raisons, les acteurs locaux se sont donnés comme objectif de devenir la porte d'entrée dans le Bas-St-Laurent au niveau de l'accueil et de l'intégration sociale des réfugiés tout en permettant à ceux-ci de se trouver un emploi ailleurs dans la région lorsque les opportunités se présentent.

4.1.3.3 La rétention : ça passe par l'emploi. Au cours des prochains mois, Trois-Pistoles fera une évaluation des programmes, des services et des activités mis en place sur le terrain dans le cadre du projet. Les intervenants locaux sont conscients que pour devenir une porte d'entrée pour les réfugiés, il faut continuer d'adapter les programmes et développer des services et des activités qui favoriseront une intégration réussie des réfugiés à la société québécoise.

Le gros défi, c'est l'intégration économique par l'emploi. Pour pouvoir garder les réfugiés à Trois-Pistoles et dans le Bas-St-Laurent suite à l'intégration et à la francisation, des services doivent être créés et offerts pour favoriser l'insertion des réfugiés sur le marché du travail. Les acteurs locaux sont conscients des défis posés et réfléchissent aux moyens à prendre pour favoriser l'intégration économique des nouveaux arrivants.

4.1.4 L'impact sur le patrimoine de la communauté

L'expérience de Trois-Pistoles en est encore à ses débuts. Cependant, on peut déjà remarquer que la présence des nouveaux arrivants a un impact certain sur le patrimoine de la communauté.

Au niveau du **capital physique**, la présence des réfugiés colombiens favorisent l'occupation de logements disponibles dans la communauté. Elle permet aussi de développer les services sociaux et de santé ainsi que de consolider le réseau scolaire en augmentant le nombre d'élèves au primaire et au secondaire. L'immigration permet de consolider le capital physique, mais ne permet pas de l'augmenter pour le moment.

Au niveau du **capital économique**, au moment de la collecte de données, trois des sept réfugiés du premier groupe ayant terminé la francisation et étant disponibles pour travailler ont un emploi. Des trois, un seul travaille dans la communauté de Trois-Pistoles; les deux autres travaillent dans une municipalité à proximité de Trois-Pistoles mais demeurent toujours dans la communauté, ce qui cadre avec les objectifs de la communauté qui visent l'intégration économique des nouveaux arrivants à l'échelle régionale. Il faut noter que l'étape de l'intégration économique par l'emploi débutait au moment de l'étude, ce qui explique le peu d'information sur le sujet.

Au niveau du **capital social**, l'arrivée de réfugiés à Trois-Pistoles a favorisé la création de relations, de réseaux et d'ententes entre les acteurs locaux, les institutions publiques régionales et provinciales afin de permettre le développement de la structure d'accueil et d'intégration. Le projet a donc déjà un impact considérable sur le capital

social des citoyens et de la communauté en général. L'objectif est actuellement d'inclure dans les processus les organismes de développement et les entreprises de la communauté de Trois-Pistoles et de la région du Bas-St-Laurent afin de favoriser la réussite de l'étape de l'intégration économique des réfugiés.

Au niveau du **capital humain**, l'expérience acquise sur le terrain a permis aux intervenants locaux d'acquérir un savoir et un savoir-faire permettant de développer la structure d'accueil et d'intégration. La francisation permet aux réfugiés d'acquérir du capital humain essentiel à leur intégration socio-économique. Les services sociaux et de santé et le milieu scolaire ont adapté leurs pratiques et leurs services aux nouveaux arrivants. Éventuellement, le développement des services d'aide à l'intégration économique pourrait favoriser l'acquisition du capital humain nécessaire aux personnes immigrantes pour se faire une place sur le marché du travail.

4.2 LE CAS DE THETFORD MINES

4.2.1 Le portrait de la MRC de l'Amiante et de la communauté de Thetford Mines

La ville de Thetford Mines est située dans la MRC de l'Amiante, l'une des sept MRC composant la région Chaudière-Appalaches. La MRC de l'Amiante compte 45 000 habitants. Elle est composée de dix-neuf municipalités et la ville de Thetford Mines en est le principal centre industriel, d'affaires et de services et sa municipalité la plus peuplée avec près de 27 000 habitants. Thetford Mines est issue de la fusion, en 2001, des municipalités de Black Lake, Pontbriand-Robertsonville, Thetford Mines et Thetford Sud. L'industrie minière, l'industrie forestière et l'agriculture constituent les moteurs de l'économie de la communauté. Elle est située à mi-chemin entre deux grands centres : Québec et Sherbrooke. Elle possède un centre hospitalier, un centre universitaire, un collège, un centre de formation professionnelle, une Chambre de commerce et d'industrie, un Centre Local de Services Communautaires (CLSC); la Corporation de développement économique (CDE) et le CLD de l'Amiante se trouvent aussi sur son territoire.

4.2.2 L'historique du projet

Consciente des problématiques de l'exode des jeunes vers les grands centres, du vieillissement et du déclin démographique qui l'affligent et de leur impact sur la vie de la communauté, la Ville de Thetford Mines a décidé, au cours des dernières années, de s'intéresser à l'immigration comme moyen de combler les emplois disponibles, de sauvegarder ses écoles et de revitaliser le milieu. Une campagne d'information transmise par Communication Québec et le bouche à oreille ont permis à la communauté de se faire connaître et d'intéresser des immigrants en quête d'un emploi. Les immigrants qui sont venus s'établir à Thetford Mines au cours des dernières années en sont généralement à leur deuxième destination.

4.2.3 Le développement des processus d'accueil et d'intégration

4.2.3.1 La mobilisation de la communauté

La sensibilisation du milieu : une étape difficile

À Thetford Mines, aucune étape de sensibilisation structurée n'a été mise en place avant l'arrivée des immigrants, la mobilisation du milieu se développant au même moment que la mise en place des services. Malgré cela, il semble que la communauté s'ouvre aux immigrants par l'entremise des intervenants locaux au sein des organismes, institutions et associations impliqués dans le projet et directement en contact avec la population immigrante. Avec la coordonnatrice de l'organisme d'accueil, ce sont là les principaux ambassadeurs de l'immigration dans le milieu.

Cependant, le manque d'information concernant la population immigrante se fait sentir sur le terrain au niveau des services offerts. Il n'y a pas de formations spécifiques, au niveau linguistique et interculturel par exemple, offertes aux professionnels qui interviennent directement auprès des immigrants, ce qui rend les services de première ligne parfois inefficaces. On note un manque d'outils pour mieux comprendre les personnes immigrantes, leur réalité et leur vécu migratoire. Les immigrants sont peu visibles dans la communauté. À l'occasion, ils sont sollicités afin de faire tomber les

préjugés et les clichés; cependant, ils se tiennent pour la plupart entre eux et l'intégration sociale est souvent très difficile. En fait, dans la communauté, l'immigrant reste celui qui est à distance, voire isolé et invisible, et les opportunités d'échanges interculturels restent limitées, ce qui indique qu'un travail important de sensibilisation doit être fait et des activités mises en place, afin de permettre à la communauté et aux immigrants de se rencontrer, de partager et de se rapprocher.

La promotion du projet : pour attirer les immigrants hors des grands centres

Tout d'abord, une campagne visant à faire connaître la ville aux immigrants installés dans les grands centres et à les encourager à venir s'installer dans la MRC de l'Amiante, en insistant sur les possibilités d'emplois, a été mise en place via Communication-Québec et par le bouche à oreille via les réseaux immigrants situés dans les grands centres. Dans le milieu, le journal local *Courrier Frontenac* offre souvent une chronique à la coordonnatrice de l'organisme d'accueil pour qu'elle puisse informer la population et promouvoir l'immigration dans la région.

La sélection des immigrants : recrutement par des chasseurs de têtes

L'intérêt des immigrants pour Thetford Mines vient surtout du fait qu'il y a certains emplois disponibles pour eux. La sélection des immigrants se fait surtout par l'insertion au marché du travail; c'est donc une étape prise en charge surtout par les employeurs. Ce sont des personnes immigrantes de l'organisme d'accueil qui agissent comme « chasseurs de têtes »; elles recrutent et servent d'intermédiaire entre les immigrants et les employeurs pour une entrevue d'embauche. C'est souvent suite à l'obtention d'un emploi que les immigrants et leurs familles viennent s'installer dans la communauté.

4.2.3.2 Développement de la structure d'accueil et d'intégration. Étant donné l'intérêt démontré par certains immigrants, installés dans des grands centres comme Montréal et Sherbrooke, à venir travailler et à s'installer dans la communauté, un organisme d'accueil

pour les immigrants a été fondé en 2003 afin de répondre à leurs besoins. En fait, l'intervenante en charge de l'organisme n'a fait que formaliser et officialiser des services et un accompagnement qu'elle offrait déjà bénévolement. Les objectifs visés par l'organisme d'accueil sont d'encourager les immigrants à s'installer dans la MRC de l'Amiante et de faciliter leur adaptation dans la communauté à travers les services répondant à leurs besoins immédiats et précis; en même temps, on souhaite démystifier l'immigration en conscientisant la population à ce nouveau phénomène et valoriser les immigrants afin de permettre leur épanouissement à travers une intégration bien réussie.

Aide à l'intégration sociale : une intégration sociale difficile pour les immigrants

La ville de Thetford Mines offre un accueil à ses immigrants nouvellement arrivés dans la communauté. Cet accueil officiel a lieu à l'hôtel de ville et la population locale y est invitée. Parallèlement à cet accueil politique, les immigrants sont rencontrés par l'organisme d'accueil qui leur offre l'essentiel de l'aide disponible dans la communauté. Les services religieux de confession catholique peuvent aussi jouer un rôle dans l'accueil et l'accompagnement en s'impliquant auprès des immigrants de cette confession qui le souhaitent. Pour satisfaire les besoins immédiats des immigrants à leur arrivée, la priorité est mise sur le logement. À cette étape, l'organisme d'accueil a pour mandat d'accompagner les immigrants dans leurs recherches pour le logement, les meubles de base et pour se porter garant lors des signatures de baux. Une certaine mobilisation a vu le jour afin de permettre l'installation des immigrants. Cependant, il s'est avéré difficile de trouver des logements assez grands pour tout le monde, obligeant quelques familles à s'éloigner du centre-ville pour trouver des logements convenables.

Une fois accueillis et installés, les immigrants peuvent compter sur les services à leur disposition pour faciliter leur intégration. Le CLSC offre les services de première ligne en matière de santé et de services sociaux. Pour l'intégration des enfants en milieu scolaire, un suivi personnalisé est proposé pour favoriser, entre autres, l'apprentissage du français. Des mesures ont aussi été mises en place pour offrir des cours de francisation aux adultes. Pour ceux-ci, les cours de français sont offerts par les entreprises ou par

l'organisme d'accueil. Sur le plan des activités socioculturelles, outre l'accueil civique à l'hôtel de ville, les immigrants sont parfois invités à participer à des activités organisées par la ville ou par l'école de leurs enfants.

Globalement, il semble que les services offerts par le CLSC en matière de santé et de services sociaux répondent aux besoins de première ligne. Le milieu fait aussi des efforts pour favoriser l'intégration des jeunes immigrants. Il faut noter ici que la diminution du nombre d'enfants dans la région de Thetford Mines a occasionné la fermeture d'une école au cours des dernières années; la présence des jeunes immigrants dans les écoles est donc perçue positivement par la communauté. Malgré ces points positifs, l'intégration sociale des immigrants à Thetford Mines est très peu perceptible. Au chapitre de la francisation, l'instauration de cours de français a été longue et laborieuse, ce qui a retardé l'offre de service dans ce domaine. Pour les jeunes immigrants, le transport des élèves vivant à l'extérieur, dans les villages périphériques, s'est avéré une problématique qui a finalement été résolue par l'embauche d'une professeure à la retraite. Aucune classe d'accueil n'est en place pour favoriser l'intégration des jeunes immigrants en milieu scolaire. Pour les adultes, les services sont disparates. Quelques entreprises projettent d'offrir des cours de français. L'organisme d'accueil offre aussi des cours de français; cependant, compte tenu des horaires de travail et du manque de transport pour les immigrants situés à l'extérieur du cœur de la ville, plusieurs adultes ne peuvent les suivre. L'apprentissage du français est donc problématique pour plusieurs nouveaux arrivants, ce qui contribue à rendre leur intégration sociale à la communauté de Thetford Mines difficile. Les immigrants sont incités à participer à des activités organisées par la communauté; cependant, très peu d'activités socioculturelles, qui pourraient occasionner un rapprochement et un dialogue entre les immigrants et la population locale, sont organisées. Aucun programme de familles-jumelées n'a été mis en place par les acteurs locaux. Globalement, l'accès à l'information est difficile pour les nouveaux arrivants ce qui rend leur installation plus ardue. Les réseaux sociaux à Thetford Mines sont en construction et plusieurs nouveaux arrivants gardent des liens importants avec les gens rencontrés dans les destinations précédentes.

Aide à l'intégration économique : ne favorise pas l'intégration sociale

C'est l'emploi qui incite les immigrants à venir s'établir à Thetford Mines et ses environs. En optant pour l'emploi comme outil d'attraction, l'embauche est préalable à l'établissement des immigrants dans la communauté. Les organismes de développement du milieu ne semblent pas impliqués au niveau de l'aide à l'intégration économique; les immigrants sont directement mis en contact avec les employeurs, via l'organisme d'accueil ou leur réseau primaire. Les acteurs locaux n'ont pas développé de services et d'activités pour favoriser l'employabilité et l'intégration des immigrants sur le marché du travail. Le fait d'avoir un emploi comble un besoin financier et permet aux immigrants de gagner leur vie. Cependant, les liens sociaux semblent difficiles à créer en milieu de travail ce qui rend l'intégration socio-économique encore plus problématique pour les immigrants établis à Thetford Mines. D'autant plus que les emplois détenus par les immigrants ne leur permettent pas de travailler dans leur domaine et ils sont généralement surqualifiés pour les emplois qu'on leur offre.

4.2.3.3 La rétention : des activités à développer pour garder les nouveaux arrivants. Thetford Mines commence à peine à consolider sa structure d'accueil et d'intégration. Cependant, la communauté doit déjà réfléchir à mettre en place une stratégie de rétention pour ses nouveaux arrivants. En effet, au cours des derniers mois, plusieurs familles ont décidé de quitter la communauté; ce fait et la faible intégration sociale des immigrants, démontrent l'importance pour les acteurs locaux de poursuivre le développement des activités et des services offerts.

4.2.4 L'impact sur le patrimoine de la communauté

L'expérience de Thetford Mines au niveau de l'accueil et de l'intégration d'immigrants est encore récente. Malgré la faible intégration sociale des immigrants et une rétention faible jusqu'à présent, on peut tout de même remarquer que leur présence a un certain impact sur le patrimoine de la communauté.

Au niveau du **capital physique** de la communauté, la présence de familles immigrantes a principalement permis l'occupation de logements disponibles, la consolidation du réseau scolaire très fragile grâce à l'augmentation du nombre d'élèves au primaire et au secondaire et le développement des services offerts par les infrastructures associées aux services sociaux et de santé. Tout comme pour Trois-Pistoles, l'immigration permet de consolider le capital physique existant, sans cependant créer de nouvelles infrastructures.

Au niveau du **capital économique** de la communauté, la majorité des personnes immigrantes présentes à Thetford Mines et ses environs ont des emplois. Les entreprises ont un rôle important à jouer dans le projet car l'emploi demeure la porte d'entrée pour les personnes immigrantes à Thetford Mines.

Au niveau du **capital social et humain**, l'arrivée d'immigrants dans la communauté a entraîné la création de relations, de réseaux et d'ententes afin de mettre en place les services d'accueil et d'intégration répondant à leurs besoins immédiats. Cela a permis de diversifier le capital social des acteurs locaux tout en leur permettant de développer un savoir et un savoir-faire qui ont débouché sur une diversification des connaissances et des compétences dans leur domaine respectif.

4.3 LE CAS DE CINQ VILLAGES DE LA MRC DES ETCHEMINS

4.3.1 Le portrait de la MRC des Etchemins et des cinq villages

Située dans la partie sud de la région Chaudière-Appalaches, la MRC des Etchemins regroupe 13 municipalités. Elle compte 18 937 habitants répartis sur une superficie de 1811 kilomètres carrés, son territoire représentant 11,9% de la superficie de la région Chaudière-Appalaches. Les pôles urbains à proximité de la MRC des Etchemins sont Saint-Georges à 55 km, Lévis à 85 km et Québec à 110 km. Les cinq municipalités impliquées dans le projet sont Saint-Camille (925 habitants), Saint-Cyprien (611 habitants), Sainte-Justine (1872 habitants), Saint-Magloire (686 habitants) et Sainte-

Sabine (417 habitants). L'exploitation forestière et l'agriculture sont les moteurs de l'économie de la MRC et embauchent une partie importante de la population active. L'activité agricole se concentre principalement au niveau de la production laitière, bovine et acéricole. Le Ministère du Développement économique et régional classe la MRC des Etchemins parmi les MRC à caractère rural du Québec. En effet, 63,6% de sa population vit en zone rurale, comparativement à 36,4% en zone urbaine. Les principaux services à la population sont presque tous concentrés à Lac-Etchemins, municipalité principale et la plus peuplée de la MRC.

4.3.2 L'historique du projet

Suite à la venue d'une délégation de membres du MSIQ (Mouvement de solidarité interethnique du Québec Inc.) à Sainte-Justine lors de la fête nationale du 24 juin 2004, un comité local formé d'élus et de citoyennes et citoyens provenant des villages de Saint-Camille, Saint-Cyprien, Sainte-Justine, Saint-Magloire et Sainte-Sabine voit le jour afin d'explorer les possibilités de revitalisation et de développement pour leurs municipalités. Quelques semaines plus tard, le comité local invite M. Chakda Yorn de l'Université de Sherbrooke à faire une conférence sur le développement local afin de permettre aux acteurs locaux présents de se familiariser avec ce concept. Plus tard dans l'été, un groupe de travail de huit personnes se rencontre et identifie les défis communs suivants : occuper le territoire, conserver et améliorer les structures pour les services de base, impliquer la population, convaincre les municipalités à travailler ensemble pour revitaliser le milieu et, finalement, amener les jeunes à s'impliquer; le but visé est d'assurer la survie des cinq villages et de développer leur sentiment d'appartenance dans le projet. Deux objectifs se sont dégagés de cette rencontre : faire l'inventaire des emplois disponibles dans les cinq municipalités et faciliter la venue de nouveaux résidents, incluant des personnes immigrantes. Au début du mois d'octobre, le porteur du projet embauche un étudiant de l'Université de Sherbrooke, présent d'ailleurs à la conférence sur le développement local en tant qu'assistant de recherche pour M. Yorn, comme ressource au comité local pour aider à mieux circonscrire le projet.

Une rencontre du comité local a lieu le 24 octobre à Saint-Magloire; elle vise à faire un bilan des démarches réalisées jusque là et à discuter des actions à venir. Une rencontre d'information pour le milieu est fixée au 20 novembre 2004 à Ste-Justine. Entre temps, le comité local se donne comme mandat de continuer à sensibiliser le milieu et à promouvoir le projet dans les cinq villages. Le comité local définit aussi les mandats de la ressource universitaire : rencontrer les élus des municipalités impliquées dans le projet pour discuter avec eux de leur vision du projet et des craintes qu'il peut susciter, entrer en contact avec les organismes impliqués dans le développement socio-économique sur le territoire de la MRC pour les inviter à la rencontre du 20 novembre et fournir de l'information sur des projets d'accueil et d'intégration d'immigrants par une collecte de données dans la région du Bas-St-Laurent.

Le 20 novembre, une soixantaine de personnes, maires, citoyens, membres de groupes communautaires et d'organismes de développement impliqués dans le milieu participent à la rencontre. La première partie de la réunion permet au porteur du projet de résumer les démarches entreprises jusqu'à ce jour. Dans un deuxième temps, une personne-ressource de la Chambre de commerce de Lévis, travaillant au niveau de l'immigration depuis plusieurs années, fait une présentation des défis et des enjeux associés à l'immigration au Québec et dans les régions. En troisième lieu, la ressource universitaire présente une synthèse de sa collecte de données réalisée dans le Bas-St-Laurent et, du même coup, fournit de l'information sur les défis et les enjeux rencontrés par les acteurs locaux et les immigrants eux-mêmes dans le cadre d'un projet d'accueil et d'intégration d'immigrants en région. Pour terminer, les intervenants présents décident de créer une table de concertation sur l'immigration qui aura à discuter des processus à mettre en marche pour réaliser le projet. En attendant la première réunion de la table de concertation, le comité local renouvelle son mandat de poursuivre la sensibilisation et la promotion. Quant à la ressource universitaire, elle est associée à la personne-ressource de la Chambre de commerce de Lévis pour commencer à trouver des sources de financement et faire une ébauche de projet accompagné d'un montage financier.

La première rencontre de la table de concertation a lieu le 17 janvier 2005 à St-Cyprien. Le porteur du projet procède à un retour sur la réunion du 20 novembre, suivi d'un résumé des démarches entreprises depuis. Par la suite, la personne-ressource de la Chambre de commerce de Lévis et la ressource universitaire présentent les différents volets du projet ébauché, suivis de la présentation du montage financier associé au projet. Le projet et le montage financier sont discutés avec les membres de la table et, finalement, il est décidé de suspendre le projet, du moins pour un moment, afin de réfléchir sur les priorités et les orientations à lui donner. C'est principalement au niveau du montage financier que les discussions achoppent, les élus n'étant pas prêts à mettre le minimum d'argent demandé au milieu pour financer le projet; certains élus manifestent le souhait d'utiliser cet argent des contribuables à la rétention de la population déjà présente sur leur territoire. Les acteurs locaux présents à la table réalisent aussi que la sensibilisation des milieux et la promotion du projet n'ont pas été réalisées comme il aurait été souhaitable de le faire dans les communautés.

4.3.3 Le développement des processus d'accueil et d'intégration

4.3.3.1 La mobilisation des communautés

La sensibilisation du milieu : une fête qui débouche sur un projet

À Sainte-Justine, le 24 juin 2004, à l'occasion de la Saint-Jean-Baptiste, la sensibilisation du milieu a débuté avec la présence d'immigrants établis à Québec. Afin de souligner la présence des immigrants, des activités ont été organisées et un système de parrainage a été instauré pour permettre aux immigrants d'être hébergés par des citoyens locaux. Cela a permis à la population locale d'établir un premier contact avec les immigrants. Par la suite, tout au long du projet, les membres du comité local ont eu pour mandat de poursuivre la sensibilisation dans leur communauté respective par le bouche à oreille. La rencontre du 20 novembre 2004, où il y a eu, entre autres, présentation des personnes-ressources, a aussi permis de sensibiliser le milieu en permettant la prise de conscience des enjeux et des défis que soulèvent l'accueil et l'intégration des immigrants en région.

La promotion du projet : la diffusion au sein des réseaux immigrants établis dans les grands centres aide à faire connaître les initiatives locales

Pour faire connaître l'initiative dans le milieu, la promotion s'est faite via les journaux locaux par la publication d'un article dans *La Voix du Sud* et une lettre circulaire qui résumait l'objectif des démarches entreprises par le comité. Pour faire connaître l'initiative auprès des immigrants installés à Québec, le comité local s'est associé au MSIQ, qui a diffusé les emplois disponibles dans les municipalités et fait la promotion du projet auprès de ses membres. Cependant, aucun plan de communication pour promouvoir les milieux et le projet n'a été développé par les acteurs locaux durant la durée du projet.

La sélection : un organisme d'aide à l'accueil et à l'intégration des immigrants comme partenaire au niveau de la sélection

Au moment où le projet s'est arrêté, le recrutement se faisait principalement en partenariat avec le MSIQ qui tentait de recruter auprès de ses membres, des immigrants intéressés à aller s'établir dans les cinq municipalités.

4.3.4 Le développement de la structure, rétention et impact sur la communauté

Le milieu ayant décidé de ne pas aller de l'avant avec le projet pour le moment, aucun service ou activité d'accueil et d'intégration n'a été développé et l'immigration n'a pas eu d'impact sur les communautés jusqu'à présent.

4.4 LE CAS DE RIVIÈRE-DU-LOUP

4.4.1 Le portrait de la MRC et de la ville de Rivière-du-Loup

La ville de Rivière-du-Loup est située dans la MRC du même nom et est une des huit MRC composant la région du Bas-St-Laurent. En janvier 2004, la MRC de Rivière-

du-Loup comptait 32 386 habitants répartis sur une superficie 1270 kilomètres carrés. Elle compte quatorze municipalités et Rivière-du-Loup en est le principal centre de services et sa municipalité la plus peuplée avec 18 118 habitants. Rivière-du-Loup est située au croisement des principales routes qui relient Montréal à la Gaspésie et au Nouveau-Brunswick. Elle a été nommée « Capitale culturelle du Canada » en 2003 puis, en 2004, elle a reçu le titre de « Ville de l'année au Québec ». Rivière-du-Loup représente désormais un centre culturel et industriel majeur. Au niveau culturel, elle est dotée d'un centre culturel, d'une maison de la culture, d'un musée, ainsi que de quelques galeries d'art. La région de Rivière-du-Loup a développé une économie diversifiée avec des entreprises présentes dans divers secteurs tels que la tourbe, le verre, les pâtes et papiers, l'agroalimentaire, le bois d'œuvre, la machinerie et le transport terrestre et maritime. La ville loge le CLD et le SADC de la MRC de Rivière-du-Loup et compte un parc industriel. Des institutions d'enseignement et un centre régional de santé sont aussi présents sur son territoire.

4.4.2 L'historique du projet

En 2001, le CLD de la région de Rivière-du-Loup se présente à la *Foire des villages* à Montréal afin de faire la promotion du milieu et d'inviter les Montréalais à venir s'établir dans la région. Étant donné le peu de suivi que procure ces événements et le fait qu'entre temps, certaines entreprises ont indiqué qu'il était de plus en plus difficile de trouver de la main-d'œuvre dans la région, la ville de Rivière-du-Loup organisa, en novembre 2002, un rendez-vous socio-économique. Pour l'occasion, le CLD présenta une politique d'accueil élaborée autour de la mise en place d'un numéro de téléphone sans frais 1-877-VRAIE VIE afin de répondre aux demandes d'information des personnes ayant un intérêt à venir éventuellement s'établir dans la région. Cette idée a été bien acceptée par le milieu et la communauté s'est mobilisée pour développer le service. Dans les semaines qui suivirent la *Foire des villages* de 2003, où a été présentée la ligne sans frais, plusieurs personnes, dont de nombreux immigrants, ont téléphoné pour demander de l'information sur le milieu.

Suite à cet intérêt démontré par plusieurs immigrants, le milieu a commencé à réfléchir à la possibilité d'inclure l'immigration comme voie de développement et à se questionner sur la façon de rendre cela concret sur le terrain. Avant qu'une stratégie ne soit mise en place, deux entreprises de la région de Rivière-du-Loup ont embauché quelques immigrants et ont demandé au CLD de prendre en charge l'accueil et l'intégration des ces nouveaux arrivants. Le CLD et son conseil d'administration, après réflexion, ont accepté cette responsabilité. Une table sectorielle sur l'immigration fut formée avec divers partenaires du milieu et un plan d'action fut établi en 2003 lequel comporte une étape préaccueil, qui inclut des volets comme la sensibilisation et la promotion, ainsi qu'un volet accueil et intégration. On décide alors de concentrer les efforts à court terme sur une étape de sensibilisation du milieu, tant auprès de la population que des employeurs.

4.4.3 Le développement des processus d'accueil et d'intégration

4.4.3.1 La mobilisation des communautés

La sensibilisation du milieu : pour prendre le pouls du milieu

Pour réaliser cette étape, le CLD de la région de Rivière-du-Loup a demandé une subvention, via l'entente spécifique signée par le Bas-St-Laurent avec le MRCI, pour l'embauche d'une ressource à temps plein. Cette subvention fut accordée et le CLD a engagé, en avril 2004, une agente de sensibilisation pour une période d'un an. Son travail consiste à sensibiliser les citoyens et les entreprises au moyen de rencontres d'information, de conférences, etc., afin de s'assurer que dans l'éventualité où le milieu décidait d'aller plus loin dans le projet, Rivière-du-Loup soit un terrain fertile et ouvert à l'immigration et réussisse le défi de l'accueil et de l'intégration. Cependant, la subvention ne garantit l'embauche de la ressource que pour un an. Pour développer les étapes subséquentes, le milieu aura besoin d'appuis financiers du Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) ou de partenaires comme Emploi-Québec et autres. Il est certain qu'une formule de financement par projet n'est pas l'idéal. Le milieu souhaite à moyen terme un financement plus stable; toutefois, cela n'empêche pas pour l'instant les acteurs locaux d'avancer dans le développement de la régionalisation de l'immigration.

La promotion de la communauté et du projet : se déplacer à Montréal

Le CLD de la région de Rivière-du-Loup profite d'événements comme la *Foire des régions* pour promouvoir sa région et inciter les Montréalais à venir s'établir dans la communauté. Au cours des derniers mois, il a organisé quelques rencontres d'information à Montréal afin d'inciter les immigrants qui y sont établis, à venir s'installer dans la région.

La sélection : un plan d'action axé sur les travailleurs autonomes

Aucune stratégie de sélection n'a encore été mise en place pour recruter des immigrants. Le plan d'action a cependant ciblé les immigrants travailleurs indépendants.

4.4.3.2 Développement de la structure d'accueil et d'intégration et rétention. Les acteurs locaux ne sont pas encore rendus à cette étape. Cependant, certains gestes ont été posés afin de favoriser l'accueil et l'intégration des immigrants qui arrivent sur le territoire. Le CLD fait de l'accompagnement individuel auprès des immigrants qui font appel à ses services afin de faciliter leur établissement et satisfaire leurs besoins immédiats. Les acteurs locaux ont préféré se réseauter et se mobiliser sans structure d'accueil et d'intégration, pour le moment, étant donné qu'ils ne savent pas combien d'immigrants viendront s'installer.

4.4.4 L'impact sur le patrimoine de la communauté

L'expérience de Rivière-du-Loup se concentrant sur la sensibilisation du milieu et étant donné le faible nombre d'immigrants présentement dans la communauté, le projet a eu très peu d'impact sur le capital physique et le capital économique. Cependant, l'étape de sensibilisation du milieu a permis de développer le capital social et le capital humain des acteurs locaux. Sur le plan du **capital social**, la table sectorielle sur l'immigration a permis à des partenaires institutionnels et aux acteurs locaux de se réseauter pour favoriser la mise sur pied d'un plan d'action. Ces liens tissés permettent aussi de répondre

aux besoins primaires des immigrants. Sur le plan du **capital humain**, le fait de se concerter pour accueillir des immigrants permet aux acteurs locaux travaillant au sein des organismes participant à l'expérience, de développer un savoir, un savoir-faire et un savoir-être qui augmentent leur capital humain. Les activités de sensibilisation telles que les conférences, les ateliers, les rencontres individuelles avec les employeurs qu'effectue l'agente de sensibilisation offrent l'occasion aux acteurs locaux d'acquérir des connaissances et des compétences qui favorisent l'acquisition de capital humain et qui leur permettront peut-être, si l'expérience va plus loin, de réussir le volet accueil et intégration.

4.5 LE CAS DE LA MRC DU KAMOURASKA

4.5.1 Le portrait de la MRC du Kamouraska

La MRC du Kamouraska est une des huit MRC composant la région du Bas-Saint-Laurent. En janvier 2004, elle comptait 22 662 habitants dans 17 municipalités réparties sur une superficie 2256 kilomètres carrés. La MRC du Kamouraska est reconnue pour son dynamisme économique dans le secteur agroalimentaire, où elle détient le titre d'agrobiopôle du Bas-St-Laurent. Elle est la plaque tournante en matière de recherche et développement ainsi qu'au niveau du transfert de technologie avec, sur son territoire, l'Institut de technologie agroalimentaire du Québec, Centre d'expertise en production ovine du Québec, le Centre d'expertise en production porcine du Québec et le Centre de développement bioalimentaire du Québec. La production d'équipements de transport, associée à la présence de Bombardier Transport, la production du cuir et le développement de l'industrie touristique contribuent au développement économique de la MRC. Les principaux organismes de développement tels que la SADC, le CLD et Emploi-Québec sont présents sur son territoire.

4.5.2 L'historique du projet

C'est une entreprise, Viandes Kamouraska de Saint-Pascal, qui a servi de catalyseur à l'immigration dans la région en embauchant sept ou huit immigrants, résidents permanents, provenant majoritairement de la Ville de Québec. Ces immigrants sont arrivés à St-Pascal à l'été 2004 pour occuper un emploi à temps plein. Par la suite, les membres de leur famille les ont rejoints, ce qui fait qu'à l'automne 2004, une quarantaine d'immigrants étaient établis dans le milieu.

Au départ, l'accueil a été pris en charge par l'entreprise elle-même; elle se chargeait d'installer les immigrants et de les intégrer dans l'entreprise. Les démarches effectuées étaient assumées par l'entreprise sans un apport structuré du milieu si ce n'est la participation du CLSC et de la Ville. Le contexte et l'urgence d'intégrer les personnes dans leur nouveau milieu de vie ont incité les élus de la MRC à donner au CLD le mandat de développer une plate-forme d'accueil et d'intégration. Le CLD a donc embauché un coordonnateur à l'accueil et à l'intégration pour un an. Quatre volets ont été ciblés : l'accueil, la sensibilisation, l'intégration et le soutien auprès des entreprises. Pour répondre à ce mandat, un comité local, composé d'intervenants de première ligne, a été mis en place à St-Pascal pour favoriser l'accueil et l'intégration des immigrants et prendre la relève de l'entreprise dans les tâches effectuées par celle-ci. On souhaite éventuellement inclure d'autres municipalités de la MRC dans le projet. Pour cette raison, en décembre 2004, une table régionale a été créée; y siège, les directeurs des principaux organismes régionaux impliqués dans le projet. Les partenariats à ce niveau sont en construction et le CLD souhaite passer par les comités de développement présents dans les municipalités pour créer d'autres comités locaux.

À la mi-janvier 2005, un événement vint bousculer les acteurs locaux : l'arrivée dans la région de treize colombiens provenant directement de Colombie. L'arrivée de ces immigrants a représenté un défi imposant pour les acteurs locaux et les membres du comité qui, tout en réalisant les interventions nécessaires, un défi en soi, ont été confrontés jusqu'à la dernière minute au fait de ne pas connaître le nombre exact de

nouveaux arrivants à recevoir. Présentement, en avril 2005, les acteurs locaux de la MRC poursuivent le développement de leur plate-forme d'accueil et d'intégration.

4.5.3 Le développement des processus d'accueil et d'intégration

4.5.3.1 La mobilisation des communautés

La sensibilisation du milieu : mieux vaut tard que jamais!

Le CLD ayant ciblé la sensibilisation comme un des volets à développer dans le cadre du projet, des activités commencent à se mettre en place. À St-Pascal, les activités de sensibilisation du milieu sont principalement initiées par le coordonnateur et le comité local via une tournée des services utilisés par les nouveaux arrivants pour sensibiliser les intervenants à la réalité de l'immigration et pour s'assurer que tout fonctionne bien dans leurs interactions avec les personnes immigrantes. Le coordonnateur rencontre des employeurs potentiels de la MRC afin de les sensibiliser aux enjeux de l'immigration et à l'apport potentiel des immigrants pour l'entreprise. Deux soupers-conférences ont été organisés avec des organismes communautaires. À cette occasion deux immigrants ont entretenu l'auditoire de leur vécu migratoire; cette activité a permis des échanges et a contribué à sensibiliser les gens présents. Le coordonnateur a aussi une chronique à la radio qui lui permet, en plus de promouvoir le projet, de sensibiliser la population locale aux défis et aux enjeux associés à l'accueil et à l'intégration d'immigrants dans la région.

La promotion de la communauté et du projet : divers canaux pour rejoindre le maximum de citoyens

La promotion a été réalisée principalement en collaboration avec la presse écrite via les journaux locaux et le bulletin d'information régional *Interkam*. Le coordonnateur a aussi une chronique à la radio qui lui permet de promouvoir le projet et les activités qui lui sont associées. Pour le moment, aucun plan de communication n'a été mis en œuvre pour faire la promotion de la communauté et du projet à l'échelle locale, provinciale et internationale.

La sélection des immigrants : peu d'implication pour les acteurs locaux

Pour la première cohorte, le recrutement et la sélection ont été réalisés par le Service d'Orientation et d'Intégration des Immigrants au Travail de Québec (SOIIT), organisme de Québec. Pour la deuxième cohorte, le MICC a choisi des immigrants permanents accueillis au titre du regroupement familial. Pour le moment, les acteurs locaux sont peu impliqués dans les processus de sélection.

4.5.3.2 Développement de la structure d'accueil et d'intégration. La structure d'accueil et d'intégration est présentement en développement dans la MRC du Kamouraska. Entre l'arrivée de la première et de la deuxième cohorte, il y a eu transfert des responsabilités de l'entreprise vers le CLD. Le transfert se fait graduellement mais représente encore un défi pour les acteurs locaux. Plutôt que de se concentrer sur l'intégration économique comme ce fut le cas pour la première cohorte, la stratégie du CLD et de ses partenaires a été de favoriser l'intégration sociale préalablement à l'intégration économique pour la deuxième cohorte arrivant directement du pays d'origine. On tente donc d'offrir aux nouveaux arrivants des services et des activités d'accueil et d'intégration pour favoriser leur installation et leur intégration dans leur nouveau milieu.

Aide à l'accueil et à l'intégration sociale : une deuxième cohorte qui teste la structure

L'arrivée de la première cohorte a permis une certaine mobilisation du milieu, ce qui a facilité les choses lors de la mise sur pied du comité local et des services d'accueil et d'intégration sociale. Les acteurs locaux ont tout d'abord développé les services de transport, les services de santé et psycho-sociaux, les services en milieu scolaire ainsi que des activités permettant de faire connaître les services de proximité dont les immigrants ont besoin; aussi, des services ponctuels tels que la traduction et les cours de conduite peuvent être offerts au besoin. L'arrivée de la deuxième cohorte a été un test important pour les acteurs locaux qui ont vu leur structure d'accueil et d'intégration être mise à l'épreuve. Rapidement, ils ont dû s'adapter et diversifier leur offre de service. Ainsi, aux

services déjà offerts, il a fallu mettre sur pied un accompagnement pour les documents administratifs relatifs à l'assurance sociale, l'assurance maladie, la sécurité du revenu et les allocations familiales. Un service d'interprétariat a été développé. Au chapitre de la francisation, deux classes sont en place dont une permettant aux parents et leurs enfants de la nouvelle cohorte de se retrouver dans la même classe, trois heures par jour, quinze heures par semaine. Des activités socioculturelles commencent à s'organiser sur le territoire ce qui permet à la population locale et aux immigrants de se rencontrer. Les services de transport ont été adaptés à la population immigrante pour faciliter leurs déplacements dans le milieu.

Il est trop tôt pour faire une évaluation des services d'aide à l'accueil et à l'intégration sociale mis en place. Globalement, selon le coordonnateur, l'expérience est satisfaisante et les acteurs locaux ont réussi à développer, améliorer et diversifier les services offerts. Le fait qu'ils aient pu accueillir la deuxième cohorte dès leur arrivée a permis d'établir une relation de confiance dès le départ, ce qui facilite l'intégration des nouveaux arrivants. Cependant, les intervenants souhaitent, dans le futur, plus d'information sur le nombre d'immigrants à recevoir et le moment de leur arrivée; on pourra ainsi se préparer à l'avance et s'assurer d'avoir les ressources financières nécessaires à l'embauche d'une ressource en appui au coordonnateur dès leur arrivée dans la MRC.

Aide à l'intégration économique : un volet qui commence à se développer

L'emploi a été la porte d'entrée pour la première cohorte. Cependant, il commence à y avoir un taux de roulement important pour cette cohorte; quelques-uns ont quitté l'entreprise au cours des derniers mois et certains pourraient suivre éventuellement. La deuxième cohorte poursuit son intégration sociale et devrait intégrer le marché du travail dans les prochains mois. L'aide à l'intégration économique devient une priorité pour les acteurs locaux; des partenariats et des projets sont en développement avec les organismes de développement travaillant sur l'employabilité et l'insertion en emploi dans

la MRC pour faciliter l'intégration économique des personnes immigrantes présentes sur le territoire.

4.5.3.3 La rétention : par le développement d'activités pour impliquer les immigrants. Au moment d'écrire ce texte, en mars 2005, des activités impliquant les immigrants commencent à être mises en place et continueront à se développer au cours des prochains mois afin de poursuivre la sensibilisation du milieu et d'intégrer les nouveaux arrivants au sein des processus d'accueil et d'intégration. Il est trop tôt dans le projet pour faire une évaluation et un suivi du projet.

4.5.4 L'impact sur le patrimoine de la communauté

Jusqu'à maintenant, le développement de la structure d'accueil et d'intégration est en cours depuis seulement quelques mois. Il est trop tôt pour évaluer l'impact réel de l'immigration sur le patrimoine de la communauté de St-Pascal et des autres municipalités de la MRC.

Toutefois, jusqu'à présent, les nouveaux arrivants influencent le **capital physique** en occupant des logements vacants, en permettant le développement des services sociaux et de santé et en consolidant le réseau scolaire, tout en contribuant à l'adaptation des services de transport. L'arrivée de personnes immigrantes a favorisé le développement du **capital social** des acteurs locaux grâce à la mise en place du comité local et, au niveau régional, par la mise en place de la table de concertation et de la structure d'accueil et d'intégration. Au chapitre du **capital humain**, la sensibilisation en cours de la population hôte devrait avoir un impact sur le capital humain des acteurs locaux et de la population locale. L'arrivée de quelques travailleurs immigrants à Viandes Kamouraska a augmenté le **capital économique** de St-Pascal. Cependant, au cours des derniers mois, quelques travailleurs ont quitté l'entreprise; certains se sont trouvés un emploi chez d'autres employeurs. Les membres de la deuxième cohorte ne travaillent pas pour le moment. Le CLD veut ouvrir l'immigration à d'autres municipalités de la MRC. Il faudra voir la nature des stratégies mises en place par les acteurs locaux pour développer l'aide à

l'intégration économique; cela permettra d'avoir une meilleure idée de l'impact de l'immigration sur le capital économique et le capital social de la MRC, ainsi que du potentiel en capital humain que peuvent posséder et acquérir les nouveaux arrivants via l'intégration économique.

4.6 LE CAS DE LAC-MÉGANTIC

4.6.1 Le portrait de la MRC du Granit et de la ville de Lac-Mégantic

Lac-Mégantic est situé dans la MRC du Granit, une des six MRC constituant la région de l'Estrie, qui englobe aussi Sherbrooke, une ville considérée comme hors MRC depuis le 1^{er} janvier 2002. La MRC du Granit compte 22 362 habitants sur une superficie de 27 333 kilomètres carrés; elle est la MRC la plus étendue du Québec et la moins peuplée de la région de l'Estrie. Elle compte 20 municipalités et Lac-Mégantic est sa municipalité comptant le plus d'habitants avec 6 029. Lac-Mégantic est considéré comme le point central où sont regroupés les principaux secteurs d'activités, les services et les organismes publics tels que l'hôpital, les établissements d'enseignement ainsi que les centres culturels. L'économie de la MRC du Granit est concentrée sur la transformation du bois et du granit, la confection de vêtements et l'agro-alimentaire, dans les secteurs de la production bovine et de la production acéricole où elle produit près de 10% du sirop d'érable de toute la province. C'est une ville aussi très prisée des touristes grâce principalement à son lac et à l'Observatoire d'astronomie. Plusieurs entreprises et commerces de ces secteurs se retrouvent sur son territoire. Le développement de ces entreprises crée des occasions d'affaires au niveau international, entraîne l'expansion et la création d'activités connexes au niveau de l'approvisionnement et de la sous-traitance de même que la création de produits de deuxième et de troisième transformation. Lac-Mégantic a développé son propre parc industriel et le CLD du Granit est situé dans la communauté.

4.6.2 L'historique du projet

Au milieu des années 90, la Société d'Aide au Développement Économique de la Collectivité du Granit (SADEC), devenue le CLD, constatait que si rien n'était fait, il y aurait bientôt une pénurie de main-d'œuvre dans la région et ce, dans plusieurs secteurs d'activités. Déjà, quelques entreprises commençaient à avoir de la difficulté à recruter des travailleurs locaux pour certaines catégories d'emplois de type manuel. Dans ce contexte, la SADEC décida de développer l'immigration comme moyen de combler les emplois disponibles dans la MRC. Les acteurs locaux décidèrent, dans un premier temps, de faire des démarches pour accueillir des réfugiés politiques. Des ententes ont été conclues entre des organismes de la ville de Sherbrooke et les acteurs locaux de Lac-Mégantic pour que la communauté accueille des familles immigrantes installées à Sherbrooke.

En décembre 1996, huit familles immigrantes ayant le statut de réfugiés de guerre et provenant des pays de l'Europe de l'Est arrivèrent à Lac-Mégantic. Par la suite, le gouvernement s'intéressa au projet de Lac-Mégantic et des fonds publics furent injectés dans l'expérience. La SADEC obtint le mandat d'accueillir les réfugiés; un comité d'accueil fut créé afin de prendre en charge les familles. Le mandat du comité était de répondre aux besoins primaires des familles tels que le logement, l'inscription à la sécurité du revenu, l'inscription des enfants à l'école et aux mesures de francisation. Cependant, les difficultés financières et le manque d'accompagnement et de ressources qui en résultèrent, occasionnèrent le départ, dans les mois suivants, de sept des huit familles. Après deux ans de fonctionnement, la SADEC décida de ne pas renouveler le mandat du comité. Au même moment, le Ministère décida de cesser l'accueil de première destination car les résultats étaient mitigés et les coûts associés à la francisation trop élevés. Cette situation confirma l'échec de la première expérience de régionalisation de l'immigration à Lac-Mégantic. C'est la Maison de la Famille qui prit en charge l'accueil de personnes immigrantes jusqu'à ce que le Service d'Accueil aux Nouveaux Arrivants (SANA) voit le jour en 2000.

Depuis 1998, la MRC du Granit et la communauté de Lac-Mégantic accueillent des immigrants de deuxième destination. Elle comptait en 2004 environ soixante familles provenant majoritairement de la Colombie. Au cours des dernières années, quelques immigrants indépendants sont venus s'y établir. Plusieurs familles immigrantes d'origine afghane ont décidé de travailler à Lac-Mégantic tout en choisissant de s'établir dans les grands centres urbains, principalement à Sherbrooke, ce qui va à l'encontre des aspirations du milieu qui souhaite voir les nouveaux arrivants s'établir dans la communauté.

4.6.3 Le développement des processus d'accueil et d'intégration

4.6.3.1 La mobilisation de la communauté

La sensibilisation du milieu : rejoint peu d'acteurs locaux

Le projet d'accueillir des immigrants dans la communauté de Lac-Mégantic a été quelque peu imposé à la population locale par les organismes de développement. Le volet immigration s'est mis en place sans consulter la population donc, sans mobilisation. Aucune étape structurée de sensibilisation du milieu n'a été organisée. Au début, la population locale n'a pas été très accueillante envers les nouveaux arrivants occasionnant ainsi des difficultés d'intégration pour plusieurs immigrants et familles immigrantes qui se sont souvent senti peu appuyer par la population hôte. Des situations d'incompréhension interculturelle ont émergé, souvent basées sur des préjugés; elles auraient pu être en partie évitées par le développement d'un volet sensibilisation. Les acteurs locaux dans le milieu de l'éducation et de la santé et des services sociaux se sont souvent retrouvés démunis et impuissants devant certaines situations, ce qui a rendu l'offre de service difficile. Les employeurs ont, pour la plupart, une implication minime dans l'offre de service d'accueil et d'intégration. Cependant, au fil des années, la population s'est habituée et a accepté la présence d'immigrants dans sa communauté. Le SANA a pris en charge la sensibilisation de la communauté. Son objectif en matière de sensibilisation est d'amener graduellement les acteurs locaux à devenir une source d'information dans leur secteur en diffusant de l'information et en formant le personnel

avec lequel ils travaillent, ce qui allégerait la tâche de l'organisme. Cependant, les résultats sont pour le moment mitigés.

La promotion du projet : peu de choses jusqu'à présent

Aucun plan de communication n'a été mis en place jusqu'à maintenant. À l'occasion, lorsqu'il y a des événements auxquels sont associés les immigrants, des articles paraissent dans le journal local *l'Écho de Frontenac*.

La sélection des immigrants : les employeurs, la porte d'entrée

C'est le SANA et le CLD qui servent de courroie de transmission entre les travailleurs immigrants et les entreprises en leur trouvant des opportunités d'emploi. C'est ultimement les employeurs qui font la sélection des personnes immigrantes et qui décident de l'embauche.

4.6.3.2 Développement de la structure d'accueil et d'intégration. C'est le SANA qui s'occupe de l'accueil et de l'intégration des nouveaux arrivants. Il est le guichet unique concernant l'immigration. La mission de l'organisme est de favoriser l'intégration en emploi des personnes immigrantes tout en mettant sur pied des actions et des services susceptibles d'améliorer le cadre de vie des immigrants, en favorisant leur installation et leur intégration dans la société d'accueil.

Aide à l'accueil et à l'intégration sociale : un volet pris en charge par le SANA.

Lorsque l'immigrant a un emploi, le SANA. prend en charge l'accueil, l'installation et l'intégration sociale de la famille en répondant tout d'abord aux besoins primaires qui peuvent se présenter tels que la recherche d'un logement et son

aménagement ainsi que l'inscription des enfants à l'école. L'accompagnement est aussi offert lors des premiers déplacements à la mairie, au CLSC et au CLE pour remplir des documents administratifs et pour faire connaître les principaux services disponibles dans la communauté, jusqu'à ce que les personnes se sentent autonomes dans leur démarche. Aucun service d'interprétariat officiel n'est offert dans la communauté. Un système de jumelage entre familles immigrantes et familles québécoises est proposé pour créer des réseaux, favoriser les échanges et contrer l'isolement que peuvent vivre les nouveaux arrivants dans leur nouvel environnement.

En milieu scolaire, les écoles primaire et secondaire n'ont fait qu'adapter les structures en place en fonction des besoins des nouveaux arrivants. Ces écoles ne comptent pas de classe d'accueil étant donné le peu d'élèves immigrants accueillis. Cependant, l'école secondaire a mis en place une mesure qui permet aux élèves de bénéficier d'un professeur répondant, ce qui leur permet de profiter d'un suivi hebdomadaire et approfondi. Au niveau de la francisation, étant donné que Lac-Mégantic ne fait plus d'accueil de première destination, les cours de francisation à temps complet ne sont plus disponibles. Ils sont comblés par des cours privés donnés par un professeur, deux jours par semaine, ce qui ne permet pas aux personnes immigrantes d'avoir accès aux allocations de frais de garde et au soutien financier octroyés par Emploi-Québec pour la francisation. Globalement, concernant l'intégration en milieu scolaire et la francisation, les outils mis à la disposition des acteurs locaux et le financement associé à ce secteur sont jugés inadéquats, ce qui rend l'adaptation pour le personnel enseignant et les enfants immigrants difficile. Cette situation est un facteur qui peut inciter les familles à partir de la région pour retourner dans les grands centres.

Au niveau du réseau social, la communauté de Lac-Mégantic a réussi, au cours des dernières années, à garder un groupe stable de quelques familles qui se sont implantées solidement sur le territoire; cela a favorisé l'arrivée de d'autres familles immigrantes qui retrouvent un noyau facilitant l'adaptation à leur nouvel environnement ce qui devient, par le fait même, un facteur de rétention. Cependant, malgré une

intégration importante des familles immigrantes nouvellement arrivées au sein du réseau immigrant déjà établi dans la communauté, la population immigrante est peu intégrée à la population locale. Outre les personnes-ressources et des bénévoles travaillant pour le SANA., les immigrants ont peu de contacts avec les membres de la société d'accueil. Des activités sont organisées telles des fêtes interculturelles et Le Lac en Fête. Cependant, lors de ces événements, les immigrants restent entre eux ce qui ne permet pas de créer des liens entre la population locale et la population immigrante.

Aide à l'intégration économique : aucun programme ou service adapté aux nouveaux arrivants

Pour les services d'aide à l'intégration économique, ce sont les mêmes services qui sont offerts aux immigrants et à la population locale. Aucun programme ou service adapté aux immigrants n'a été mis en place pour favoriser leur intégration économique sur le marché du travail.

4.6.3.3 La rétention : un noyau d'immigrants qui incite certaines familles à rester. Le principal facteur de rétention des immigrants est le noyau de ceux-ci qui s'est solidifié au cours des dernières années et qui peut favoriser l'accueil, l'installation et l'intégration sociale des nouveaux arrivants. Cependant, à part ce noyau qui favorise l'intégration sociale à l'intérieur de la communauté immigrante, il existe peu de facteurs de rétention dans la région. Étant donné le peu de services offerts et la faible intégration sociale, plusieurs familles quittent le milieu pour aller s'établir dans les grands centres ou pour y retourner. Ils peuvent aussi développer des stratégies qui leur permettent de s'intégrer économiquement tout en s'établissant dans une grande ville où ils retrouvent les services dont ils ont besoin tout en ayant un environnement favorisant leur intégration sociale.

4.6.4 L'impact sur le patrimoine de la communauté

La communauté de Lac-Mégantic accueille des personnes immigrantes depuis déjà quelques années. Malgré les difficultés associées au financement et au développement de l'offre de service, les personnes immigrantes ont réussi, au fil des années, à créer un certain impact sur le patrimoine de la communauté.

L'impact de l'immigration sur le **capital physique** se voit surtout par l'occupation de logements ou de terres pour certains cultivateurs provenant d'Europe. L'Hôtel Oriental est tenu par un immigrant d'origine asiatique. La présence de jeunes immigrants au niveau primaire et secondaire permet de consolider le réseau scolaire de la communauté. Les services sociaux et de santé ont dû développer leurs services afin de répondre aux besoins primaires des nouveaux arrivants.

Au niveau du **capital économique**, les infrastructures d'appui au développement économique sont peu présentes dans le projet pour le moment,. Toutefois, elles offrent aux nouveaux arrivants, les mêmes services qu'à la population locale. Actuellement, une seule personne immigrante gère son propre commerce.

L'arrivée d'immigrants à Lac-Mégantic et ses environs a eu un impact sur le **capital social** de la communauté par le développement de l'offre de service proposée aux nouveaux arrivants principalement par l'entremise du SANA. Le fait de compter sur un noyau de familles déjà établies dans le milieu permet aux nouveaux arrivants d'avoir accès à un réseau immigrant et de tisser des liens rapidement en arrivant dans leur nouveau milieu

Au niveau du **capital humain**, les membres du SANA ont pu développer un savoir et un savoir-faire au niveau de l'accueil et de l'intégration d'immigrants de deuxième destination. Les services sociaux et de santé et le milieu scolaire ont adapté

leurs pratiques et leurs services aux nouveaux arrivants ce qui a contribué à l'acquisition de capital humain chez les acteurs locaux impliqués au niveau de l'offre de service dans ces secteurs.

4.7 L'ANALYSE TRANSVERSALE DES CAS

4.7.1 L'historique des projets

Le cadre de travail a fait ressortir l'importance de documenter l'historique des projets afin de comprendre leur origine et ce qui a incité les acteurs locaux à se lancer dans l'aventure. L'analyse des cas tend à démontrer que chaque initiative est unique et doit être comprise comme telle. Cependant certaines tendances émergent.

L'analyse des cas indique que les six expériences ont débuté de façon endogène. Thetford Mines avait des emplois à combler; on a développé des réseaux permettant d'aller recruter des immigrants dans les grands centres (Montréal, Québec, Sherbrooke). Dans la MRC du Kamouraska, c'est une entreprise ayant des besoins de main-d'œuvre qui a pris l'initiative de faire venir des immigrants à St-Pascal en s'associant avec le SOIT de Québec. À Lac-Mégantic, l'immigration s'est développée en partenariat avec les réseaux immigrants de Sherbrooke afin de combler des emplois dans le milieu. À Trois-Pistoles, une étude a incité le CADFEL à faire une demande d'accueil de réfugiés politiques dans la communauté afin de développer les services qu'il offre et d'en faire bénéficier la communauté. L'expérience de Rivière-du-Loup avec l'immigration a pour origine une initiative endogène qui est devenue un axe potentiel de développement à partir du moment où les immigrants ont démontré de l'intérêt pour la région. Rivière-du-Loup est le seul cas ayant été impliqué dans un processus de réflexion et de sensibilisation; pour les cinq autres expériences, on a plutôt opté pour des partenariats permettant de développer le projet plus rapidement. Finalement, pour les cinq villages de la MRC des Etchemins, c'est la survie des villages impliqués dans les projets qui a incité les acteurs locaux à réfléchir à des moyens permettant d'accueillir, d'intégrer et de retenir des immigrants et des jeunes familles sur leur territoire.

À l'exception de la MRC des Etchemins qui n'a pas développé de projet comme tel, les cinq autres milieux concernés ont tous, en cours de route, sollicité des partenaires externes pour devenir des initiatives endoexogènes.

4.7.2 Le développement des processus d'accueil et d'intégration

4.7.2.1 La mobilisation des communautés

La sensibilisation du milieu

Le cadre de travail a fait ressortir l'importance de la mobilisation et de la mise en place d'une étape de sensibilisation du milieu comme phase précédant la planification et l'exécution d'un projet de développement local. L'analyse des cas indique que la sensibilisation du milieu est une étape peu présente dans les projets d'accueil et d'intégration d'immigrants en région. En général, aucune étape permettant de préparer les acteurs locaux et la population à la venue de personnes immigrantes n'a été organisée.

Un seul des six cas étudiés, la MRC de Rivière-du-Loup, a mis en place une étape de sensibilisation structurée avant l'arrivée des immigrants. (bonne pratique no 1). Cette étape a été structurée autour d'une agente de sensibilisation embauchée pour un an par le CLD; elle a pris en charge et développé les activités de sensibilisation dans la MRC. Son travail est axé sur la sensibilisation des acteurs locaux au moyen de rencontres d'information, de conférences, de journées de formation, etc. Les suites données au projet dépendent en grande partie des résultats de cette étape de sensibilisation.

Pour les expériences de Trois-Pistoles, Thetford Mines, Lac-Mégantic et Kamouraska, la sensibilisation s'est développée en cours de déroulement des projets, parallèlement au développement de la structure d'accueil et d'intégration. De ces quatre cas, seul Trois-Pistoles a demandé une enveloppe budgétaire au MRCI pour développer une étape de sensibilisation avant l'arrivée des immigrants; toutefois, la demande a été refusée. Dans la MRC du Kamouraska, c'est le CLD qui développe les activités de

sensibilisation. À Thetford Mines et à Lac-Mégantic, ce sont les organismes d'accueil qui ont pris en charge cette étape.

Dans la MRC des Etchemins, un effort pour favoriser la sensibilisation du milieu a été fait par le comité local mais les élus ne se sont pas approprié cette étape, ce qui n'a pas permis de rejoindre la population des villages. Le projet a avorté avant qu'une étape structurée de sensibilisation ne voit le jour.

Pour les quatre cas qui ont développé la sensibilisation en cours de projet, des difficultés au niveau de la langue et de la compréhension interculturelle sont apparues au fur et à mesure que les services d'accueil et d'intégration se sont mis en place. Les valeurs, les coutumes et les pratiques des nouveaux arrivants étant souvent très différentes de celles de la population québécoise, les contacts entre les intervenants et la population immigrante ont été souvent ardues; il en est de même pour le développement des services de première ligne. Les acteurs locaux auraient souhaité être mieux outillés pour faire face aux défis que représentent l'accueil et l'intégration d'immigrants en région. À Trois-Pistoles, le défi est d'autant plus grand que la communauté accueille des réfugiés politiques, ce qui demande des services psycho-sociaux spécifiques tenant compte du contexte prémigratoire des immigrants.

Malgré l'absence d'une étape de sensibilisation, certaines activités ont été mises en place, en cours de route, pour sensibiliser les acteurs locaux et la population locale. Des activités interculturelles pour favoriser le rapprochement entre la population immigrante et la population locale ont été offertes; les résultats ont été mitigés, particulièrement pour Thetford Mines et Lac-Mégantic où on note très peu d'interactions pour le moment. Dans la MRC du Kamouraska, le CLD mise sur des activités de sensibilisation axées sur des rencontres avec les employeurs, le milieu scolaire, les intervenants de première ligne et le milieu communautaire. Une tournée des principaux services offerts sur le territoire est effectuée pour sensibiliser les acteurs locaux et discuter avec eux des défis qu'ils rencontrent avec la clientèle immigrante. Pour les villages de la MRC des Etchemins, c'est la fête de la Saint-Jean-Baptiste qui a été

l'élément déclencheur d'une réflexion sur l'accueil et l'intégration d'immigrants sur le territoire. La fête a été l'occasion pour la population locale de rencontrer des personnes immigrantes et de partager dans le cadre d'un événement culturel important pour la société québécoise. Le système de jumelage entre familles locales et familles immigrantes a été une expérience enrichissante (bonne pratique no 2). Une rencontre réunissant les élus, les organismes socio-économiques, le milieu communautaire, des citoyens des villages et les personnes-ressources embauchées pour le projet a permis de mobiliser et de sensibiliser les acteurs locaux et la population et d'avoir un consensus sur la pertinence de mettre sur pied une table de concertation sur l'immigration.

La promotion de la communauté et du projet

Un autre outil important de mobilisation développé dans le cadre de travail, c'est la promotion de la communauté et du projet par la mise en place d'un plan de communication et la sélection ou le développement de canaux de diffusion. L'analyse des cas démontre que globalement, peu de choses sont faites dans les régions pour faire connaître les communautés et les projets à grande échelle.

Un cas, Thetford Mines, a développé une campagne pour promouvoir le milieu et recruter des immigrants dans les grands centres en s'associant à l'organisme Communication-Québec et aux réseaux immigrants en place à Montréal, Québec et Sherbrooke, tout en misant sur les perspectives d'emploi dans le milieu (bonne pratique no 3). À l'opposé, pour Trois-Pistoles, rien n'est mentionné par les acteurs locaux au chapitre de la promotion dans leur projet.

Pour la majorité des projets étudiés, les acteurs locaux ont utilisé certains canaux de diffusion accessibles qui leur ont permis de promouvoir le milieu à l'extérieur de la région, mais surtout de faire connaître le projet à la population locale. Par exemple, Rivière-du-Loup a aussi fait connaître sa région et son projet dans les grands centres en participant à la *Foire des régions* et en offrant des rencontres d'information pour faire

connaître sa région aux immigrants établis à Montréal. Les villages de la MRC des Etchemins se sont associés à un organisme immigrant de Québec pour faire connaître le milieu et promouvoir le projet auprès de sa clientèle. La MRC du Kamouraska, les villages de la MRC des Etchemins, Thetford Mines et Lac-Mégantic ont, à l'occasion, utilisé les journaux locaux comme outils de promotion et de sensibilisation du projet auprès de la population locale. Dans la MRC du Kamouraska, une chronique à la radio apporte un complément à la presse écrite afin de rejoindre un maximum de personnes.

Les processus de sélection

Les processus de sélection représentent le dernier thème que fait ressortir le cadre de travail au sujet de la mobilisation du milieu. Les cas démontrent qu'en région, les processus de sélection varient beaucoup d'une expérience à l'autre.

La sélection des réfugiés politiques à Trois-Pistoles et des immigrants permanents de la deuxième cohorte au Kamouraska a été effectuée par le gouvernement qui a décidé, dès l'arrivée de ces personnes au Québec, de leur lieu de destination. Les immigrants de la première cohorte dans la MRC du Kamouraska ont été recrutés et sélectionnés à Québec par un organisme immigrant établi dans cette ville. Dans ces cas, les acteurs locaux n'ont pas été impliqués dans les processus de sélection.

Toutefois, deux expériences nous indiquent que les acteurs locaux ont été impliqués dans les processus de sélection. À Lac-Mégantic, c'est l'organisme d'accueil qui a pris en charge les processus de sélection, en partenariat avec le CLD de l'endroit. À Thetford Mines, les organismes et les réseaux immigrants locaux et ceux situés dans les grands centres ont été utilisés pour le recrutement. Par la suite, ce sont les entreprises, par l'embauche des travailleurs immigrants, qui sélectionnent les immigrants qui s'établiront dans la communauté.

Pour les cas de Rivière-du-Loup et des Etchemins, les acteurs locaux n'ont pas développé jusqu'à présent, des processus de sélection à être appliqués dans le cadre de

leur projet respectif. Rivière-du-Loup est encore à l'étape de sensibilisation dans son projet et aux Etchemins, les acteurs locaux ont mis en veilleuse le projet avant de pouvoir développer des processus précis en matière de sélection même si, de façon informelle, un organisme immigrant de Québec était actif au niveau du recrutement.

Globalement, jusqu'à présent, seulement le tiers des expériences ont permis une mobilisation et une implication du milieu dans le développement des processus de recrutement et de sélection des immigrants. Pour un autre tiers, le recrutement et la sélection ont été pris en charge par des organismes externes. Il reste maintenant à voir comment se développeront les processus de sélection à Rivière-du-Loup et aux Etchemins, si ces expériences s'étendent dans le futur, pour avoir un meilleur portrait de la situation à ce niveau.

4.7.2.2 Le développement de la structure d'accueil et d'intégration. Le développement de la structure d'accueil et d'intégration est au cœur de notre cadre de travail et de notre étude des processus mis en place par les acteurs locaux, en tant que clé potentielle d'une intégration socio-économique réussie et comme facteur de rétention indéniable dans une optique d'installation durable des immigrants dans les communautés étudiées. L'analyse indique que pour quatre cas sur six, on a développé une structure d'accueil et d'intégration; le CLD de Rivière-du-Loup offre certains services d'accueil et d'intégration tandis que les villages de la MRC des Etchemins ne se sont pas rendus à cette étape.

Pour cinq cas, un organisme s'est vu octroyer le mandat de développer la structure d'accueil et d'intégration. Pour les MRC du Kamouraska et de Rivière-du-Loup, c'est le CLD qui a pris en charge l'accueil et l'intégration socio-économique des nouveaux arrivants. Dans le cas de Trois-Pistoles, c'est un centre de formation en langues qui s'est vu octroyer la mission de développer et de gérer les services à offrir aux réfugiés. Pour Lac-Mégantic et Thetford Mines, des organismes d'accueil et d'intégration ont été créés afin de répondre spécifiquement aux besoins des immigrants présents sur leur territoire.

Pour la majorité des expériences étudiées, les acteurs locaux ont décidé de se regrouper pour appuyer l'organisation en charge de l'accueil et de l'intégration. Dans la MRC du Kamouraska, le CLD a favorisé la mise sur pied d'une table régionale de concertation; il encourage le développement de comités locaux dans les municipalités intéressées à accueillir des immigrants pour discuter des défis et des enjeux qui se présentent aux acteurs locaux dans la mise en place et le développement des services et des activités d'accueil et d'intégration (bonne pratique no 4). À Rivière-du-Loup, le CLD a mis en place une table sectorielle sur l'immigration tout en développant un réseautage qui a permis d'offrir le service de ligne téléphonique sans frais (bonne pratique no 5); ainsi, on répond aux interrogations des personnes intéressées à avoir de l'information sur la région tout en impliquant les organismes du milieu selon les projets développés. Pour le moment, le CLD fonctionne par projet et est en contact avec la Maison de la Famille, le CLSC, la Commission scolaire, chacun s'appuyant sur sa mission comme base pour la concertation et l'accueil. À Trois-Pistoles, un comité local indépendant a été créé par le CADFEL, comité qui a pour objectif d'assurer une certaine cohésion entre les intervenants locaux impliqués dans le projet et les services à offrir. Dans la MRC des Etchemins, une table de concertation avait vu le jour pour appuyer les démarches entreprises par le comité local et éventuellement développer la structure d'accueil et d'intégration. À Thetford Mines, l'organisme d'accueil peut compter sur l'appui des organismes religieux de confession catholique auprès des immigrants catholiques ce qui allège d'autant sa tâche. Cependant, à Lac-Mégantic, l'organisme d'accueil s'occupe seul de l'accueil et de l'intégration des immigrants sans comité ou table d'intervenants pour l'aider dans ses démarches.

Les services pour favoriser l'intégration sociale

Le cadre de travail fait ressortir l'importance de développer des services et des activités permettant de favoriser l'intégration des familles immigrantes à la société d'accueil. Les services sont regroupés selon quatre thèmes : les services d'accueil et d'information, les services d'aide et d'appui à l'intégration sociale, les activités

socioculturelles et la francisation. Dans cinq des six cas étudiés, on a développé de tels services et activités; seuls les villages de la MRC des Etchemins ne l'ont pas fait, n'étant pas rendus à cette étape dans leur projet. Cependant, il faut mentionner que pour Rivière-du-Loup, étant donné le faible nombre d'immigrants sur le territoire au moment de l'étude, le CLD offre uniquement un accompagnement individuel aux immigrants au niveau des services d'accueil et d'information afin de faciliter leur établissement et satisfaire leurs besoins immédiats.

Pour chacun des cinq cas où une structure pour favoriser l'intégration sociale a été mise en place, les acteurs ont développé **des services d'accueil et d'information** qui permettent de pourvoir aux besoins immédiats des nouveaux arrivants dès leur arrivée dans le milieu. Du nombre, Thetford Mines est la seule ayant développé un accueil officiel qui se fait à l'hôtel de ville et qui souligne l'arrivée de nouveaux arrivants dans la communauté (**bonne pratique no 6**). Par contre, pour les cinq expériences, on a mis en place un service d'aide pour le logement afin de faciliter l'accès à un logement et à des meubles. À Lac-Mégantic, pour aider à combler les besoins primaires, la Caisse populaire octroie un fonds qui permet au SANA d'avancer un montant d'argent aux nouveaux arrivants pour des biens urgents et durables tels que des appareils électroménagers (**bonne pratique no 7**). Les cinq expériences ont aussi amené le développement de services d'accompagnement pour permettre aux nouveaux arrivants de connaître les services qui sont à leur disposition et de mieux comprendre les démarches administratives qu'ils doivent effectuer avec les institutions scolaires pour l'inscription des enfants, avec les institutions bancaires pour l'ouverture d'un compte ou pour être éligibles à des programmes gouvernementaux tels que l'assurance-emploi ou l'assurance-maladie par exemple. Il peut être difficile de recenser les immigrants qui arrivent sur le territoire et d'avoir les informations pertinentes à leur sujet. Le tiers des cas étudiés, la MRC du Kamouraska et Lac-Mégantic, dressent un portrait sommaire des immigrants qui arrivent sur leur territoire en utilisant une fiche d'information pour les acteurs locaux dans le but de mieux personnaliser leurs services.

Ces services demandent un réseautage et du temps pour être mis en place mais ils sont généralement efficaces et bien perçus tant par les acteurs locaux, qui offrent ces services, que par les nouveaux arrivants à qui ils sont adressés.

Trois-Pistoles, Lac-Mégantic, Thetford Mines et la MRC du Kamouraska ont mis sur pied quelques **services et activités d'aide et d'appui à l'intégration sociale**. Deux milieux, Trois-Pistoles et Lac-Mégantic, offrent le système de familles-jumelées qui permet à une famille immigrante d'être associée à une famille locale lors des premiers mois dans la société d'accueil. À Trois-Pistoles, Thetford Mines et dans la MRC du Kamouraska, le CLSC adapte graduellement les services sociaux et de santé à leur nouvelle clientèle, ce qui n'est pas le cas à Lac-Mégantic. À Trois-Pistoles, contrairement aux deux autres expériences, la clientèle de réfugiés politiques a demandé la mise sur pied de services psycho-sociaux plus importants étant donné un vécu prémigratoire caractérisé par l'obligation de quitter leur pays de façon précipitée. À Trois-Pistoles et dans la MRC du Kamouraska, des services d'interprétariat et de traduction ont été offerts pour favoriser la communication entre les nouveaux arrivants allophones et la population locale (**bonne pratique no 8**). Ces services ne se retrouvent pas de façon structurée à Thetford Mines et à Lac-Mégantic. Un cas, soit la MRC du Kamouraska, a adapté ses services de transport collectif afin de permettre aux nouveaux arrivants de se déplacer sur le territoire (**bonne pratique no 9**). Des cours de conduite sont aussi offerts aux immigrants qui souhaitent apprendre à conduire.

En général, la mise en place des services et des activités d'aide et d'appui à l'intégration sociale ont obtenu des résultats mitigés. Il est à noter qu'à Trois-Pistoles, l'expérience des familles-jumelées a donné de bons résultats. Cependant, à Lac-Mégantic, l'expérience n'est pas concluante. Dans la majorité des cas, les intervenants locaux ont eu beaucoup de difficultés à adapter les services et les activités d'aide et d'appui à l'intégration sociale; cela s'explique en partie par l'absence d'une étape de sensibilisation et par le manque d'activités de formation et autres qui auraient permis aux intervenants de comprendre les enjeux et les défis associés à l'immigration dans leur domaine, avant l'arrivée des immigrants dans les collectivités.

Sur le plan des **activités socioculturelles**, deux milieux ont organisé des activités pour favoriser les contacts entre la population locale et la population immigrante. Trois-Pistoles a développé des activités socioculturelles de deux ordres : certaines sont organisées par les acteurs locaux pour mieux faire connaître la société québécoise, d'autres par les réfugiés colombiens permettant à la population locale de mieux connaître leur culture (**bonne pratique no 10**). La MRC du Kamouraska commence aussi à développer de telles activités. Dans le cas de Lac-Mégantic et de Thetford Mines, les immigrants sont invités à participer aux activités et aux fêtes qui sont ouvertes à tous, mais il n'y a pas d'activités socioculturelles axées sur le rapprochement entre la population locale et la population immigrante pour le moment.

Pour ce thème, on peut constater que l'importance accordée aux activités socioculturelles par les acteurs locaux peut avoir une influence sur le degré d'intégration sociale des immigrants à la collectivité. À Lac-Mégantic et à Thetford Mines, aucune activité socioculturelle n'est organisée pour favoriser les contacts entre la population locale et les immigrants. Dans ces deux cas, la population immigrante semble très peu intégrée à la population locale et s'implique peu dans la vie communautaire. À Trois-Pistoles, où quelques activités socioculturelles ont été mises en place, l'intégration des réfugiés à la communauté locale semble plus perceptible.

Dans deux des cas étudiés où on a mis sur pied des services pour l'intégration sociale, on a pu développer des **services de francisation** : Trois-Pistoles et la MRC du Kamouraska. À Trois-Pistoles, les services de francisation sont offerts aux adultes, quatre heures par jour, cinq jours par semaine, durant huit mois. De son côté, la MRC du Kamouraska a mis en place deux classes dont l'une d'elles permet aux parents et à leurs enfants de la nouvelle cohorte de se retrouver dans la même classe, trois heures par jour, cinq jours par semaine. Étant donné que Lac-Mégantic et Thetford Mines ne font plus d'accueil de première destination, ils ne peuvent donc plus compter sur le financement du Ministère pour offrir des cours de francisation à temps complet. Des cours privés sont offerts aux nouveaux arrivants afin de leur permettre de poursuivre leur apprentissage du

français. À Lac-Mégantic, c'est un professeur qui offre des cours deux jours par semaine. À Thetford Mines, des cours sont offerts par les entreprises et l'organisme d'accueil.

Au niveau de l'intégration scolaire, aucun milieu concerné n'a mis en place des classes d'accueil étant donné le faible bassin de jeunes immigrants en milieu scolaire. Cependant, dans trois cas, on a compensé l'absence de classes d'accueil par des mesures permettant d'assurer un suivi auprès de la clientèle immigrante. À Trois-Pistoles, une travailleuse sociale et un interprète travaillent de près avec l'école pour que l'intégration en milieu scolaire se fasse le mieux possible pour les jeunes réfugiés. À Lac-Mégantic, une mesure mise en place par l'école secondaire permet aux jeunes immigrants de pouvoir profiter d'un professeur-répondant qui peut leur procurer un suivi régulier. À Thetford Mines, un suivi personnalisé pour chaque jeune est offert par l'école pour soutenir son intégration en milieu scolaire et sa francisation. Afin de favoriser l'apprentissage du français, une enseignante à la retraite a été embauchée par la Commission scolaire afin d'offrir des cours d'appoint aux jeunes concernés vivant dans le village voisin. Au Kamouraska, les jeunes de la deuxième cohorte sont en francisation et n'ont pas encore intégré le système scolaire contrairement à ceux de la première cohorte qui sont dans les classes.

On note que la francisation en région, tout comme dans les grands centres, est un problème important. Dans un seul des cas étudiés, Trois-Pistoles, la francisation se déroule bien et atteint son objectif de rendre le nouvel arrivant fonctionnel suite à des cours intensifs. Pour Lac-Mégantic, Thetford Mines et la MRC du Kamouraska, la francisation représente, selon les acteurs locaux, une source de difficultés liées aux outils peu nombreux mis à la disposition des intervenants et au sous-financement qui leur est octroyé. En plus, à Thetford Mines, l'éloignement du centre-ville d'une grande partie de la population immigrante a occasionné une problématique au niveau du transport des nouveaux arrivants intéressés à suivre des cours, contribuant ainsi à rendre la francisation difficilement accessible. Au niveau de l'intégration scolaire, pour les acteurs locaux de Thetford Mines et Trois-Pistoles, les services qui ont été mis en place répondent aux besoins des nouveaux arrivants. Cependant, à Lac-Mégantic, le peu de financement

associé à l'immigration en région ne permet pas d'outiller les intervenants en milieu scolaire ce qui rend difficile leur travail et laborieuse l'intégration des enfants immigrants.

Les services pour favoriser l'intégration économique

Pour compléter les services d'aide à l'intégration sociale, le cadre de travail fait ressortir l'importance de développer des services pour permettre l'insertion des immigrants sur le marché du travail et favoriser ainsi leur intégration socio-économique en région. L'étude des cas démontre que peu de choses sont faites jusqu'à maintenant à ce niveau dans les projets en région, tant pour les services offerts aux immigrants que pour les services offerts aux entreprises.

Pour deux des six cas étudiés, Lac-Mégantic et Thetford Mines, l'emploi est la porte d'entrée pour s'établir dans ces communautés. L'organisme d'accueil, par son implication dans le recrutement (Lac-Mégantic et Thetford Mines) et la sélection (Lac-Mégantic), joue aussi un rôle pour favoriser l'intégration économique des nouveaux arrivants. Cependant, souvent, les emplois détenus par les immigrants ne leur permettent pas de travailler dans leur domaine et ils sont généralement surqualifiés pour l'emploi qu'ils occupent. Dans les deux cas, les organismes de développement travaillant dans le domaine de l'employabilité (CLE et CJE) n'ont pas encore adapté leurs services aux besoins particuliers de la clientèle immigrante et sont peu impliqués au niveau de l'aide à l'intégration économique. Cette situation peut rendre l'intégration économique laborieuse et être une cause de départ pour plusieurs immigrants.

D'autre part, la porte d'entrée pour s'établir à Trois-Pistoles et dans les communautés de la MRC du Kamouraska (à partir de la deuxième cohorte), est l'intégration sociale et la francisation qui sont préalables à l'intégration économique. L'intégration sociale de la première cohorte à Trois-Pistoles est terminée. Celle de la deuxième cohorte du Kamouraska est en cours et plusieurs immigrants de la première

cohorte ont quitté leur emploi ou souhaitent le faire. Pour ces deux cas, les acteurs locaux en sont rendus à développer l'aide à l'intégration économique afin de consolider l'établissement des immigrants sur leur territoire.

Pour le moment, les projets de Rivière-du-Loup et de la MRC des Etchemins ne sont pas rendus à mettre en place des services d'aide à l'intégration économique.

Les cas étudiés dans le cadre de cette recherche illustrent bien que les services d'aide à l'intégration économique sont à développer en région et indiquent qu'un réseautage avec les organismes de développement reste à faire. Tant pour les projets ayant pour porte d'entrée l'intégration économique que pour ceux ayant pour porte d'entrée l'intégration sociale, le défi de la mise en place de services d'aide à l'intégration économique représente une clé pour l'établissement durable des immigrants en région.

4.7.2.3 La rétention à long terme des immigrants. Le cadre de travail met en évidence l'importance de l'établissement durable et la rétention à long terme des immigrants sur le territoire par la mise en place d'activités de rétention. L'analyse des cas tend à démontrer que pour le moment, la rétention des immigrants se fait difficilement en région.

Pour deux des cas étudiés, Lac-Mégantic et Thetford Mines, le défi de la rétention passe par la consolidation des services d'aide à l'intégration économique et sociale, par un réseautage avec les organismes de développement et par le noyau d'immigrants déjà établis afin de développer des activités qui favoriseront l'intégration socio-économique des nouveaux arrivants.

Pour ce qui est de Trois-Pistoles et de la MRC du Kamouraska, le défi de la rétention passe par la consolidation des services d'aide à l'intégration sociale et par la mise sur pied et le développement de services et d'activités d'aide à l'intégration économique pour faciliter aux immigrants l'accès au marché de l'emploi.

Une étape d'évaluation est développée dans une seule des expériences étudiées. En effet, Trois-Pistoles est entré en processus d'évaluation pour son projet à l'automne 2004. Pour les expériences de Lac-Mégantic et de Thetford Mines, des bilans peuvent être effectués occasionnellement sans que des processus d'évaluation formels soient mis en place. Pour Kamouraska, le projet vient juste de démarrer et les processus mis en place par les acteurs locaux commencent à prendre forme. Une évaluation pourrait être envisagée par le coordonnateur du projet d'ici quelques mois pour faire un bilan de l'expérience.

Les villages de la MRC des Etchemins et Rivière-du-Loup ont peu ou pas d'immigrants présents. La problématique de la rétention ne se pose pas encore dans leur projet respectif.

4.7.3 L'impact de l'immigration sur le patrimoine des communautés

Une fois le projet structuré, la mobilisation du milieu effectuée, la structure d'accueil et d'intégration et les activités de rétention en place, le cadre de travail fait ressortir l'impact potentiel que peut avoir l'immigration sur le patrimoine d'une communauté et sur son capital socio-économique, à partir des indicateurs que sont les capitaux physique, économique, social et humain. Les expériences d'accueil et d'intégration d'immigrants dans les zones à faible densité d'immigrants sont tous très récentes ce qui limite, dans certains cas étudiés, l'impact de l'immigration aux volets développés jusqu'à présent. Malgré cela, pour chacun des capitaux abordés, les cas ont fait ressortir certaines répercussions directement associées aux processus mis en place par les acteurs locaux et par la présence de personnes immigrantes.

Au niveau du **capital physique**, l'impact de l'immigration se fait surtout sentir au niveau de l'occupation et de l'adaptation des infrastructures physiques. Jusqu'à maintenant, l'immigration peut exercer un impact significatif sur l'occupation du capital physique par l'établissement de personnes immigrantes dans des logements disponibles ou par la consolidation de réseaux scolaires fragilisés par les problématiques de

diminution de clientèle qui sévissent en région grâce à la présence de jeunes immigrants dans les écoles primaires et secondaires. Les personnes immigrantes ont permis aussi aux acteurs locaux d'adapter leur capital physique afin de tenir compte de la présence immigrante sur le territoire comme facteur dans leur offre de service. Nous avons vu que les services sociaux et de santé et le milieu scolaire ont eu à s'adapter rapidement et non sans difficultés aux besoins des nouveaux arrivants afin de faciliter leur intégration. La MRC du Kamouraska a adapté ses infrastructures de transport pour rendre les services plus accessibles aux personnes immigrantes.

Cependant, peu de choses sont faites pour favoriser l'entrepreneurship et l'employabilité des immigrants qui pourraient pourtant favoriser le développement des infrastructures physiques des communautés. Les entreprises et les organismes de développement ont très peu adapté leurs infrastructures et leurs services à la clientèle immigrante et sont pour le moment peu impliqués dans les projets. Il est à noter aussi que les infrastructures des services autres que celles associées aux services sociaux et de santé et à l'éducation ne tiennent pas compte des personnes ou familles immigrantes dans leur offre de service. Par ailleurs, les expériences étudiées semblent démontrer que s'il y a occupation du capital physique, l'immigration n'a pas permis jusqu'à maintenant de créer de nouvelles infrastructures physiques, donc d'augmenter le capital physique des communautés.

Au niveau du **capital économique**, l'impact des immigrants est plutôt mitigé pour le moment, la majorité des projets n'étant pas encore rendus à l'intégration économique. L'analyse du capital physique a permis de faire ressortir le peu de place faite jusqu'à maintenant à l'entrepreneurship immigrant et la faible création de nouveaux emplois par les arrivants; ces deux éléments, jumelés à la faible participation des entreprises et des infrastructures d'appui au développement économique, offrent donc peu de possibilités au capital économique de se développer dans les projets.

Jusqu'à maintenant, si on prend les indicateurs de Van Kemenade (2003), l'immigration a un certain impact sur le **capital social**, cet impact variant d'un projet à

l'autre. Pour les projets qui se sont rendus au développement de la structure d'accueil et d'intégration, nous avons noté un engagement civique, un réseautage et une cohésion sociale qui indiquent que l'immigration a un impact jusqu'à maintenant sur les organismes impliqués dans les projets et qui ont participé à l'offre de service. Cependant, les études de cas nous ont fait voir que les organismes d'aide au développement et la population locale ne sont pas nécessairement impliqués dans les projets, ce qui nous indique certaines limites concernant la formation du capital social jusqu'à maintenant.

Certaines expériences ont démontré que l'engagement civique, les réseaux sociaux et la cohésion sociale peuvent aussi se former au sein de la communauté immigrante. Dans ces cas, le capital social des immigrants se crée principalement afin de développer des stratégies leur permettant de contrer les inconvénients de vivre dans une région où les frontières entre locaux et immigrants ou étrangers sont encore préservées et où l'intégration des nouveaux arrivants dans les communautés d'accueil est peu perceptible. Dans ces projets, la confiance envers autrui est fragile tant pour la population locale qu'immigrante.

Les projets ont généralement un impact sur le **capital humain** des acteurs locaux qui sont amenés à développer les services et les activités d'accueil et d'intégration tout en étant en contact direct avec les nouveaux arrivants. Les expériences étudiées ont démontré que le capital humain s'est développé au sein de la population locale. Cependant, ce n'est pas le cas pour tous les projets; dans certains cas, le manque de capital humain au sein de la population locale a contribué à fractionner les rapports entre elle et la population immigrante.

Si, en cours de projet, le capital humain s'est développé chez les acteurs locaux et parfois au sein de la population locale pour plusieurs expériences, très peu de résultats tangibles ont pu être observés sur le capital humain des immigrants. Certains projets n'en sont pas encore à l'accueil d'immigrants. Pour ceux qui sont en processus d'accueil et d'intégration, l'offre de service rend souvent difficile l'acquisition du capital humain nécessaire à l'intégration socio-économique. L'offre de francisation est difficile pour

plusieurs expériences ce qui rend l'apprentissage du français, un facteur important d'intégration, laborieux, particulièrement en région. Les services d'aide à l'intégration économique sont souvent peu ou pas développés, ce qui rend problématique l'intégration sur le marché du travail des personnes immigrantes.

Le capital humain, tout comme le capital social, se développe au fur et à mesure que les projets avancent et que la structure d'accueil et d'intégration se déploie. Cependant, pour le moment, le capital humain acquis par les acteurs locaux et la population ne suffit pas à assurer l'intégration socio-économique et la rétention d'une partie importante des nouveaux arrivants. Quant aux possibilités pour les personnes immigrantes d'utiliser leur capital humain sur le marché du travail ou d'aller chercher les outils nécessaires pour l'améliorer, elles sont, dans bien des cas, insuffisantes pour leur permettre une intégration économique réussie.

4.8 LES BONNES PRATIQUES DÉGAGÉES

Malgré les difficultés rencontrées par les acteurs locaux, l'analyse des six cas étudiés au cours de cette recherche nous a permis de relever des aspects positifs associés à ces expériences et des pratiques potentiellement porteuses pour les projets futurs.

- **Une étape de sensibilisation qui précède l'arrivée des immigrants : une option à explorer**

Le développement des projets étudiés s'est fait parallèlement à l'arrivée des immigrants dans la communauté, ce qui a incité les acteurs locaux à réagir et à déployer les ressources sur le terrain, sans planification véritable. Cependant, Rivière-du-Loup n'a pas suivi cette tendance et les acteurs locaux ont décidé de passer par une étape de sensibilisation préalable à un projet concret et au développement d'une structure d'accueil et d'intégration chapeautée par un organisme. Cette étape étant en cours, il sera intéressant d'en connaître les résultats et les répercussions qu'ils auront sur le projet. Une

ouverture de la population et des organisations locales à l'immigration pourrait possiblement inciter le CLD et la table de concertation à lancer un projet plus structuré dans un avenir rapproché. Inversement, des résultats mitigés lors de cette étape aura le mérite de démontrer au CLD que le milieu n'est pas prêt à recevoir un nombre plus important d'immigrants, ce qui permettra aux acteurs locaux d'ajuster leurs priorités de développement.

- **Les familles-jumelées : une expérience interculturelle enrichissante lorsque la population locale s'implique**

Les cas de Trois-Pistoles et des villages de la MRC des Etchemins indiquent que le système de familles-jumelées peut être une activité très enrichissante, tant pour les familles locales que pour les familles immigrantes nouvellement arrivées dans les communautés. Pour les familles locales, cela peut possiblement s'avérer une expérience interculturelle intéressante, tandis que pour les familles immigrantes, les familles locales jumelées peuvent représenter une source importante d'information lors de leur arrivée dans leur nouveau milieu de vie. Cependant, des expériences montrent que le système des familles-jumelées peut ne pas fonctionner dans certaines localités. C'est donc une activité dont la réussite dépend beaucoup des dynamiques locales, du nombre de familles voulant s'impliquer, du niveau d'engagement que demande l'adhésion à cette structure ainsi que d'une définition claire du mandat et des responsabilités octroyés aux familles impliquées.

- **Les réseaux immigrants : des ressources qui peuvent être importantes afin de favoriser la diffusion de l'information et le recrutement pour les régions**

Les immigrants ont déjà des réseaux importants établis à Montréal et dans quelques grands centres régionaux tels que Sherbrooke et Québec. Le cas de Thetford Mines nous a démontré le potentiel que peuvent représenter les réseaux formels et informels, tout d'abord pour favoriser la diffusion de l'information en région, mais aussi comme partenaires dans les processus de recrutement et de sélection associés aux projets

d'accueil et d'intégration d'immigrants dans les zones à faible densité d'immigrants. L'accès aux réseaux immigrants dans les grands centres peut représenter un défi de taille pour les petites communautés qui ont pour la plupart peu ou pas d'immigrants sur leur territoire; de là l'intérêt que peut représenter l'intégration des immigrants à l'organisme d'accueil et d'intégration afin de bénéficier ainsi de leur réseau primaire et secondaire dans les grands centres.

- **Les tables de concertation et les comités locaux : des lieux intéressants pour favoriser la participation et le réseautage des acteurs locaux**

De plus en plus, les tables de concertation et les comités locaux font partie des pratiques mises en place dans les zones à faible densité d'immigrants afin d'impliquer les acteurs locaux dans les processus décisionnels. Les comités locaux peuvent, entre autres, planifier et exécuter les activités d'accueil et d'intégration et assurer la cohésion des actions sur le terrain entre les différents partenaires impliqués dans le projet. Les tables de concertation peuvent amener les organismes nationaux, provinciaux, régionaux et locaux à se réunir selon les besoins et les défis du moment, ce qui crée des occasions pour traiter des problématiques rencontrées sur le terrain et des pistes de solution à envisager. Le développement de ces lieux de discussion et de concertation pourrait devenir une pratique utilisée couramment dans les zones à faible densité d'immigrants, particulièrement si les projets en cours démontrent leur impact sur l'accueil, l'intégration et la rétention des immigrants dans les communautés impliquées.

- **La ligne téléphonique sans frais : un outil de communication pouvant faciliter l'accès à l'information**

Certaines activités sont organisées pour permettre aux localités en région de promouvoir leur milieu de vie auprès des immigrants établis à Montréal. Il peut être cependant difficile d'assurer un suivi à ces activités. Pour combler ce besoin et offrir un service permettant de répondre aux questions des personnes intéressées à avoir de

l'information sur la région, Rivière-du-Loup a mis sur pied une ligne téléphonique sans frais 1-877-VRAIE VIE comme complément à son site Internet. Cette ligne téléphonique permet d'avoir des informations sur les services offerts dans le milieu. L'étude a mis en relief le défi que représentent la promotion du projet pour les acteurs locaux et l'accessibilité à l'information pour les immigrants intéressés à s'installer en région. Pour Rivière-du-Loup, la mise sur pied de la ligne téléphonique sans frais a été un succès; elle assure le suivi des activités de promotion dans les grands centres en rendant accessible l'information sur le milieu aux gens intéressés par la région. C'est un outil de communication qui peut être intéressant à développer en région, dans le cadre de projets actuels ou futurs d'accueil et d'intégration d'immigrants.

- **L'activité d'accueil : l'occasion d'un premier contact entre les nouveaux arrivants et la population locale**

Les services et les activités d'intégration sociale commencent à se mettre en place en région. Certains services sont offerts au moment de l'arrivée des immigrants mais très peu d'activités ont été mises en place pour accueillir formellement les nouveaux arrivants. Thetford Mines l'a fait en mettant sur pied un accueil civique qui permet aux immigrants et à la communauté locale d'établir un premier contact. Cette activité peut permettre aux nouveaux arrivants de se sentir désirés dans leur nouveau milieu de vie et à la communauté locale de démontrer son ouverture vis-à-vis les personnes immigrantes. Cette pratique peut être réellement porteuse si ce premier contact est suivi d'activités d'accueil et d'intégration qui permettent de poursuivre le développement de liens entre la population locale et la population immigrante.

- **Le fonds de dépannage : une initiative pour se procurer les biens essentiels rapidement**

La majorité des milieux ont mis en place des services pour favoriser l'établissement des immigrants sur le territoire. Cependant, Lac-Mégantic s'est distingué

en mettant sur pied, par l'entremise de la Caisse populaire de l'endroit, un fonds de dépannage. Ce fonds permet à l'organisme d'accueil d'avancer une somme d'argent aux nouveaux arrivants afin qu'ils puissent se procurer des biens nécessaires et durables tels que des appareils électroménagers et des matelas. Ces biens permettent aux immigrants de s'installer et de bénéficier d'un minimum de confort à leur arrivée dans leur logement.

- **Les services d'interprétariat et de traduction : des services essentiels pour les nouveaux arrivants allophones**

Une part de plus en plus importante de l'immigration au Québec provient de pays francophones afin d'encourager la présence de personnes de langue française dans la société québécoise. Cependant, une part non négligeable d'immigrants, particulièrement des réfugiés politiques, ne parlent pas le français à leur arrivée au Québec. Les structures d'accueil et d'intégration dans les zones à faible densité d'immigrants doivent tenir compte de la population immigrante allophone, particulièrement lorsque les réfugiés politiques représentent la clientèle visée par les projets. Certains cas nous indiquent que là où les besoins se sont fait sentir, les services d'interprétariat et de traduction ont été des services très utiles pour favoriser la communication entre les immigrants allophones et les acteurs locaux et se sont avérés des pratiques qui ont favorisé l'adaptation des services de première ligne aux besoins primaires des nouveaux arrivants.

- **Le développement du transport collectif : un moyen de rendre les personnes immigrantes plus autonomes dans leur nouveau milieu de vie**

Dans les municipalités situées en dehors des grands centres, les services de transport sont souvent très limités, le transport collectif étant peu développé. Les immigrants, lorsqu'ils arrivent en région, n'ont souvent pas d'automobile ce qui rend les déplacements dans leur nouveau milieu difficiles. La MRC du Kamouraska a mis en place son service de transport collectif intégré (taxi, transport adapté et transport scolaire) afin de permettre aux nouveaux arrivants d'acquérir une certaine autonomie; elle offre

des cours de conduite tout en leur permettant de bénéficier du service de transport collectif déjà en place pour la population locale. Ces services sont complétés par quelques bénévoles qui sont disponibles pour assurer le transport des personnes immigrantes en cas d'urgence. C'est une pratique intéressante car la création et le développement d'un service de transport collectif peut permettre à toute la population du territoire de bénéficier de moyens de transport complémentaires à l'automobile. Si ce service de transport collectif est déjà existant, son adaptation aux besoins des immigrants peut permettre de favoriser l'installation et l'intégration sociale des nouveaux arrivants plus rapidement.

- **Les activités socioculturelles : des opportunités pour les nouveaux arrivants et la population locale de créer des liens**

L'intégration sociale des immigrants en région est souvent difficile. Il est indispensable de créer des occasions pour que la population locale et la population immigrante puissent se rencontrer et échanger afin de tisser des liens durables qui favoriseront l'intégration et la rétention des personnes immigrantes dans le milieu. Les activités socioculturelles peuvent représenter de belles opportunités pour la population locale et immigrante de se rencontrer et de mieux faire connaître leur culture respective. À Trois-Pistoles, ces activités ont permis aux nouveaux arrivants et à la population locale de fraterniser.

CINQUIÈME CHAPITRE

DISCUSSION

L'analyse transversale des cas démontre que plusieurs défis et enjeux sont associés à l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants et que pour le moment, les résultats de la régionalisation de l'immigration au Québec et des projets dans les zones à faible densité d'immigrants sont mitigés. Malgré les difficultés, les bonnes pratiques soulevées démontrent que des efforts sont faits pour adapter les processus d'accueil et d'intégration aux besoins des nouveaux arrivants afin de favoriser leur intégration socio-économique et, ultimement, d'assurer leur rétention dans les communautés d'accueil.

Le cinquième chapitre sera divisé en cinq sections. Dans la première, nous discuterons des principaux enjeux qui, selon nous, ont émergé de cette recherche. Nous ferons ressortir quatre enjeux associés à l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants et aux processus mis en place par les acteurs locaux: la sensibilisation et la rétention, la sélection et l'arrimage entre l'offre et la demande, l'intégration socio-économique et l'immigration comme facteur de développement local. Pour chaque enjeu, nous soulèverons des questions à partir des connaissances empiriques que nous possédons jusqu'à maintenant. Quelques recommandations, en caractère gras, ponctueront aussi cette première section. Dans un deuxième temps, nous reviendrons sur les propositions

que nous avons formulées au chapitre deux. Dans la troisième section, nous ferons un retour sur le cadre de travail initial afin de l'ajuster aux informations qui ont émergé du terrain. À partir de ces ajustements, un modèle de gestion de projet de développement local par l'immigration sera construit; il représente, selon nous, la réalité empirique. En quatrième partie, nous discuterons de la transférabilité des données recueillies. Par la suite, nous indiquerons ce qui constitue, selon nous, les principales limites de cette recherche. Pour terminer ce chapitre, nous discuterons des différentes pistes de recherche qui peuvent être soulevées par cette étude.

5.1 LES PRINCIPAUX ENJEUX

5.1.1 Sensibilisation et rétention : deux variables associées

Les cas étudiés ont fait ressortir la sensibilisation du milieu comme un enjeu important dans un projet d'accueil et d'intégration d'immigrants, particulièrement dans les zones à faible densité d'immigrants où peu ou pas d'immigrants sont présents et aucune masse critique n'est établie. Un constat ressort : l'intégration socio-économique et la rétention des immigrants sont très difficiles lorsqu'il y a absence d'une étape de sensibilisation préalable à l'arrivée des immigrants. Dans ce cas, la sensibilisation devient un réel défi pour les acteurs locaux qui doivent réaliser la sensibilisation du milieu parallèlement au développement de la structure d'accueil et d'intégration. La sensibilisation est un volet qui pourrait tirer avantage d'être mis en place dès le début de l'expérience, tout en continuant à se développer tout au long du projet afin de favoriser sa réussite. Cependant, des questionnements émergent des données empiriques et des interrogations subsistent quant au développement de ce volet crucial.

Peu de sources de financement sont disponibles pour favoriser le développement d'une étape de sensibilisation du milieu. Pourtant, sensibiliser le milieu, c'est permettre à ses acteurs et à sa population d'aller chercher le capital social et humain nécessaire à la réalisation et à la réussite du projet de développement local en favorisant la mobilisation de la communauté. Toutefois, sensibiliser à la diversité culturelle et aux relations

interculturelles, informer la population locale sur les défis et les enjeux que posent l'accueil, l'intégration et la rétention d'immigrants tout en lui permettant d'acquérir les outils nécessaires à la réalisation du projet demandent du temps et de l'argent. En région, dans les zones à faible densité d'immigrants où la réussite du projet est directement associée au degré d'ouverture de la population locale à l'endroit des nouveaux arrivants, quels sont les mécanismes, programmes et partenariats qui pourraient être créés afin de permettre d'inclure l'étape de sensibilisation du milieu dans les enveloppes financières associées aux projets? Sans un financement adéquat pour soutenir une étape de préaccueil et un volet sensibilisation, il sera probablement difficile pour les initiatives locales d'être structurées et efficaces au niveau de l'offre de service et de l'ouverture à la différence au moment de l'arrivée des nouveaux arrivants.

Le financement ne représente pas le seul défi qui peut se présenter aux acteurs locaux en région lorsque vient le temps de développer une étape de sensibilisation du milieu. Le défi est aussi d'être en mesure de cibler les ressources disponibles pour la réussite de cette étape. Des ressources existent pour favoriser la sensibilisation du milieu et mettre sur pied les activités pertinentes. Par exemple, des personnes-ressources dans les grands centres peuvent offrir de la formation sur la diversité culturelle et les relations interculturelles. Qui sont ces personnes-ressources? Où travaillent-elles? Comment peut-on faire pour mieux faire connaître les ressources disponibles et avoir accès à l'information pertinente les concernant? En région, les acteurs locaux, qui sont présentement sur le terrain, dans l'action, afin de favoriser l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants dans les projets en cours, sont des ressources potentielles importantes qui peuvent devenir des références pour les communautés qui souhaiteraient inclure l'immigration comme axe de développement. Cela pourrait éventuellement faciliter le réseautage entre les acteurs locaux, le secteur public et les ressources disponibles. **Il serait pertinent de penser à développer des stratégies permettant d'offrir des services de formation et d'éducation interculturelle directement dans les communautés impliquées dans les projets et d'offrir des programmes scolaires permettant de former des personnes-ressources souhaitant aller en région et**

soutenir la mobilisation-sensibilisation et l'intégration des immigrants. Il serait aussi approprié de faire une place aux personnes immigrantes dans cette offre de service.

Lorsqu'on développe une étape de sensibilisation, il est important d'avoir une bonne idée des personnes ciblées par cette étape. Les cas étudiés nous indiquent que les entreprises sont souvent ciblées quand on parle de sensibilisation du milieu, tout comme le milieu scolaire et les services sociaux et de santé. Mais est-ce suffisant? N'y aurait-il pas lieu d'élargir le volet sensibilisation à d'autres secteurs tels que le logement, les transports, les loisirs, les services aux citoyens en général (alimentation, poste, police, etc.), de même qu'aux intervenants travaillant dans les lieux de culte qui sont en contact à un moment ou un autre avec des personnes immigrantes?

La recherche a permis de relever le manque d'interactions entre la population locale et la population immigrante et le peu d'activités socioculturelles mises en place pour favoriser les liens entre elles. Une étape de sensibilisation structurée ne pourrait-elle pas préparer les citoyens locaux aux défis et enjeux associés à l'arrivée de personnes immigrantes et les impliquer dès le départ dans le projet? Et si cette implication se fait dès le départ, pourrait-elle avoir un impact sur les activités socioculturelles et les moments de rencontres développés? Si oui, cela pourrait potentiellement avoir un impact positif sur l'intégration sociale des nouveaux arrivants et leur rétention à long terme dans leur nouveau milieu.

Les expériences étudiées font ressortir la difficulté que représente l'intégration socio-économique pour les nouveaux arrivants. Pour l'immigrant souhaitant s'établir dans des zones à faible densité d'immigrants, l'intégration en emploi représente un défi et se trouver un emploi dans son domaine est pratiquement impossible. Dans ces circonstances, comment les acteurs locaux peuvent-ils favoriser l'intégration économique des immigrants? L'implication des organismes de développement dans le projet semble primordiale. Cependant, pour les organismes et les infrastructures d'appui au développement, le défi est important. En effet, comment peut-on adapter les outils et services qui sont déjà offerts à la clientèle immigrante? Quels sont les services qui

doivent être mis sur pied pour favoriser l'acquisition du capital humain nécessaire à son intégration socio-économique? **Une étape de sensibilisation structurée peut permettre d'entamer une réflexion rapidement au sein des organismes et les inciter à développer des services avant l'arrivée des personnes immigrantes.**

Le financement peut être adéquat, les personnes-ressources nombreuses et les personnes à former ciblées, mais c'est une toute autre histoire de déterminer comment faire une étape de sensibilisation structurée. Souvent, les activités de sensibilisation ont été développées en cours de projet, de façon réactive, pour compenser les difficultés rencontrées par les acteurs locaux au niveau de l'offre de service et par les personnes immigrantes au niveau de leur intégration socio-économique. Dans ce contexte, comment peut-on arriver à développer un volet sensibilisation lorsque les acteurs locaux doivent déjà développer et offrir des services et des activités d'accueil et d'intégration quotidiennement? Une sensibilisation des acteurs locaux impliqués dans le projet s'effectue via l'offre de service et les activités d'accueil et d'intégration. Cependant, les expériences étudiées tendent à démontrer que la rétention est difficile à réaliser et que l'intégration socio-économique est ardue en région. L'objectif étant de garder les immigrants dans le milieu, ne serait-il pas plus pertinent de s'attaquer directement à la problématique de la rétention? Serait-il possible d'arrimer la sensibilisation du milieu et la rétention des immigrants dans un volet sensibilisation-rétention? Si oui, comment le faire? **Face à ces défis, déployer une étape de sensibilisation proactive tout au long du projet auprès des acteurs locaux et de la population locale peut s'avérer une solution à explorer afin de faciliter la sensibilisation de la communauté locale et de soutenir l'intégration socio-économique des nouveaux arrivants. Les acteurs locaux qui sont en première ligne dans l'offre de service et déjà sensibilisés au projet pourraient être des personnes-ressources importantes, potentiellement crédibles dans leur milieu si on leur fait une place dans une étape sensibilisation-rétention.**

Une réflexion pourrait aussi avoir lieu sur la place des immigrants dans une étape de sensibilisation-rétention. Les immigrants sont ceux qui ont passé à travers les processus d'accueil et d'intégration mis en place par les acteurs locaux. Quels ont été les

facteurs qui ont incité les immigrants à quitter la communauté pour les grands centres? Quels ont été les obstacles rencontrés par les nouveaux arrivants au sein de la structure d'accueil et d'intégration? Qu'ont-ils apprécié dans les services offerts? Pourquoi certains sont-ils partis? Leurs connaissances et leurs opinions concernant les services qui ont été mis en place peuvent être très enrichissantes et contribuer à améliorer les services offerts et à développer des nouvelles activités. La rétention des immigrants ne passerait-elle pas en partie par leur implication dans le développement de la structure d'accueil et d'intégration?

Les communautés ayant opté pour une étape de sensibilisation structurée sont peu nombreuses jusqu'à maintenant. Comment structurer une étape de sensibilisation avant l'arrivée des immigrants? Encore ici, le financement, les personnes-ressources disponibles et la sélection des personnes visées par les activités représentent des interrogations pour les acteurs locaux. Les communautés doivent se donner du temps et des outils pour acquérir le capital social et le capital humain nécessaires à la réussite des initiatives. Toutefois, concrètement sur le terrain, le fait de « préparer la table » pour les personnes immigrantes peut-il avoir des répercussions sur l'accueil, l'intégration et la capacité de rétention des communautés? Le cheminement des projets actuels et futurs optant pour cette alternative devrait nous donner une meilleure idée de l'impact réel d'une étape de sensibilisation structurée sur la capacité des communautés à garder les nouveaux arrivants dans leur milieu.

En résumé, la sensibilisation est de plus en plus reconnue comme étant une étape importante dans un projet d'accueil et d'intégration d'immigrants dans les zones à faible densité d'immigrants; elle représente un enjeu important pour les acteurs locaux afin de garder les nouveaux arrivants et de se doter d'une masse critique d'immigrants. Cependant, son développement impose plusieurs défis qui doivent faire l'objet d'une réflexion. Peu de sources de financement existent présentement. Des ressources sont disponibles pour favoriser la sensibilisation mais le réseautage reste à faire ce qui rend l'accès à l'information difficile en région; de cibler les personnes et organismes à sensibiliser peut être ardu, tout comme de développer cette étape de sensibilisation,

particulièrement pour les projets qui débutent cette opération une fois le développement de la structure d'accueil et d'intégration en cours. Ces projets sont confrontés à des difficultés au niveau de la rétention des nouveaux arrivants et des stratégies doivent être mises en place pour travailler simultanément à la sensibilisation et à la rétention. **Ces stratégies pourraient être conçues et développées dès le début des projets et se poursuivre à long terme, et non pas seulement être déployées de manière séquentielle.** Certains projets commencent à aborder la sensibilisation du milieu dans une étape de préaccueil. Peu d'expériences utilisent cette approche mais des résultats positifs pourraient démontrer l'importance d'une étape de sensibilisation structurée pour la rétention des nouveaux arrivants.

5.1.2 La sélection : le défi de l'arrimage entre l'offre et la demande

Les emplois offerts en région sont souvent différents de ceux disponibles dans les grands centres. Les besoins en main-d'œuvre sont concentrés dans certains secteurs d'activités; ceux-ci peuvent varier selon les régions et demandent souvent des compétences manuelles et peu de formation. C'est la réalité du marché de l'emploi en région, en dehors des grands centres régionaux, et c'est majoritairement des emplois de ce type que les employeurs ont à offrir dans les communautés rurales et semi-rurales. Ce que demandent les employeurs, c'est d'avoir le bassin de main-d'œuvre nécessaire pour combler les emplois disponibles le plus rapidement possible. De son côté, l'immigrant arrive au Québec avec son bagage scolaire et professionnel, des intérêts et des compétences qui lui sont propres. Il a un capital humain développé dans son pays d'origine dont il souhaite faire bénéficier sa communauté d'accueil. Ce qu'il demande, c'est d'avoir la chance de travailler dans son domaine ou un domaine connexe, le plus rapidement possible, dans son pays d'accueil. Dans la situation actuelle, les processus de sélection ne permettent pas de maximiser le potentiel en capital humain que représente l'immigration et ne tiennent pas compte des besoins en capital humain des employeurs situés en région, à l'extérieur des grands centres régionaux. L'offre et la demande et les processus de sélection représentent des enjeux importants pour les projets d'accueil et d'intégration dans les zones à faible densité d'immigrants afin de favoriser l'intégration

économique et la rétention des nouveaux arrivants dans leur milieu. Une réflexion s'impose au niveau de la sélection afin de faire progresser les processus et les pratiques dans ce domaine et d'arriver à mieux combler les attentes des immigrants et des communautés dans les projets en région.

Jusqu'à présent, l'accent a été mis sur les immigrants qualifiés, diplômés et ayant un important capital humain. Les immigrants ayant ces caractéristiques se trouvent souvent dans l'incapacité de trouver un emploi dans leur domaine lorsqu'ils arrivent en milieu rural et semi-rural où les emplois demandent souvent peu de qualifications. Pour accéder au marché du travail, ils doivent accepter un emploi dans un domaine situé en dehors de leur champ de compétences où ils sont surqualifiés, sous-payés et sans expérience, ce qui ne permet pas de mettre en valeur leur capital humain au profit de leur nouveau milieu de vie. À partir de ces constats, comment peut-on arriver à améliorer les processus de sélection, tant au niveau gouvernemental que dans les projets locaux, pour réaliser un meilleur arrimage entre les compétences des immigrants et les emplois disponibles en région?

Les personnes immigrantes, à leur arrivée au Québec, ont beaucoup de difficultés à faire reconnaître leurs acquis et les expériences professionnelles vécues dans leurs pays d'origine. Les processus et les stratégies mis en place jusqu'à maintenant ne permettent pas de tenir pleinement compte du bagage professionnel détenu par les nouveaux arrivants. On dénote une méconnaissance des employeurs quant aux compétences acquises et aux tâches accomplies à l'intérieur des professions et des métiers pratiqués dans le pays d'origine. Il y a aussi certaines difficultés à évaluer cette expertise et les compétences que possèdent les nouveaux arrivants. Cette situation rend difficile leur insertion professionnelle dans leur domaine d'étude ou de travail au Québec. **Un travail est à faire auprès des employeurs afin de les sensibiliser aux expériences acquises ailleurs et au potentiel que peut représenter ces expériences pour ceux qui choisissent d'embaucher des personnes immigrantes.**

Une réflexion est amorcée au niveau gouvernemental pour adapter les critères de sélection aux besoins des régions. Pour cela, le gouvernement doit avoir un portrait général des besoins en main-d'œuvre en région. Mais est-ce qu'un portrait général est suffisant pour adapter les processus de sélection aux besoins des régions et avoir réellement de l'influence sur l'intégration socio-économique et la rétention des immigrants dans les communautés? Dans les régions du Québec, les besoins en main-d'œuvre sont différents d'une région à l'autre, voire d'une MRC à l'autre et d'une communauté à l'autre dans certaines régions. Une connaissance approfondie de cette diversité des besoins locaux et des secteurs potentiels d'emploi et son arrimage avec le développement de nouveaux critères et de nouvelles pratiques en matière de sélection représentent un défi de taille pour le gouvernement. Par exemple, est-ce qu'il faut tenir compte des différents besoins de chaque région ou faire la sélection de quelques secteurs potentiels à partir desquels on souhaite développer de nouveaux critères de sélection? Les dernières années nous ont démontré la précarité de plusieurs secteurs industriels qui ont souffert de la délocalisation de l'économie et des emplois vers des pays en émergence; cela a affecté l'économie des régions. Doit-on adapter nos critères de sélection en fonction des besoins actuels en main-d'œuvre en ne sachant pas ce que l'avenir nous réserve? Où ne faudrait-il pas faire un exercice de projection afin de déterminer les secteurs d'activités porteurs d'emploi en région pour le futur et particulièrement en milieu rural et semi-rural? À la lumière des résultats de l'étude, si on souhaite favoriser l'intégration socio-économique et l'établissement à long terme des immigrants dans les communautés, **il faut cibler les bons secteurs d'activités et les bonnes compétences qui permettront aux futurs immigrants de travailler dans leur domaine et participer pleinement au développement socio-économique de leur communauté d'accueil.**

Les expériences étudiées dans le cadre de cette étude ont démontré que les processus et les pratiques de sélection varient beaucoup d'un projet à l'autre selon que les nouveaux arrivants accueillis sont des réfugiés politiques ou des immigrants qui ont ou qui auront leur citoyenneté canadienne. La répartition des réfugiés politiques sur le territoire québécois est une tâche qui revient au gouvernement provincial. Les communautés locales ne participent pas aux processus de sélection et n'ont pas droit de

regard sur les réfugiés qui viennent s'établir sur leur territoire. En revanche, les études de cas démontrent que pour les immigrants de première et de seconde destination, les communautés locales en région peuvent s'impliquer dans les processus de sélection. Comme nous venons de le voir, les critères de sélection doivent être revus. Ainsi, concrètement, aujourd'hui, qu'est-ce que les acteurs locaux en région peuvent faire pour améliorer leurs pratiques de sélection et favoriser l'arrimage entre les besoins locaux et l'immigration? La plupart des emplois disponibles en milieu rural et semi-rural sont dans des secteurs qui ne correspondent pas aux compétences détenues par les nouveaux arrivants.

Néanmoins, il y a certains emplois qui peuvent être disponibles et qui concordent avec les compétences détenues par les personnes immigrantes. Cependant, certaines professions sont régies par des ordres professionnels (médecins, psychologues, etc.) et il est très difficile pour les personnes immigrantes de faire reconnaître leurs diplômes et de se faire accepter au sein des ordres. D'autres emplois, dans des secteurs non régis par des ordres, peuvent être disponibles et correspondre à des compétences détenues par des personnes immigrantes acceptées au Québec (administration des affaires, enseignement, services à la clientèle, etc.). Comment pourrait-on favoriser l'accessibilité à ces professions aux immigrants ayant une formation connexe? Surtout que pour plusieurs secteurs, il y a un manque criant de main-d'œuvre, ce qui occasionne des problèmes dans l'offre de nombreux services en région, particulièrement en milieu rural et semi-rural.

Les municipalités intéressées par l'accueil et l'intégration des immigrants peuvent aussi développer des pratiques et des outils leur permettant de diversifier leurs pratiques de sélection. Serait-il possible pour les régions et les communautés locales d'aller sélectionner eux-mêmes les immigrants à l'étranger en fonction de leurs besoins? Si oui, comment pourrait-on s'y prendre pour développer ce volet? Les nouvelles technologies de l'information et Internet sont de plus en plus omniprésentes dans le monde d'aujourd'hui. Quelles sont les possibilités offertes par les nouvelles technologies de l'information au niveau du recrutement et de la sélection pour les collectivités en région? Chaque région et plusieurs communautés locales ont maintenant

leur propre site Internet afin de faire connaître leur milieu en tant que destination touristique et comme milieu de vie à découvrir. Ne serait-il pas intéressant pour les communautés intéressées par l'accueil de personnes immigrantes d'inclure un volet immigration sur leur portail? Le site Internet peut être un outil important pour faire connaître les projets aux immigrants résidant à l'étranger et souhaitant venir s'établir au Québec. En affichant les services et les emplois offerts dans leur milieu, le site Internet ne pourrait-il pas devenir un outil de sélection important pour les communautés locales?

En résumé, favoriser un meilleur arrimage entre les besoins des employeurs en région et les qualifications des personnes immigrantes est un défi de taille. Un défi tant pour le gouvernement, qui doit améliorer les processus de sélection afin de tenir compte des besoins en main-d'œuvre des régions, que pour les collectivités locales, qui doivent développer de nouvelles pratiques de recrutement et de sélection complémentaires à celles déjà existantes. C'est un enjeu important pour le développement de l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants; il pourrait avoir un impact potentiel positif sur la prédisposition à l'intégration socio-économique des immigrants dans leur communauté d'accueil et sur la capacité des communautés locales à faible densité d'immigrants de pouvoir garder ces nouveaux arrivants à long terme dans leur milieu.

5.1.3 Prioriser l'intégration sociale ou économique

L'objectif d'une structure d'accueil et d'intégration est de favoriser l'intégration socio-économique des nouveaux arrivants dans la communauté le plus rapidement possible. La présente étude met en relief différentes stratégies utilisées par les acteurs locaux au niveau de l'offre de service afin d'atteindre cet objectif. Pour certains projets, la porte d'entrée dans la communauté passe par l'intégration sociale. Pour d'autres, c'est l'emploi et l'intégration économique. Peu importe l'option choisie, l'enjeu demeure la rétention et les défis sont nombreux.

Pour les communautés qui ont opté pour l'intégration sociale préalablement à l'intégration économique, certains avantages peuvent resurgir. Par exemple, le fait de

concentrer les processus sur l'intégration sociale lors de l'arrivée des personnes immigrantes peut permettre à celles-ci de se familiariser avec leur nouvelle communauté d'accueil, avec les services qu'elles ont à leur disposition et de devenir autonomes plus rapidement que si elles devaient occuper immédiatement un emploi. Les immigrants allophones peuvent suivre des cours de français à temps plein, si ce service existe. C'est aussi l'occasion pour la population locale et les personnes immigrantes de mieux se connaître via différentes activités. Cependant, l'analyse transversale indique que ce n'est pas si simple que cela.

Le financement pour la francisation peut être difficile en région. Pour les communautés qui accueillent des réfugiés, la francisation est financée par le gouvernement, ce qui n'est pas le cas pour les personnes à leur deuxième destination ou plus, de même que pour les personnes qui immigreront pour des raisons économiques ou familiales et qui décident de s'installer en région. Cela peut donc rendre l'offre de service pour la francisation difficile dans les zones à faible densité d'immigrants. Comment peut-on arriver à offrir des services de francisation efficaces aux nouveaux arrivants en milieu rural et semi-rural qui respectent un cadre financier logique? **Les instances gouvernementales et les communautés locales doivent se concerter sur cette problématique car elle représente un obstacle important à la rétention des nouveaux arrivants qui ne sont pas des réfugiés politiques.**

Les infrastructures de support aux nouveaux arrivants se développent graduellement. Les secteurs du logement, de l'éducation, des services sociaux et des services de santé ont été sollicités et ont dû s'adapter et offrir les services rapidement pour répondre aux besoins des nouveaux arrivants. Néanmoins, les résultats sont mitigés. Est-ce qu'adapter les services existants est suffisant pour accueillir et favoriser l'intégration sociale des immigrants en milieu rural et semi-rural? N'aurait-il pas lieu de créer des services complémentaires aux services déjà existants? Si oui, quels sont les secteurs à privilégier et quelles stratégies peuvent être mises en place pour améliorer l'offre de service faite aux immigrants?

Les réfugiés politiques ont, pour la plupart, un vécu prémigratoire difficile. Ils proviennent de pays où la situation politique est instable et où leur vie est en danger ce qui implique des besoins spécifiques en matière de services psycho-sociaux. Ces services peuvent être difficiles à offrir en milieu rural et semi-rural où peu de gens sont formés pour répondre à ces besoins. Est-il possible de combler ces besoins avec les ressources actuellement disponibles en région? Dans ce contexte, comment offrir des services psycho-sociaux adéquats permettant de faciliter l'établissement et l'intégration des réfugiés dans leur nouveau milieu? **Ici, la présence de personnes immigrantes, provenant du même pays ou parlant la même langue, tout en ayant des formations en psychologie, pourrait certes être un atout majeur pour les acteurs locaux.**

Les services d'aide à l'intégration sociale peuvent favoriser la participation des personnes immigrantes à la vie communautaire de leur nouveau milieu. Dans les zones à faible densité d'immigrants, la participation à la vie communautaire est souvent difficile, ce qui a pour conséquence, l'isolement des personnes immigrantes. Dans ce contexte, quelles sont les activités qui peuvent être mises en place pour favoriser les contacts entre la communauté locale et les personnes immigrantes? N'aurait-il pas lieu d'impliquer les personnes immigrantes dans le développement des activités socioculturelles? **Une réflexion doit se faire au sein des communautés locales impliquées dans des projets d'accueil et d'intégration afin de créer des lieux de rencontres pouvant favoriser le rapprochement interculturel.**

Les communautés qui ont priorisé l'intégration sociale doivent un jour ou l'autre faire face au défi présenté par l'intégration économique de leurs nouveaux arrivants. Dans un contexte où l'intégration sociale est en cours, quand doit-on inclure l'intégration économique dans les processus? C'est un moment stratégique dans le projet et les acteurs locaux et les personnes immigrantes ont comme tâche d'être prêts à relever ce défi. Rendu à cette étape, quels sont les processus qui doivent être mis en place pour favoriser l'intégration économique des nouveaux arrivants? Qui doit-on inclure dans ces processus? Le succès de l'intégration économique dépend en grande partie de la capacité des immigrants à connaître les outils de recherche d'emploi à leur disposition et les

services associés à l'employabilité offerts dans le milieu, de même que de leur capacité à être en contact avec les employeurs potentiels. Les organismes de développement et les employeurs peuvent faciliter les démarches des personnes immigrantes en se réseautant et en rendant accessibles les services offerts dans le milieu et les emplois disponibles. Mais au-delà des services déjà offerts, que pourraient faire de plus les organismes et les employeurs pour favoriser l'employabilité et l'insertion en emploi des personnes immigrantes? Les services d'aide à l'emploi sont cruciaux pour la réussite des projets qui priorisent l'établissement et l'intégration sociale. En effet, est-ce que le fait de s'établir, de s'intégrer socialement et de passer par les services offerts par les acteurs locaux avant de se trouver un emploi permet aux nouveaux arrivants d'aller chercher les outils et le capital social et humain nécessaires pour éventuellement s'intégrer sur le plan socio-économique et obtenir un emploi qui correspond à leurs attentes? Il faut que les nouveaux arrivants perçoivent des avantages à s'établir et à s'intégrer avant de se trouver un emploi. Sinon, pourquoi les nouveaux arrivants resteraient-ils dans la communauté? Est-ce que la majorité des immigrants demeurent dans la communauté tout au long de la période d'établissement et d'intégration sociale? Une partie importante quitte-t-elle avant d'avoir un emploi? En ce sens, les résultats des projets en cours permettront de mieux saisir la pertinence de cette stratégie et de dégager d'autres questionnements et de nouvelles pistes de recherche.

Pour les communautés ayant priorisé l'intégration économique, l'immigrant doit avoir un emploi pour venir s'établir dans le milieu. Elles font donc de l'emploi, la porte d'entrée. Le fait d'avoir un emploi dès leur arrivée peut représenter un avantage pour les personnes immigrantes dans leur démarche pour s'intégrer dans leur nouveau milieu. Elles peuvent ainsi avoir un revenu et être financièrement autonomes tout en développant un réseau social plus rapidement, étant en contact avec d'autres travailleurs. Cela permet aussi à la personne immigrante d'avoir accès à une expérience de travail au Québec, ce qui n'a pas toujours été possible à leur destination précédente. Cependant, les expériences en cours laissent entrevoir que l'intégration économique des immigrants est parsemée d'embûches. Pour les acteurs locaux et les décideurs publics, il faut arriver à mieux comprendre ces difficultés et pousser plus loin les réflexions et les processus, si on

souhaite que prioriser l'intégration économique soit un facteur de rétention pour les nouveaux arrivants.

Les immigrants qui décident de s'établir en milieu rural et semi-rural, ne travaillent généralement pas dans leur domaine ou champ de compétence. Cela demande une adaptation pour la personne immigrante; elle doit souvent apprendre un nouveau métier et développer de nouvelles aptitudes pour pouvoir remplir adéquatement les tâches associées à son emploi. Cette réalité est souvent ignorée par les employeurs et les organismes de développement en région. Dans ce contexte, quels sont les services qui peuvent être développés pour favoriser l'acquisition du capital humain nécessaire aux personnes immigrantes dans les secteurs où elles sont employées? Qui doit fournir ces services? **Les employeurs et les acteurs locaux et publics travaillant au niveau de l'emploi et de l'employabilité auraient intérêt à se concerter, à se réseauter et à développer des partenariats pour améliorer l'offre de service et permettre à l'immigrant d'aller chercher l'information et la formation pertinente.** Cela est d'autant plus vrai, si on souhaite pouvoir prioriser l'intégration économique comme porte d'entrée dans les communautés rurales et semi-rurales.

Souvent, ce qu'on propose aux immigrants, ce sont des emplois exigeants physiquement, qui demandent peu de qualifications et dont les travailleurs locaux ne veulent plus. Les salaires sont peu élevés et les conditions de travail souvent difficiles ce qui rend la rétention des immigrants dans les entreprises et dans les communautés rurales et semi-rurales ardue. D'autant plus qu'il existe parfois peu de contacts entre les travailleurs locaux et immigrants, rendant l'intégration économique laborieuse. Les organismes de développement peuvent aider au niveau de la formation mais pour les conditions de travail et les relations entre les employés, ce sont les entreprises qui sont directement interpellées. Que peuvent faire les entreprises pour améliorer les conditions de travail qu'elles offrent aux personnes immigrantes et favoriser les rapports entre les travailleurs locaux et les travailleurs immigrants? Les entreprises employant des personnes immigrantes ont intérêt à s'ajuster aux difficultés rencontrées par les travailleurs immigrants si le milieu souhaite l'établissement à long terme des immigrants

dans leur milieu. Est-ce que les travailleurs immigrants sont simplement de la main-d'œuvre à bon marché? Les travailleurs immigrants peuvent amener des idées et des solutions; ils possèdent une vision des choses, un capital humain qui peut être exploité par les entreprises. Ils ont aussi un réseau dans leur pays d'origine qui peut représenter des occasions d'affaires pour les entreprises. Une réflexion s'impose car les immigrants peuvent représenter une ressource riche en opportunités pour les employeurs, ressource qui, présentement, quitte en partie les zones à faible densité d'immigrants pour retourner dans les grands centres.

Dans les expériences où la porte d'entrée dans le milieu est l'emploi et l'intégration économique, l'intégration sociale se fait simultanément. Cela demande au milieu d'offrir les services et les activités d'accueil et d'intégration sociale en tenant compte du fait qu'une partie importante des immigrants travaillent durant la journée, ce qui n'est pas le cas dans les expériences où on priorise l'intégration sociale. Il est primordial dans de tels projets, que les acteurs locaux structurent les processus et déterminent clairement les responsabilités de chacun. Quels sont les services qui sont offerts pour favoriser l'établissement et l'intégration sociale des nouveaux arrivants? Le défi est de taille pour les acteurs locaux et demande, si on souhaite garder les nouveaux arrivants dans le milieu, un réseautage et une coordination importante qui semblent faire défaut jusqu'à présent dans les projets. **Il est très important dans les projets de poursuivre le développement des partenariats sectoriels, mais aussi intersectoriels pour coordonner l'offre de service. Les comités locaux et les tables de concertation représentent des lieux où peut émerger cette coordination.** Qui fait quoi au niveau de l'offre de service afin de favoriser l'établissement, l'intégration et la rétention des nouveaux arrivants? Parfois certains services sont offerts par l'organisme d'aide à l'intégration et les entreprises simultanément. Parfois certains services ne sont pas offerts en raison d'un manque de financement ou d'un manque de communication entre les acteurs locaux impliqués dans l'offre de service ce qui complexifie les processus. Comment harmoniser les services d'accueil et d'intégration sociale avec les horaires de travail et l'intégration économique? Souvent, des services d'accueil et d'intégration sociale sont accessibles au moment où des immigrants travaillent ou qu'ils portent la

fatigue d'une journée de travail; cela ne permet pas aux travailleurs immigrants de profiter pleinement de ce qui est offert. **Lorsqu'une ou des municipalités décident de favoriser l'emploi comme porte d'entrée des immigrants dans le milieu, les acteurs locaux doivent être conséquents et composer avec ce choix dans le développement des activités et des services offerts.**

Le développement de la structure d'accueil et d'intégration démontre l'importance de l'organisme qui prend en charge ce volet et ce, peu importe si l'intégration sociale ou économique représente la porte d'entrée dans le milieu. Dans les projets qui priorisent l'intégration sociale, c'est l'organisme en charge de l'accueil et de l'intégration qui développe la plate-forme de service; celle-ci s'adresse généralement à une clientèle qui vient d'arriver au Québec et qui a peu de repères pour s'intégrer dans la société québécoise, les réfugiés politiques par exemple. Pour l'organisme, accompagner ces nouveaux arrivants en facilitant leur établissement et leur intégration à la société québécoise peut favoriser la réussite de leur intégration socio-économique. Pour les projets qui priorisent l'emploi, cet accompagnement et ce suivi doivent-ils être le même pour tout le monde? De tels projets ciblent principalement des immigrants de deuxième destination qui choisissent de venir s'établir en milieu semi-rural et rural car les perspectives d'emploi sont meilleures. Une partie importante des personnes immigrantes ont besoin d'un accompagnement et d'un suivi pour favoriser leur intégration socio-économique; pour cette raison, on ne doit pas mettre en doute la pertinence d'un organisme d'accueil et d'intégration. Cependant, les immigrants qui arrivent dans le milieu doivent-ils obligatoirement passer par l'organisme d'accueil? Certains souhaitent peut-être, pour diverses raisons, trouver eux-mêmes leur emploi et s'intégrer sans l'aide d'un organisme. Doit-on favoriser ce type de démarche individuelle? Est-ce qu'il y a une ouverture pour ce type de démarche au sein des organismes? **Ceux-ci ne doivent jamais oublier que ce qu'ils offrent représente des services à la disposition des personnes immigrantes, ce qui en soit n'a rien de contraignant.**

En résumé, l'intégration sociale et l'intégration économique représentent les deux portes d'entrée pour les immigrants en milieu rural et semi-rural. L'intégration sociale

semble être priorisée dans le cas des réfugiés ou des immigrants qui viennent d'arriver au Québec. L'intégration économique semble être la porte d'entrée pour les immigrants provenant des grands centres et qui en sont à leur deuxième destination ou plus. Pour le moment, il n'existe aucune recette miracle en matière d'accueil et d'intégration d'immigrants. On peut cependant se servir des expériences actuelles pour tenter d'améliorer les structures présentes en se questionnant sur les processus mis en place et en réfléchissant sur de nouvelles pratiques qui pourraient favoriser l'intégration et la rétention des nouveaux arrivants dans les zones à faible densité d'immigrants.

5.1.4 L'immigration comme facteur potentiel de développement local

L'immigration commence à émerger en milieu rural et semi-rural et à être incluse comme voie de développement afin de revitaliser les communautés et combler les emplois disponibles. Dans les projets en cours, l'immigration a pour le moment peu d'impact sur les communautés locales. Il y a généralement peu ou pas de sensibilisation du milieu dans les projets, l'arrimage entre les emplois disponibles et les compétences des personnes immigrantes semble difficile pour le moment et l'intégration socio-économique laborieuse ce qui rend la rétention à long terme des nouveaux arrivants difficile. Pourtant, il semble que les immigrants aient un certain impact sur les communautés étudiées et leur patrimoine collectif. D'autant plus que les initiatives débutent et qu'au fur et à mesure que les projets actuels progresseront et que d'autres émergeront en tenant compte des erreurs des projets précédents mais aussi des bonnes pratiques déjà établies, l'impact de l'immigration sur le patrimoine collectif et les capitaux étudiés pourrait augmenter. Il est intéressant ici de voir plus loin que les résultats actuels sur le patrimoine collectif et de réfléchir au potentiel que peuvent représenter les immigrants pour le développement local des communautés et pour les capitaux étudiés. Penser en termes de potentialités permet d'avoir une perspective à long terme du projet et de réfléchir à ce qui reste à faire et à développer pour favoriser la réalisation de ces potentialités.

L'impact de l'immigration sur le développement et l'accroissement du **capital physique** pourrait être encore plus important que ce qui nous a été démontré jusqu'à présent dans les projets étudiés.

A venir jusqu'à maintenant, ce sont principalement les services de première ligne et le milieu scolaire qui ont adapté et développé leurs infrastructures afin d'offrir des services aux personnes immigrantes. D'autres services pourraient aussi adapter leurs infrastructures, si on souhaite l'établissement à long terme des nouveaux arrivants dans les communautés rurales et semi-rurales. Quels sont ces services qui pourraient favoriser l'intégration et la rétention des personnes immigrantes? Quels sont les avantages que pourraient retirer ces services en adaptant leurs infrastructures à la présence immigrante? Quel est le coût associé à ces démarches? Les services de transport, les loisirs, les commerces d'alimentation, les lieux de culte et les infrastructures d'aide au développement économique peuvent représenter des exemples concrets. La présence de personnes immigrantes pourrait devenir une occasion, dans le secteur des services, de développer de nouvelles activités et de poursuivre la diversification de l'offre de service et de produits; cela pourrait avoir un impact important sur l'accroissement du capital physique et du patrimoine de la communauté.

L'impact de l'immigration sur le capital physique se limite principalement à la location de logements. Cet impact pourrait être beaucoup plus important. Plutôt que d'être locataire, pourquoi les personnes immigrantes ne seraient-elles pas incitées à devenir propriétaire de leur demeure ou même de leur propre commerce? Le coût des infrastructures physiques en milieu rural et semi-rural est souvent beaucoup moins élevé qu'en milieu urbain et avec l'exode rural, de plus en plus de maisons et d'immeubles seront disponibles. Pour ceux qui seraient intéressés à s'établir à long terme et à posséder du capital physique, par quels moyens pourrait-on faciliter l'accès à la propriété et à des sources de financement? On parle beaucoup d'occuper le capital physique déjà existant, qui sait? Peut-être que la rétention à long terme des immigrants dans les communautés permettrait à celles-ci de se doter de nouvelles infrastructures physiques (maisons,

entreprises, services, etc.), entraînant une diversification du capital physique et une augmentation du patrimoine collectif.

L'impact de l'immigration sur le **capital économique** est pour le moment peu visible dans les projets étudiés. Le capital économique tangible (appareil économique, capital physique) est souvent peu impliqué dans les projets en cours. Quant au capital économique intangible (entrepreneuriat individuel ou collectif, partenariat, leadership économique, etc.), son développement pourrait favoriser l'intégration économique des nouveaux arrivants et leur participation à la vie économique de leur nouveau milieu.

Les institutions tangibles du capital économique doivent être un partenaire de premier plan si on souhaite réussir l'accueil et l'établissement de personnes immigrantes. Pour favoriser l'intégration socio-économique et la rétention, le capital économique tangible présent sur le territoire a comme tâches de se concerter et d'offrir des services qui pourraient permettre aux immigrants d'avoir un impact sur le capital économique et sur le patrimoine des communautés. Pour cela, une réflexion doit être faite par les entreprises, les organismes et les infrastructures d'aide au développement économique et à l'employabilité et les circuits d'épargne et de financement afin d'offrir la possibilité pour les nouveaux arrivants d'accroître le capital économique de leur communauté d'accueil. Quels sont les partenariats qui peuvent être établis pour favoriser au maximum l'employabilité et l'intégration des immigrants sur le marché du travail? Quelles sont les stratégies qui pourraient être mises en place pour favoriser l'entrepreneurship? Comment pourrait-on promouvoir le leadership économique auprès des personnes immigrantes intéressées à s'établir dans le milieu? Comment leur permettre d'exercer ce leadership?

Les personnes immigrantes peuvent créer un impact considérable sur le capital économique tangible; leur intégration socio-économique demande l'adaptation, le développement et la diversification des services offerts par les institutions. En ayant accès à ces services, les personnes immigrantes pourraient être en mesure d'augmenter le capital économique intangible des communautés d'accueil par une présence plus

importante dans la vie économique. En ayant accès aux services offerts par le capital économique tangible et en développant les outils nécessaires à leur participation à la vie économique des communautés d'accueil, les personnes immigrantes seraient mieux outillées pour produire des biens et des services et contribuer à la diversification du capital économique de l'économie locale.

Au niveau du **capital social**, l'immigration a un certain impact, particulièrement pour les projets qui ont mis en place des services et des activités d'accueil et d'intégration; la concertation a permis aux acteurs locaux d'offrir les principaux services de première ligne qu'ils jugeaient essentiels. Cependant, les réflexions sur le développement et l'amélioration des structures et des activités d'accueil et d'intégration doivent se poursuivre si les communautés en milieu rural et semi-rural souhaitent que l'immigration devienne un axe de développement pour leur milieu. Comment peut-on améliorer les services déjà en place? Quels sont les services qui peuvent être développés pour améliorer la structure d'accueil et d'intégration? Quelles sont les ressources disponibles dans le milieu? Comment développer les réseaux et la coopération nécessaire à la mise en place de ces services? Comment peut-on favoriser la confiance, l'engagement civique, les réseaux sociaux et la cohésion sociale, des indicateurs fréquemment associés au capital social?

Les personnes immigrantes arrivent au Québec avec un capital social qui s'est formé dans le pays d'origine et qui, pour le moment, est peu utilisé. En quoi et comment le capital social détenu par les personnes immigrantes peut-il être utile aux acteurs locaux et aux communautés locales dans le développement de la structure d'accueil et d'intégration? Les réseaux locaux, nationaux et transnationaux immigrants peuvent receler des opportunités pour les communautés et les acteurs locaux. Quelles pourraient être ces opportunités? Comment peut-on les développer?

Le **capital humain** permet la création du bien-être personnel, social et économique par l'éducation, la formation et les expériences vécues. L'immigration a un certain impact jusqu'à maintenant sur le capital humain des acteurs locaux et des

membres des communautés locales mais les processus et les activités mises en place ont très peu d'impact sur le capital humain des nouveaux arrivants. Le potentiel de création de capital humain que peut représenter un projet d'accueil et d'intégration de nouveaux arrivants pour la population et pour les personnes immigrantes peut être plus important que ce qui est démontré jusqu'à présent dans les projets.

Les résultats des expériences semblent démontrer jusqu'à présent qu'un capital humain développé avant l'arrivée des personnes immigrantes pourrait favoriser l'intégration socio-économique et éventuellement la rétention à long terme des personnes immigrantes. Le premier enjeu soulevé dans ce chapitre a permis d'aborder l'importance que peut avoir la sensibilisation et une étape de préaccueil sur la rétention à long terme des personnes immigrantes et le développement du capital humain nécessaire à la réalisation du projet. Cependant, le fait d'éduquer et de former avant l'arrivée des personnes immigrantes peut donner des résultats mitigés si on laisse par la suite les communautés locales à elles-mêmes. La formation continue est de plus en plus valorisée dans le monde d'aujourd'hui. Comment assurer un suivi à l'éducation et à la formation offertes une fois les immigrants sur place? Quels sont les moyens qui peuvent être utilisés pour fournir le savoir et le savoir-faire nécessaires aux acteurs locaux lorsque des difficultés ou des questionnements apparaissent en cours de projet? Les projets d'accueil d'immigrants en milieu rural et semi-rural ne font que débiter. **Les expériences vécues par les acteurs locaux et les populations locales représentent du capital humain qui pourrait être utilisé pour les expériences subséquentes.**

Les capitaux physique, économique, social et humain représentent des facteurs importants dans une perspective de développement local. L'immigration, en contribuant à la création de capitaux, peut s'avérer à long terme une source d'accroissement durable du patrimoine et du capital socio-économique des communautés. Les expériences étudiées dans le cadre de cette étude ne sont pas assez avancées pour que les nouveaux arrivants aient un impact durable sur les communautés impliquées. Cependant, le fait d'aborder l'immigration, le développement de la structure d'accueil et d'intégration et la rétention dans l'optique d'un accroissement des capitaux et du patrimoine des communautés a

permis de percevoir l'état actuel des processus. C'est l'occasion aussi d'offrir des éléments de réflexion qui permettront, nous l'espérons, d'améliorer notre compréhension des défis et des enjeux associés à la régionalisation de l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants tout en favorisant l'émergence et l'actualisation de nouvelles pratiques porteuses; celles-ci pourront, éventuellement, servir à développer l'immigration comme un outil de développement privilégié pour les communautés locales tout en permettant aux nouveaux arrivants d'être inclus et de participer au développement de leur communauté d'accueil.

5.2 UN RETOUR SUR LES PROPOSITIONS THÉORIQUES

La revue de littérature et la problématique de recherche ont mis en évidence le peu de documentation concernant les projets d'accueil et d'intégration d'immigrants dans les zones à faible densité d'immigrants et les processus qu'ils induisent. En effectuant cette étude dans une optique de développement local, nous avons construit notre proposition générale de recherche autour du fait que les expériences locales d'accueil et d'intégration d'immigrants et les processus qu'elles induisent peuvent réussir dans les zones à faible densité d'immigrants lorsqu'elles sont planifiées. Pour rivaliser avec la proposition générale, la deuxième proposition de recherche indique qu'il est possible pour les projets de réussir l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants, de façon non-structurée, sans qu'il y ait de planification véritable dans le temps des processus à mettre en œuvre. Le cadre de travail a été bâti afin de permettre de valider la proposition générale de recherche et d'invalidier la deuxième proposition. Il a donc été construit en fonction de la possibilité que les projets soient planifiés et développés à partir d'étapes et de volets précis.

La rédaction des cas et l'analyse transversale tendent à infirmer la proposition rivale de recherche. En effet, jusqu'à maintenant, les projets d'accueil et d'intégration mis en place sont généralement très peu planifiés dans le temps et les résultats sont mitigés. Globalement, l'intégration socio-économique des personnes immigrantes est difficile dans les projets en cours ce qui rend ardue la rétention à long terme des nouveaux

arrivants dans les communautés. Actuellement, l'immigration a peu d'impact sur le patrimoine des communautés étudiées. Ces constats nous indiquent qu'il semble difficile de réussir un projet d'accueil et d'intégration d'immigrants, sans préparation et planification au préalable.

Si les résultats obtenus jusqu'à maintenant semblent infirmer la proposition rivale de recherche, cela ne veut pas dire qu'ils confirment la proposition générale. En effet, jusqu'à maintenant, aucun projet planifié n'a développé une structure d'accueil et d'intégration. Des projets de ce type commencent cependant à émerger dans les zones à faible densité d'immigrants. Toutefois, il est trop tôt pour affirmer que des projets structurés dans le temps vont réussir, là où les projets spontanés et réactifs ont échoué jusqu'à présent. Rien ne nous dit que l'intégration socio-économique et la rétention à long terme des immigrants dans les zones à faible densité d'immigrants seront possibles même avec des projets planifiés de la part des acteurs locaux et institutionnels.

Les initiatives non planifiées ne permettent pas, jusqu'à maintenant, l'intégration et la rétention des personnes immigrantes; ce fait nous indique que de planifier les projets futurs peut représenter une alternative porteuse, particulièrement si un maximum d'acteurs sont impliqués dans sa réalisation dès le début. D'ailleurs, les expériences de ce genre commencent à émerger comme c'est le cas à Rivière-du-Loup. Il sera important de documenter et de contextualiser ces cas afin de confronter la proposition générale de recherche à d'autres données empiriques qui permettront éventuellement de la confirmer ou de la réfuter. En attendant, les cas étudiés nous ont permis de décrire les processus et de mieux comprendre les défis et les enjeux associés à l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants. Un retour sur le cadre de travail initial s'impose pour intégrer les informations qui ont émergées des données empiriques et adapter notre cadre de travail à ces nouvelles informations.

5.3 UN RETOUR SUR LE CADRE DE TRAVAIL INITIAL

La rédaction des cas, l'analyse transversale et les enjeux soulevés dans le présent chapitre nous permettent d'ajuster le cadre de travail afin d'y inclure certaines informations qui ont émergé de la collecte et de l'analyse de données; ces informations pourront solidifier le cadre de travail initial et seront incluses dans le modèle.

Tout d'abord, pour les types d'initiatives, les cas étudiés nous ont montré que les initiatives démarrent en tant que projet endogène et deviennent à un moment ou un autre une initiative endoexogène. Une autre terminologie pourrait permettre de définir les types d'initiatives tout en créant une valeur ajoutée aux données recueillies. Chaque communauté développe une logique par laquelle elle cherchera à accueillir, intégrer et garder ses nouveaux arrivants. Certaines communautés, comme Thetford Mines, vont évoquer le manque d'emploi dans leur milieu et se servir de la logique économique pour attirer, intégrer et garder les personnes immigrantes de deuxième destination. D'autres, comme Trois-Pistoles, vont prioriser les réfugiés politiques et développer leur projet dans une logique humanitaire. La beauté et l'attrait que peut représenter une communauté ou une région peut aussi servir de base au projet et inciter, comme à Lac-Mégantic, les acteurs locaux à développer l'initiative dans une logique touristique en vendant leur milieu de vie aux nouveaux arrivants afin de les accueillir et les garder dans leur milieu. Finalement, d'autres, comme la ville de Québec, vont miser sur leur héritage culturel pour attirer et garder les nouveaux arrivants qui s'établissent sur son territoire. Le fait de partir des logiques par lesquelles les acteurs locaux souhaitent accueillir, intégrer et garder permettra, selon nous, de mieux introduire et mettre en perspective les initiatives et de mieux faire comprendre les logiques associées aux divers partenariats qui se créent durant les projets.

Nous avons inclus dans la structure d'accueil et d'intégration, la mobilisation du milieu, le développement de la structure et la rétention. Les données recueillies imposent des petits changements au cadre de travail initial. Tout d'abord, le fait d'inclure ces trois sous-thèmes au sein d'une étape associée au développement de la structure d'accueil et

d'intégration a pour effet de sous-estimer l'importance de la mobilisation du milieu et de la rétention dans les projets. Ces deux sous-thèmes doivent être considérés séparément de la structure d'accueil dans un cadre de travail renouvelé.

La mobilisation du milieu est un volet crucial qui doit être considéré comme une étape distincte. Cette étape de préaccueil inclut la sensibilisation du milieu et la sélection des immigrants, deux enjeux importants mentionnés dans ce chapitre et pour lesquels des processus devront se développer pour favoriser l'intégration socio-économique et la rétention des immigrants en région et dans les zones à faible densité d'immigrants. La sensibilisation doit se faire durant la mobilisation du milieu, mais aussi durant tout le projet. Le troisième sous-thème associé à la mobilisation dans le cadre de travail, la promotion, sera intégrée aux deux autres. Il était parfois difficile de différencier les activités promotionnelles des activités de sensibilisation et de sélection. La promotion du milieu pourrait être associée à la sélection (immigrants) tandis que la promotion du projet pourrait être développée dans le cadre de la sensibilisation du milieu (population locale).

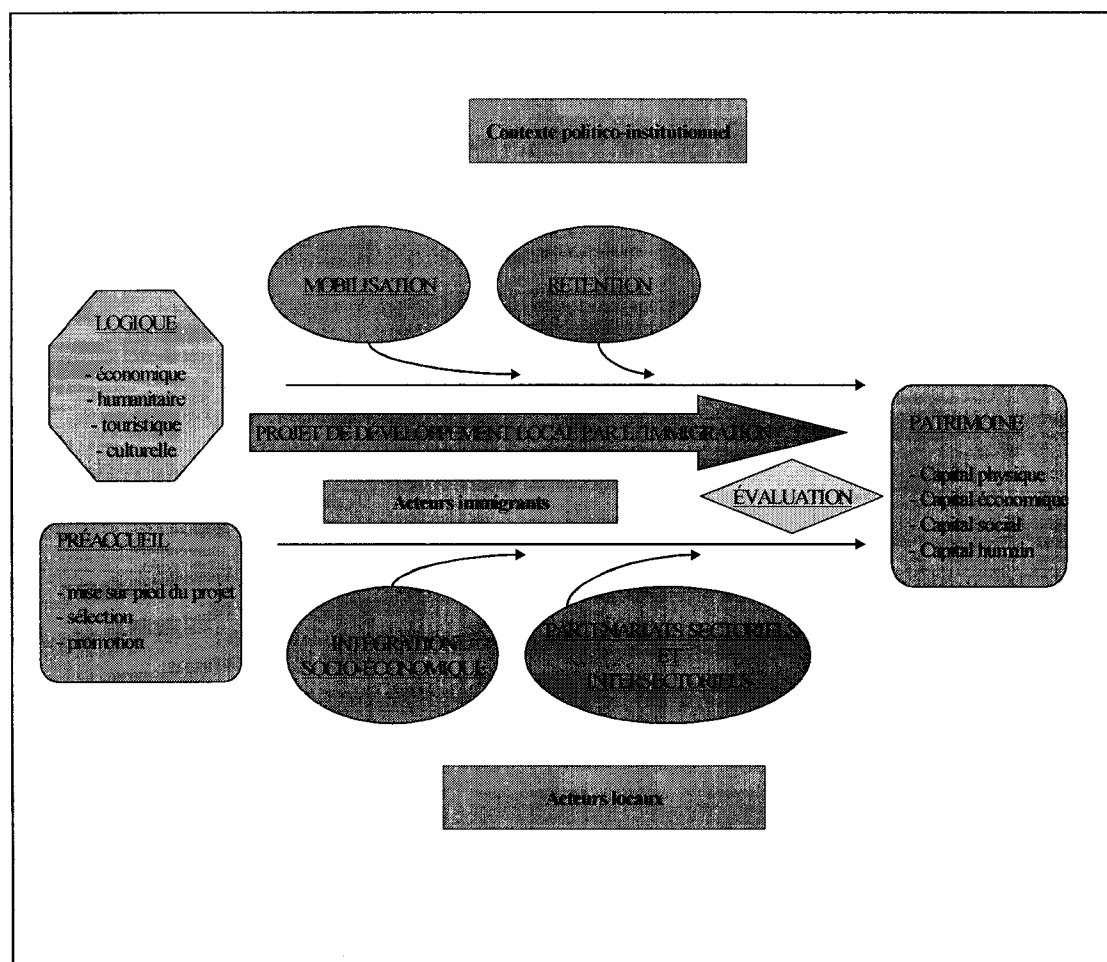
Pour la structure d'accueil et d'intégration, les services d'accueil et d'aide à l'intégration sociale et les services d'aide à l'intégration économique représentent des sous-thèmes pertinents. Toutefois, leur développement peut être influencé par la décision des acteurs locaux de prioriser l'intégration sociale ou l'intégration économique comme porte d'entrée. Si les acteurs locaux priorisent l'intégration économique, des services d'accueil et d'intégration sociale devront aussi être offerts. Cependant, si les acteurs locaux décident de prioriser l'intégration sociale, cela leur donne plus de temps pour développer les services d'aide à l'intégration économique. L'étude a mis en relief le potentiel des tables de concertation (sectoriels, intersectoriels) pour permettre aux acteurs locaux, aux partenaires publics et privés ainsi qu'aux personnes immigrantes de discuter des processus en cours et à être développés, d'établir des partenariats et de se réseauter pour favoriser l'intégration socio-économique des nouveaux arrivants dans leur milieu. Le réseautage et les partenariats sont des éléments importants à inclure dans le cadre de travail renouvelé; ils doivent avoir une place dans notre modèle.

La rétention ne doit pas être considérée uniquement comme un sous-thème avec ses activités et une suite à donner au développement de la structure d'accueil et d'intégration. La rétention, c'est l'objectif du projet. C'est la raison pour laquelle on se regroupe afin d'offrir des services d'aide à l'intégration socio-économique. On souhaite que les nouveaux arrivants s'intègrent, puis demeurent dans la communauté et ses environs et non qu'ils quittent pour les grands centres ou leur pays d'origine. Pour ce faire, la rétention est un thème qui doit être présent tout au long du projet : à l'étape du préaccueil, pour sensibiliser les acteurs locaux à l'objectif qu'elle doit représenter, et tout au long du développement de la structure d'accueil et d'intégration pour que celle-ci favorise l'établissement à long terme des personnes immigrantes. Pour cela, il faut comprendre pourquoi des immigrants restent et les raisons qui en poussent d'autres à partir, afin de consolider les pratiques porteuses et d'améliorer celles qui sont déficientes ou absentes. La rétention, c'est inclure les nouveaux arrivants dans les processus mis en place par les acteurs locaux afin de profiter de leur expérience au sein de la structure d'accueil et d'intégration et de leur permettre de s'impliquer dans les démarches de développement local de leur nouveau milieu de vie.

Quant aux quatre capitaux, pour le moment, l'immigration n'a que peu d'impact sur le capital socio-économique. Ils offrent tout de même une vue d'ensemble de l'impact actuel de l'immigration sur le patrimoine des communautés et leur développement socio-économique.

Le modèle de la figure 2 permet de synthétiser les éléments d'analyse et les enjeux proposés dans cette étude.

Figure 2 : Modèle de gestion de projet de développement local par l'immigration



5.4 LA TRANSFÉRABILITÉ DES CAS ÉTUDIÉS

La présente recherche est une étude exploratoire. Peu de littérature étant disponible sur notre objet de recherche, nous avons construit un cadre de travail afin de structurer la collecte de données et de fournir un sens aux informations obtenues. Les données nous ont permis de comprendre les processus mis en place par les acteurs locaux et certaines informations ont même émergé pour consolider notre cadre initial. Notre étude compte six cas, ce qui correspond au critère de Yin (2003) qui cible entre quatre et dix cas pour pouvoir prétendre à la transférabilité des résultats. Le fait que les six cas soient, à notre connaissance, les seules expériences connues au moment de l'étude nous

permet de prétendre à la transférabilité. La recherche permet de décrire les cas, d'étudier les processus et de faire ressortir des tendances lourdes et des pistes de réflexion. En ce sens, les résultats offerts par l'analyse transversale et les principaux enjeux sont potentiellement transférables. Ils représentent à tout le moins un portrait de la situation actuelle en matière d'accueil et d'intégration dans les zones à faible densité d'immigrants. Le cadre de travail et le modèle viennent appuyer les résultats en offrant une image des défis et des enjeux associés au phénomène étudié en synthétisant les processus. Les résultats et le cadre et le modèle créés sont donc potentiellement transférables mais ne sont pas généralisables, étant donné les facteurs internes et externes qui peuvent influencer chaque projet et qui font que chaque expérience locale est unique et doit être comprise comme telle. La valeur d'exception et la contextualisation de la rencontre singulière entre individus locaux et personnes immigrantes rendent difficile, voire impossible, la reproduction d'une même expérience dans d'autres municipalités.

5.5 LES LIMITES DE LA RECHERCHE

Notre étude étant exploratoire, certaines limites méthodologiques sont apparues en cours de recherche, principalement au niveau de la validité du construit et de la validité interne. Il est important de mentionner ces limites car elles mettent en perspective la validité des résultats et peuvent influencer la méthodologie déployée dans le cadre de futures recherches sur l'objet d'étude.

Au niveau de la validité du construit, la revue de littérature sur l'objet de recherche n'a pas permis de trouver un cadre de travail permettant de saisir l'objet de recherche. Il a donc fallu créer un cadre de travail à partir des notions qui nous ont paru significatives. Il y a une grande part de subjectivité dans le choix des thèmes et des sous-thèmes qui ont mené au cadre provisoire et c'est une limite de la présente recherche. Cependant, il fallait partir de quelque chose pour structurer l'information obtenue sur le terrain, ce que la littérature scientifique ne nous offrait pas. Pour rendre notre cadre de travail plus robuste, nous avons défini chaque thème et sous-thème à partir de la littérature générale trouvée sur l'intégration socio-économique des immigrants et sur le

développement local; cela a compensé en partie l'absence de documentation sur les processus d'accueil et d'intégration dans les zones à faible densité d'immigrants. Nous avons aussi espoir que l'analyse des données recueillies allait permettre d'approfondir nos connaissances sur l'objet de recherche et consolider le cadre de travail initial.

Au chapitre de la validité interne, certaines limites sont apparues au niveau de l'échantillonnage. Pour la sélection des cas, l'échantillonnage par convenance et par choix raisonné nous a été imposé par le fait que peu d'expériences d'accueil et d'intégration avaient lieu dans les zones à faible densité d'immigrants au moment de la recherche, limitant considérablement notre échantillon potentiel. En fait, nous n'avons pas eu vraiment le choix des cas; ceux étudiés sont les expériences qui étaient en cours au moment de la recherche. Les cas sont représentatifs au niveau théorique, sont variés dans les processus mis en place et ont un potentiel de découverte important; toutefois, étant donné qu'ils sont tous rattachés à des expériences récentes, peu d'entre eux pouvaient nous donner des informations sur toutes les étapes du cadre de travail. Il serait donc intéressant et pertinent de continuer à suivre les expériences en cours pour compléter les données déjà existantes.

Pour la sélection des intervenants-clés, des limites sont aussi apparues. L'échantillonnage s'est opéré à partir de choix raisonnés et de convenance, technique d'échantillonnage choisie en fonction des contraintes financières et de temps associées à l'étude. Les cas fournis par l'Observatoire incluent la participation d'acteurs locaux et de personnes immigrantes comme informants clés. Cependant, pour les cas étudiés par le chercheur, outre pour la MRC des Etchemins, le peu de temps et l'absence de financement nous a contraint à restreindre au minimum notre temps sur le terrain, ce qui a limité le nombre d'intervenants clés pouvant être rencontrés. Nous avons donc ciblé les acteurs locaux les plus susceptibles de nous fournir le maximum d'information en un court laps de temps en l'occurrence, les responsables du projet; nous savions que la saturation théorique pourrait difficilement être atteinte en l'absence du discours de plusieurs acteurs locaux. Une autre limite occasionnée par les contraintes de temps et de financement est le fait de s'être concentré pour cette recherche sur la perspective des

acteurs locaux. Le discours immigrant n'a pas été retenu pour la collecte de données, ce qui aurait pu trianguler les informations des acteurs locaux. Pour les données fournies par les monographies de l'Observatoire, nous avons évacué le discours immigrant pour nous concentrer là aussi sur le discours des acteurs locaux.

Durant la collecte de données, certaines limites méthodologiques sont aussi apparues. La collecte de données s'est déroulée de différentes façons, selon les cas. Les chercheurs de l'Observatoire ont eu accès aux terrains de recherche afin de pouvoir documenter et éventuellement publier des monographies. Quant à l'étudiant, il a passé quatre mois à travailler pour les cinq municipalités de la MRC des Etchemins, ce qui lui a permis d'avoir accès au maximum d'information. Inversement, les cueillettes de données pour les MRC du Kamouraska et de Rivière-du-Loup ont été effectuées en l'espace d'une demi-journée par cas. Quant à Trois-Pistoles, il est documenté par l'Observatoire et l'étudiant. Certains cas ont donc été plus documentés que d'autres et sont donc plus riches en informations.

Pour les cas de Kamouraska et de Rivière-du-Loup, le fait d'avoir interrogé uniquement la personne responsable du dossier de l'immigration pour la région permet d'avoir un seul point de vue de l'expérience, d'être limité aux informations d'une seule source. Il est difficile de s'assurer de l'exactitude des propos qui sont tenus par les informants clés puisqu'ils ne peuvent être comparés aux informations provenant de d'autres acteurs. Ainsi, des éléments importants peuvent avoir été oubliés, d'autres non dévoilés en sachant qu'ils pourront servir dans le cadre d'un mémoire de maîtrise; enfin, certaines données étant interprétées selon la conception que la personne a des faits, il est toujours plus intéressant et plus juste pour un chercheur d'avoir le point de vue de plusieurs personnes. Cependant, le fait que nous ayons pu travailler avec six cas, dont quatre comportant plusieurs informants clés, fait contrepoids à cette limite. Pour les deux expériences où un seul informant clé a été rencontré, le projet en était à ses débuts ce qui a orienté notre choix.

5.6 DES PISTES DE RECHERCHE ET D' ACTIONS ÉVENTUELLES

La recherche a permis de décrire les cas, d'étudier les processus et de faire ressortir des tendances lourdes et des pistes de réflexion qui pourront aider les praticiens, les acteurs locaux et les décideurs politiques dans leur démarche en cours et à venir, afin d'améliorer leurs pratiques. Ce sont les principaux apports de ce mémoire. Cependant, les informations concernant les processus d'accueil et d'intégration d'immigrants sont encore sommaires. Il sera intéressant de continuer à documenter les cas à l'étude dans ce présent mémoire; il sera aussi pertinent d'effectuer éventuellement le suivi de ces expériences afin de poursuivre l'étude des processus mis en place par les acteurs locaux dans ces communautés et leur impact sur l'intégration socio-économique et la rétention des personnes immigrantes. Il pourra aussi être envisagé de documenter les expériences émergentes afin d'augmenter le corpus théorique sur l'objet de recherche et confronter, solidifier et améliorer le cadre de travail initial et le modèle présentés dans ce chapitre.

De plus, il sera intéressant de documenter les thématiques qui sont ressorties comme des enjeux importants dans l'analyse des cas et l'analyse transversale. La sensibilisation du milieu, la rétention des personnes immigrantes dans les communautés, les processus de sélection, l'intégration sociale et l'intégration économique des personnes immigrantes sont tous des défis que devront relever les acteurs locaux pour améliorer les structures en place. Ce sont donc des enjeux cruciaux pour la réussite des projets dans les zones à faible densité d'immigrants; ils pourront faire l'objet de travaux de recherche dans le futur.

Des stratégies doivent émerger et pour ce faire, des collaborations devront être mises en place pour favoriser des recherches qui permettront une meilleure compréhension de ces enjeux; ainsi, on pourra soutenir le travail des praticiens sur le terrain, développer des connaissances contextualisées et continuer à défricher ce domaine encore peu connu permettant de faire avancer les connaissances en matière d'accueil et d'intégration dans les zones à faible densité d'immigrants.

CONCLUSION

Cette étude se veut un premier portrait des expériences en cours en matière d'accueil et d'intégration d'immigrants dans les zones à faible densité d'immigrants. Elle a permis de rassembler les premières connaissances contextualisées sur les processus mis en place par les acteurs locaux afin d'accueillir et d'intégrer les nouveaux arrivants; elle a aussi amené une meilleure compréhension des défis et des enjeux associés à l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants, permettant ainsi de réviser le cadre de travail initial et de développer un modèle pouvant structurer les projets en région.

Essentiellement, les données empiriques obtenues ont fourni une réponse à la question générale de recherche. En effet, l'étude a permis de mieux connaître la façon dont les communautés locales des zones à faible densité d'immigrants s'approprient les projets associés à la venue d'immigrants dans leur milieu grâce à un nouvel éclairage sur l'émergence des projets (le pourquoi et le comment), sur le développement des processus d'accueil et d'intégration et sur les impacts des projet sur les communautés.

En général, les projets ont émergé de façon endogène, pour combler des emplois disponibles dans le milieu ou pour diversifier l'offre de service d'un organisme représentatif du milieu. La baisse démographique, la dénatalité et le vieillissement de la population entraînent un manque de main-d'œuvre en région et l'immigration s'est présentée comme une voie de développement dans la majorité des cas étudiés. Pour

d'autres, l'immigration permet de donner une visibilité accrue à un organisme et à la ville où il est établi. Par la suite, afin de se doter des ressources humaines, matérielles et financières nécessaires au développement du projet, les acteurs locaux ont dû recourir à des partenaires externes, gouvernementaux ou paragouvernementaux. Le mandat de développer la structure d'accueil et d'intégration a été confié principalement à des organismes de développement (CLD) ou à des organismes communautaires.

Le développement des services et des activités associés à la structure d'accueil et d'intégration a démarré très tôt pour la majorité des projets, ne permettant pas de sensibiliser et de mobiliser les acteurs locaux et la population locale aux défis et enjeux associés au projet. En fait, exception faite de Rivière-du-Loup qui a choisi de faire une étape de sensibilisation du milieu avant de développer une structure et d'accueillir des immigrants, les projets ont tous été confrontés à divers problèmes reliés à la mobilisation, à la sensibilisation et au développement des services et des activités d'accueil et d'intégration au moment de l'arrivée des nouveaux arrivants. Dans certaines expériences, les acteurs ont décidé de favoriser l'intégration sociale préalablement à l'intégration économique afin de permettre aux nouveaux arrivants de se familiariser avec leur nouvel environnement et de suivre les activités de francisation. Ces projets sont rendus à l'étape de l'intégration économique; de gros défis se profilent afin d'offrir les services adéquats permettant aux personnes immigrantes de s'intégrer économiquement et de s'établir à long terme dans leur région. Pour d'autres expériences, on a opté pour l'emploi et l'intégration économique comme porte d'entrée; on a dû développer des services et des activités d'aide à l'intégration sociale rapidement pour faciliter l'installation des nouveaux arrivants. Dans ces cas, on a donc dû faire face à l'intégration économique et à l'intégration sociale simultanément ce qui a mis beaucoup de pression sur les organismes d'accueil et les acteurs locaux au niveau de l'offre de service.

Jusqu'à présent, les projets étudiés ont peu d'impact sur le capital socio-économique et le patrimoine des communautés. Le manque de mobilisation et de sensibilisation du milieu lors de l'arrivée des nouveaux arrivants a rendu l'offre de service souvent difficile. L'intégration socio-économique des nouveaux arrivants se fait

péniblement, ce qui rend ardue la rétention à long terme des personnes immigrantes dans les zones à faible densité d'immigrants.

Cependant, plusieurs bonnes pratiques ont émergé des données empiriques. Ces bonnes pratiques indiquent que des efforts considérables sont faits par les acteurs locaux pour adapter et développer les services offerts aux nouveaux arrivants. De plus, le nombre de projets d'accueil et d'intégration d'immigrants dans les zones à faible densité d'immigrants augmente sans cesse. Certaines MRC perçoivent l'immigration comme un axe potentiel de développement pour leur milieu. Les organismes d'aide au développement tels que les CLD et les CJE s'impliquent de plus en plus dans des projets d'accueil et d'intégration d'immigrants en région. Quelques CRÉ et les bureaux régionaux du MICC font aussi des efforts pour favoriser l'arrivée de personnes immigrantes dans leur région. Ces initiatives émergentes, l'analyse des données, les enjeux et le modèle laissent entrevoir l'importance des partenariats intersectoriels et de la participation et de l'implication des acteurs publics, institutionnels, locaux et immigrants tout au long des projets.

BIBLIOGRAPHIE

Bouchard, T.J. (1976). Field research methods: Interviewing, Questionnaires, Participant, Observation, Systematic Observation, Unobstructive measures, in Dunette M.D (ed.). *Handbook of Industrial and Organizational Psychology*, Chicago, Rand McNally College Publishing Co., 1976, p. 363-413.

CAMO-PI (2003). *Les besoins en intégration en maintien en emploi des personnes issues de l'immigration*. Acte de la journée de consultation. Journée organisée par le CAMO-PI. Saisi le 21 février 2005 au http://www.camo-pi.qc.ca/PDF/ACTES_CONSULTATION_SEPT_2003.PDF

CAMO-PI (2000). Texte pour l'allocation sur la reconnaissance des acquis et des compétences (RAC) des personnes immigrantes. Audience du 20 janvier 2000.

CAMO-PI (1996). *L'Intégration et le maintien en emploi des personnes immigrantes*. État de situation et recommandations visant à l'identification d'une stratégie d'intervention. Saisi le 21 février 2005 au http://www.camo-pi.qc.ca/PDF/Immigration_et_Emploi.pdf

Cardu, H. (2002). *Identité et intervention. Agir auprès des femmes immigrantes*, Collectif interculturel, vol. V, no 2.

Castle, E.N. (2002). Social Capital : An Interdisciplinary concept. *Rural sociology*, 67(3), p. 331-349.

Citoyenneté et Immigration Canada. (2001). *Vers une répartition géographique mieux équilibrée des immigrants*. Ministère des travaux publics et Services gouvernementaux. Canada. Saisi le 23 février 2005 au <http://www.cic.gc.ca/francais/pdf/recherche-stats/geographique.pdf>

CJE St-Laurent (2005). *La régionalisation de l'immigration : une richesse incontournable*. Mémoire présenté au Secrétariat à la jeunesse dans le cadre de la consultation publique sur la Stratégie d'action jeunesse 2005-2008. 8 p.

Coleman, J. (1988). Social capital in the creation of human capital. *American Journal of Sociology*, Vol. 94, 1988, p. 595-120.

Conseil des relations interculturelles (2001). *Intégration et langue française, une affaire de réciprocité pour la société québécoise*. Mémoire présenté à la Commission des états généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec. 33 p.

Conseil des relations interculturelles (2000). *Accueillir de nouveaux immigrants en 2001, 2002, 2003 : un choix humanitaire autant que nécessaire*. Mémoire présenté à la Commission de la culture de l'Assemblée nationale. 60 p.

Conversation Métropolis, 2003, *Série de conversations no9 Régionalisation de l'immigration*. Ottawa. Saisi le 23 février 2005 au http://canada.metropolis.net/events/conversation/conversation_9f.pdf

Côté, S. (2001). La contribution des capacités humaines et sociales. *ISUMA Revue canadienne de recherche sur les politiques*, Vol. 2 no 1, p. 25-33. Saisi le 9 mars 2005 au http://www.isuma.net/v02n01/cote/cote_f.pdf

Crabbe, P. (1993). *Concilier l'histoire, l'écologie et l'économie*. Écodécision, Montréal : Jun 1993, 9, p.27

Crevoisier, O. (1998). Mondialisation et territorialisation de l'économie : les approches homogénéisante et particularisante. In M.-U. (dir.), *territoire et développement économique* (p.23-47). Paris : L'Harmattan.

Eisenhart, K. (1989). Building theories from Case Study Research. *Academy of Management Review*, 14(4). p.532-550.

Fontana, A. et Frey J.H. (1994). Interviewing: The art of Science. In Denzin, N.K et Lincoln, Y.S. (Eds.), *Handbook of qualitative research* (p. 361-376). Thousand Oaks, CA: Sage Publications.

Fortin, M-E. (2005). *Les incubateurs de coopératives populaires et le développement local: Une étude multicas comparative entre le Québec et le Brésil*. Mémoire de maîtrise. Institut de recherche et d'éducation pour les coopératives de l'Université de Sherbrooke (IRECUS), Sherbrooke, Canada.

Germain, A. (1997). *Montréal : Laboratoire de cosmopolitisme entre deux mondes*. INRS-Unrbanisation.

Hicks, J. (1974). Capital controverses : Ancient and modern. *American Economic Review*, 64, p.301-316

Hlady-Rispal, M. (2002). *La méthode des cas : application à la recherche en gestion*. Bruxelles. De Boeck University.

ISUMA (2001). *Éditorial*. Vol. 2 no 1, p. 8-9. Saisi le 9 mars 2005 au http://www.isuma.net/v02n01/editorial/editorial_f.pdf

Jansson, A-M. (1994). *Investing in Natural Capital: The Ecological Economics Approach to Sustainability*. Island Press, Washington D.C.

Joanis M. et F. Martin (2005). *La dimension territoriale des politiques de développement économique au Québec : enjeux contemporains*. Rapport bourgogne du CIRANO. 48 p. Saisi le 1^{er} mars 2005 au <http://www.cirano.qc.ca/pdf/publication/2005RB-01.pdf>

Joyal, A. (2002). *Le développement local : Comment stimuler l'économie des régions en difficulté*. Sainte-Foy : Les éditions de l'IQRC. Diagnostic 30.

Labelle, M. (1997). « Pluralisme, intégration et citoyenneté. Enjeux sociaux et politiques à propos du Québec », dans S. Abou et K. Haddad (dirs.), *La diversité linguistique et culturelle et les enjeux du développement*, AUPELF/UREF, Université Saint-Joseph, Beyrouth, pp. 13-28.

Landry, R, Amara, N. et M. Lamari (2001). Capital social, innovation et politiques. *ISUMA Revue canadienne de recherche sur les politiques*, Vol. 2 no 1, p. 63-71. Saisi le 9 mars 2005 au http://www.isuma.net/v02n01/landry/landry_f.pdf

Lessard-Hébert, M., Goyette, G et G.Boutin (1996). *La recherche qualitative: Fondements et pratiques*. Montréal: Éditions Nouvelles (2ème Éd.).

Maxwell, J-A (1997). Designing a qualitative study : An interactive approach . In L. Bickman et L.J Rog (dir). *Handbook of applied social research methods*, (69-99), London. Thousands Oaks : Sage Publication.

Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (2004a). *Des valeurs partagées, des intérêts communs. Plan d'action 2004-2007*. Gouvernement du Québec. Saisi le 17 février 2005 au http://www.mrci.gouv.qc.ca/publications/pdf/PlanAction20042007_integral.pdf

Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (2004b). *Population immigrée recensée au Québec et dans les régions en 2001 : caractéristiques générales - Recensement de 2001 : données ethnoculturelles*. Gouvernement du Québec. Saisi le 17 février 2005 au http://www.mrci.gouv.qc.ca/publications/pdf/Population_immigree_recensee_Quebec_regions_2001.pdf

Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (2001). *Plan stratégique 2001-2004*. Gouvernement du Québec. Saisi le 17 février 2005 de http://www.mrci.gouv.qc.ca/publications/pdf/Plan_strat_2001-2004.pdf

Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (2000). *Portraits statistiques de la population immigrée, 1996 : Québec, régions métropolitaines de recensement, régions administratives- recensement 1996 : données ethnoculturelles*. Gouvernement du Québec. Saisi le 17 février 2005 au http://www.mrci.gouv.qc.ca/publications/pdf/Stat_pop_immigree_1996.pdf

Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration (1991). *Au Québec pour bâtir ensemble : Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration*. Gouvernement du Québec. Saisi le 16 février 2005 de http://www.mrci.gouv.qc.ca/publications/pdf/Énoncé_politique_immigration_intégration_Quebec1991.pdf

Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration (1981). *Autant de façons d'être Québécois. Plan d'action à l'intention des communautés culturelles*. Gouvernement du Québec.

Mucchielli, A. (1996). *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*. Armand Colloin/Masson, Paris

OCDE (2001). *Du Bien-être des nations: le rôle du capital humain et social*. OECD: Paris. Saisi le 8 mars 2005 au <http://www.oecd.org/dataoecd/25/27/2671086.pdf>

Olsen, S. (1991). Ethnic strategies in the urban economy. *Études ethniques au Canada/Canadian Ethnic Studies*, vol. XXXIII no 2 : 23-60

Prévost, P. (2001a). *Les dimensions et processus du développement des collectivités locales*. Cahiers de recherche IREC 01-05, Institut de recherche et d'enseignement pour les coopératives de l'Université de Sherbrooke. 32 p.

Prévost, P. (2001b). *Le développement local : Contexte et définition*. Cahiers de recherche IREC 01-03, Institut de recherche et d'enseignement pour les coopératives de l'Université de Sherbrooke, 30 p.

Proulx, M-U. (2002). *L'économie des territoires : aménagement, gestion, développement*. Ste-Foy : Presses de l'Université du Québec. Collection Science Régionale. 364 p.

Putnam, R. (2001). Mesure et conséquences du capital social. *ISUMA Revue canadienne de recherche sur les politiques*, vol. 2 no 1, p. 47-59. Saisi le 9 mars 2005 au http://www.isuma.net/v02n01/putnam/putnam_f.pdf

Robson. C. (1993). *Real World Research: A Resource for Social Scientists and Practitioners-Researchers*. UK, Blackwell.

Rubin, H.J. et I.S. Rubin (1995). *Qualitative interviewing: the art of hearing data*. Thousand Oaks, CA: Sage Publications.

Sanicola L. (1994). *L'intervention de réseaux*. Éditions Bayard. Paris

Schmid, A. (2002). Using motive to distinguish social capital from its outputs. *Journal of economic issues*, 36(3), 747-768

- Schuller, T. (2001). Complémentarité du capital humain et du capital social (traduction). *ISUMA Revue canadienne de recherche sur les politiques*, vol. 2 no 1, p. 20-27. Saisi le 9 mars 2005 au http://www.isuma.net/v02n01/schuller/Schuller_f.pdf
- Simard, M. (2003). Le rapport à l'espace des jeunes de parents immigrés en région au Québec : un bricolage inédit?. *Recherches sociographiques*, vol. XLIV, no 1
- Simard, M. (1996). La politique québécoise de régionalisation de l'immigration : Enjeux et paradoxes. *Recherches sociographiques*, XXXVII, 3, 439-469.
- Savoie-Zajc, N. (2002). L'entrevue semi-dirigée. In B. Gauthier (dir), *Recherche sociale: de la problématique à la collecte de données*. (263-286). Presses de l'Université du Québec. (3e édition).
- Thiétart, R-A et coll. (1999). *Méthodes de recherche en management*. Dunod, Paris.
- Tremblay, D-G., Fontan, J-M. (1997). *Le développement économique local : la théorie, les expériences, les pratiques*. Ste-Foy, Québec : Télé-Université. 579 p.
- Vachon, B. (1993). Vers une autre logique de développement. In B. Vachon (dir.). *Le développement local : théorie et pratique : réintroduire l'humain dans la logique de développement*, (p. 73-90). Boucherville : avec la coll. de Francine Coallier.
- Van Kemenade, S. (2003). *Le capital social comme déterminant de la santé : Comment le mesurer?* Ottawa : Santé Canada. 37 p. Saisi le 15 septembre 2005 au : <http://www.hc-sc.gc.ca/iacb-dgiac/arad-draa/francais/dgdr/wpapers/fsocial2.html>
- Vatz Laaroussi M. (à paraître 2005a). *Immigration en région : conditions formelles et informelles de réussite*. Actes du colloque **Immigration** et émigration: Le Canada Atlantique à la croisée des chemins, Halifax, Métropolis Atlantique.
- Vatz-Laaroussi, M. (2005b). *L'immigration en dehors des métropoles : vers une relecture des concepts interculturels*. À sortir en septembre 2005.
- Vatz-Laaroussi, M. (2004). Immigrants et vie associative dans les régions du Québec. *Vie associative migrante*, sous la direction de Altay Manço. Éditions L'Harmattan. Paris, Bruxelles.
- Vatz-Laaroussi, M. (2002). Les retombées marginales d'événements mondiaux : histoires, stigmatisations, et stratégies en région. *Les relations ethniques en question. Ce qui a changé depuis le 11 septembre 2001*, sous la direction de Jean Renaud, Linda Pietrantonio, Guy Bourgeault, Presses de l'Université de Montréal.
- Vatz-Laaroussi, M. (1999). *Familles immigrantes dans les régions du Québec*. Agenda interculturel (revue belge).

Vatz-Laaroussi, M. et L. Angeneau (2003). *Pourquoi un observatoire canadien de l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants?*

Woolcock, M. (2001). Le rôle du Capital Social dans la compréhension des résultats sociaux et économiques (traduction). *ISUMA Revue canadienne de recherche sur les politiques*, Vol. 2. no 1, p. 11-18. Saisi le 9 mars 2005 au http://www.isuma.net/v02n01/woolcock/woolcock_f.pdf

Yin, R.K. (2003). *Case Study Research : Design and Method*. (3rd edition). Thousand Oaks. CA : Sage Publications.

Yin, R.K. (1997). The Abridged Version of Case Study Research : Design and Method. In L. Bickman et L.J Rog (dir). *Handbook of Applied Social Research Methods* (229-259). Thousand Oaks. CA : Sage Publications.

Yin, R.K. (1994). *Case Study Research : Design and methods* (2nd ed.) Thousand Oaks. CA : Sage Publications.

Yorn, C. (2005). *Le management du DL dans une dynamique de coopération internationale*. Thèse de doctorat en administration des affaires. Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Canada

Banque de Ressources Interactives en Sciences Économiques et Sociales (BRISES),
Académie de Lyon

<http://www.brises.org/category/d4751ec6e40f8af05dbcd909bab32847/notion/127>

ANNEXE A

SCHÉMA ÉCOLOGIQUE DE L'OBSERVATOIRE

Vous pouvez accéder au schéma écologique de l'observatoire en appuyant sur le hyperlien suivant :

<http://www.reseau-immigration.fr.st/>

ANNEXE B

GRILLES D'ENTREVUE

Observatoire canadien sur l'immigration

Grille d'entrevue avec un acteur local

Description générale de la personne interrogée	
<p>➤ Présentation de la structure? Son histoire? Son organisation? Les professionnels qui y travaillent?</p> <p>Quels sont ses missions et ses objectifs?</p> <p>➤ Quel est le poste que vous occupez et depuis combien d'années? Auparavant, aviez-vous déjà travaillé auprès de personnes immigrantes?</p>	
Besoins primaires : logement, revenus, sécurité	
<p>➤ Quel est le profil professionnel des personnes immigrantes que vous rencontrez ? De manière générale, quels sont leurs besoins et leurs attentes?</p> <p>➤ Est-ce que la langue représente un problème majeur dans l'exercice de vos fonctions avec ces populations? Quels sont les moyens que vous utilisez pour communiquer avec eux?</p>	
Besoins tertiaires : réseaux primaires sociaux	
<p>➤ Quels sont les rapports entre les immigrants et le personnel de votre structure?</p> <p>➤ Votre organisme est-il adapté pour accueillir des personnes immigrantes? Est-ce que l'accompagnement de ces personnes est spécifique?</p> <p>➤ Avez-vous des partenaires extérieurs avec lesquels vous collaborez pour le suivi de ces personnes? Lesquels? Pensez-vous que l'organisation de la structure devrait être améliorée?</p>	<p>Les documents administratifs d'accueil, sont-ils traduits dans d'autres langues?</p> <p>Quelles seraient les modifications à apporter?</p>

Formation et ressources

➤ Est-ce que les professionnels sont formés pour intervenir auprès de personnes immigrantes?
Est-ce qu'ils s'intéressent à l'histoire de la personne?

➤ Pensez-vous qu'il est pertinent que des personnes immigrantes soient formées pour travailler au sein d'un établissement comme le C.L.D?

➤ Est-ce que l'établissement a des ressources, des fonds pour aider les personnes immigrantes dans l'élaboration de leur projet professionnel?

Quelles sont ces formations, les thèmes et la durée.

Ex : Des renseignements sur la culture, les modes de vie, les conditions de vie avant leur arrivée au Québec.

Les réseaux sociaux

➤ Quel est le comportement de la population locale par rapport aux immigrants? Que pensez-vous de l'intégration des personnes immigrantes ici?

Leurs forces et leurs obstacles.

La participation sociale

➤ Les immigrants participent-ils à la vie de la région? Ont-ils conscience de leurs droits et les utilisent-ils? Si non, pourquoi selon vous?
Que mettriez-vous en place pour leur permettre de les utiliser?

Imagination-critiques

Si vous étiez le Ministre de l'Emploi au Québec, quelles mesures et quelles actions mettriez-vous en place pour améliorer l'accueil et la prise en charge des populations immigrantes en région?

Modèle de grille d'entrevue utilisée par l'étudiant

Grille d'entrevue avec un acteur local

Introduction

Objectif : Amener l'informant clé à faire un portrait global de l'organisme

Information à recueillir :

- Pourquoi l'organisme a-t-il été créé?
- Comment s'est-il développé?
- Quels sont les événements qui ont marqué son histoire?

Rôle et mission de l'organisme

Objectif : Amener l'informant clé à préciser l'implication de l'organisme dans le projet

Information à recueillir :

- Quel est le rôle de l'organisme et de l'informant clé dans le projet?
- Quelle est la mission de l'organisme?
- Quels sont les mandats qui lui sont octroyés?

Services, activités et partenaires

Objectif : Amener l'informant clé à élaborer sur le fonctionnement de l'organisme

Information à recueillir

- Quels sont les services offerts par l'organisme?
- Comment se fait l'offre de service?
- Quelles sont les activités qui ont été développées dans le cadre de l'offre de service?
- Quels sont les principaux partenaires de l'organisme et quel est leur rôle?

Bilan

Objectif : Amener l'informant clé à faire un bilan de l'expérience jusqu'à maintenant

Information à recueillir

- Quels sont les résultats jusqu'à maintenant des démarches d'accueil et d'intégration?
- Quelles sont les réussites associées au projet?
- Quelles sont les principales difficultés rencontrées?
- Quelles sont les leçons apprises?

Conclusion

Objectif : Amener l'informant clé à divulguer quelques suggestions qui permettraient de favoriser la réussite des projets

- Quels sont les principaux conseils que vous donneriez à des acteurs locaux souhaitant démarrer un projet d'accueil et d'intégration dans des zones à faible densité d'immigrants?

ANNEXE C

FORMULAIRE DE CONSENTEMENT

FORMULAIRE DE CONSENTEMENT

Acteurs locaux en région

Les processus d'accueil et d'intégration dans les zones à faible densité d'immigrants : une étude comparative de six expériences au Québec dans une perspective de développement local. Mémoire présenté par Éric Quimper, étudiant M. SC. en gestion des coopératives et des collectivités. Vous pouvez rejoindre Éric Quimper au numéro de téléphone (819) 821-8000 poste 1223 pour toute information supplémentaire. La direction de ce mémoire est assurée par M. Chakda Yorn, professeur à la faculté d'administration de l'Université de Sherbrooke. Chakda Yorn peut être joint au numéro de téléphone (819) 821-8000 poste 5058.

Objectifs et buts du mémoire

Ce mémoire vise à développer des connaissances contextualisées sur les processus associés à l'accueil et à l'intégration de personnes immigrantes dans divers milieux actuellement peu peuplés en immigrants et offrir une base de réflexion aux chercheurs, décideurs politiques et leaders locaux intéressés à ces questions. Nous estimons que ces connaissances contextualisées permettront de faire ressortir et mieux comprendre les enjeux et les défis associés à l'accueil, à l'intégration et à la rétention des nouveaux arrivants dans les zones à faible densité d'immigrants tout en permettant de conceptualiser un modèle de gestion de l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants à partir des résultats et des enjeux qui ressortiront des études de cas effectuées.

La participation demandée et la confidentialité:

En tant qu'acteur local identifié pour cette étude de cas, nous sollicitons votre participation libre et éclairée pour une entrevue individuelle par le formulaire ci-joint. L'entrevue aura lieu dans votre organisme ou à un endroit vous convenant. Elle sera animée par des questions thématiques sur votre localité et vos connaissances spécifiques concernant l'immigration dans votre domaine de travail. Les entrevues seront enregistrées et feront ensuite l'objet d'une analyse de contenu. Comme participantes et participants à ces entrevues, vous pouvez être assurés de la confidentialité des informations fournies ; les cassettes ainsi que leurs retranscriptions seront conservées durant la recherche et pour une durée maximale de deux ans, en lieu sûr et sous clé et ne seront utilisées, en communication ou publication, qu'en respectant l'anonymat des sources. Aucun renseignement permettant d'identifier les personnes qui ont participé à l'étude n'apparaîtra dans aucun rapport ou article. Par contre la localité sera clairement identifiée

ainsi que le domaine des acteurs locaux rencontrés. Les données seront détruites dès que les analyses seront achevées.

Avantages pouvant découler de la participation

Votre participation à ces entrevues permettra à votre communauté de faire figure de cas pour une étude exploratoire visant à mieux comprendre les processus d'accueil et d'intégration et les défis et enjeux que cela comporte dans les zones à faible densité d'immigrants. Par ailleurs elle permettra de mettre en œuvre une analyse d'envergure sur le Québec ce qui pourra faire avancer les connaissances sur un sujet peu documenté jusqu'à maintenant. Plusieurs forums et séminaires seront organisés dans la suite du projet, vous serez invité à y participer. De même vous recevrez le document portant sur votre communauté pour fin de validation des données empiriques. Ultimement, vous recevrez une copie du mémoire lorsque celui-ci sera publié.

Inconvénients et risques pouvant découler de la participation

Vous aurez à donner de votre temps soit environ 1 heure à 1 heure 30 pour l'entrevue . Il est entendu que votre participation à ce projet de recherche ne vous fait courir aucun risque que ce soit.

Droit de retrait de participation sans préjudice

Il est entendu que votre participation au projet de recherche décrit ci-dessus est tout à fait volontaire et que vous restez , à tout moment, libre de mettre fin à votre participation sans avoir à motiver votre décision, ni à subir de préjudice de quelque nature que ce soit.

Résultats de la recherche et publication

Comme indiqué plus haut, vous serez informé des résultats de la recherche et vous devez savoir que l'information recueillie pourra être utilisée pour fins de communication scientifique et professionnelle. Dans ces cas, rien ne permettra d'identifier les personnes ayant participé à la recherche.

Identification du référent du Comité d'éthique de la recherche de la Faculté des lettres et sciences humaines

Pour tout problème éthique concernant les conditions dans lesquelles se déroule votre participation à ce projet, vous pouvez expliquer vos préoccupations à Mme Michèle Vatz-Laaroussi, membre du Comité d'éthique de la recherche de la Faculté des lettres et sciences humaines et professeur au département de Service Social en composant le numéro suivant : 821-8000 poste 2289.

CONSENTEMENT LIBRE ET ÉCLAIRÉ

Je, _____ déclare avoir lu le présent formulaire.
Je comprends la nature et le motif de ma participation au projet. Par la présente, j'accepte librement de participer au projet.

Signature de la participante ou du participant: _____

Déclaration du responsable de la recherche

Je, Éric Quimper, certifie garantir les conditions mentionnées ci-dessus à l'ensemble des participantes et participants à la recherche. Je m'engage à garantir le respect des objectifs de l'étude et à respecter la confidentialité.

Signature du responsable : _____

Fait à _____, le _____

Coordonnées du responsable de la recherche :

Éric Quimper
Faculté d'administration
Université de Sherbrooke
J1K2R1 Sherbrooke (Québec)
Tél : 819 821 8000 poste 1223
e-mail : eric.quimper@usherbrooke.ca